



Corporation Fiera Capital

Rapport de gestion

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2025

Table des matières

Mode de présentation et déclarations prospectives	1
Transactions stratégiques	4
Faits saillants financiers	5
Vue d'ensemble	9
Responsabilité d'entreprise	11
Revue des marchés, de la conjoncture économique et de la stratégie de placement	13
Perspectives	22
Résultats financiers	24
Résultats d'exploitation et performance globale – Actifs sous gestion et produits	26
Résultats d'exploitation et performance globale – Charges	47
Résultats d'exploitation et performance globale – Résultat net	52
Mesures non conformes aux IFRS	54
Situation de trésorerie et sources de financement	61
Sommaire des résultats trimestriels	69
Événements postérieurs à la date de clôture	77
Renseignements importants	78

Cette page a été laissée vierge intentionnellement.

MODE DE PRÉSENTATION ET DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Mode de présentation

Le présent rapport de gestion, daté du 12 novembre 2025, contient une analyse de la situation financière et des résultats d'exploitation consolidés de Corporation Fiera Capital (la « Société » ou « Fiera Capital ») au 30 septembre 2025 et pour le trimestre et la période de neuf mois clos à cette date. Ce rapport de gestion doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et les notes y afférentes pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2025, les états financiers consolidés annuels audités et les notes y afférentes pour les exercices clos le 31 décembre 2024 et le 31 décembre 2023, ainsi que les rapports de gestion annuels connexes. Les renseignements figurant sur tout site Web mentionné dans le présent rapport de gestion, ou accessibles par l'intermédiaire de celui-ci, ne sont pas intégrés par renvoi dans le présent rapport de gestion et n'en font pas partie et ne devraient pas être considérés comme tels, à moins qu'ils ne soient expressément intégrés par renvoi dans le présent rapport de gestion.

La Société prépare ses états financiers consolidés résumés intermédiaires conformément à la Norme comptable internationale (l'International Accounting Standard ou l'« IAS ») 34 *Information financière intermédiaire* publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »). Par conséquent, ils n'incluent pas l'ensemble des informations à fournir pour les états financiers consolidés annuels selon les Normes internationales d'information financière (les International Financial Reporting Standards, ou « IFRS »). Les méthodes comptables adoptées sont identiques à celles utilisées par la Société dans ses états financiers au 31 décembre 2024 et pour l'exercice clos à cette date, à l'exception de l'incidence de l'adoption des normes, interprétations et modifications décrites à la note 3 afférente aux états financiers consolidés résumés intermédiaires. Les états financiers consolidés résumés intermédiaires comprennent les comptes de la Société et des autres entités sur lesquelles la Société exerce un contrôle, ce qui peut nécessiter l'exercice d'un jugement important. La participation ne donnant pas le contrôle dans le résultat net et les capitaux propres des filiales est présentée séparément dans les états consolidés de la situation financière, du résultat net, du résultat global et des variations des capitaux propres. Tous les montants sont présentés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Certaines données comparatives ont été reclassées pour que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée.

La Société présente le résultat avant intérêts, impôts et amortissements (le « BAIIA »)¹⁾, le BAIIA ajusté¹⁾, la marge du BAIIA ajusté¹⁾, le BAIIA ajusté par action¹⁾, le résultat net ajusté¹⁾, le résultat net ajusté par action¹⁾, les flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois¹⁾, les flux de trésorerie disponibles par action des 12 derniers mois¹⁾ et la dette nette¹⁾ comme principaux indicateurs de performance non conformes aux IFRS. Ces mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS et elles pourraient ne pas être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. La définition de ces mesures non conformes aux IFRS et le rapprochement avec les mesures conformes aux IFRS les plus comparables sont présentés à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » du présent rapport de gestion.

¹⁾ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » qui commence à la page 54 et aux tableaux de rapprochement connexes aux pages 70 à 73.

Déclarations prospectives

Le présent rapport de gestion renferme des déclarations prospectives se rapportant à des événements futurs ou au rendement futur, lesquelles rendent compte des attentes ou des opinions de la direction concernant des événements futurs, y compris, sans s'y limiter, les conditions, tendances et perspectives économiques, la croissance de Fiera Capital ainsi que ses résultats d'exploitation, son rendement, ses possibilités ou occasions d'affaires, ses objectifs, ses plans et priorités stratégiques et ses nouvelles initiatives, dont celles liées à la durabilité, ainsi que d'autres énoncés qui ne se rapportent pas à des faits historiques. Les déclarations prospectives peuvent comprendre des observations concernant les objectifs de Fiera Capital, les stratégies qu'elle emploie pour les atteindre, ses résultats financiers prévisionnels, ses dividendes attendus et les perspectives quant à ses activités, ainsi que concernant les économies canadienne, américaine, européenne, asiatique et les autres économies mondiales. Ces déclarations prospectives reflètent les opinions actuelles de la direction et sont fondées sur des facteurs et des hypothèses que celle-ci considère comme raisonnables à la lumière des renseignements dont elle dispose à l'heure actuelle. Ces déclarations prospectives peuvent généralement être repérées par l'emploi de mots ou d'expressions comme « hypothèse », « continuer », « estimer », « prévision », « but », « orientation », « probable », « plan », « objectif », « perspective », « potentiel », « prévoir », « projet », « stratégie » et « cible », ou d'autres mots ou expressions similaires, ou par l'emploi de verbes au futur ou au conditionnel (y compris dans leur forme négative), tels que « viser », « anticiper », « croire », « pouvoir », « s'attendre à », « prévoir », « avoir l'intention de », « planifier », « prédire », « chercher à », « devoir », « s'efforcer de » et « vouloir ».

Par leur nature, les déclarations prospectives comportent des risques et des incertitudes inhérents et reposent sur plusieurs hypothèses qui peuvent faire en sorte que les résultats ou événements réels diffèrent considérablement des attentes de la direction et que les prévisions, projections, attentes, conclusions ou énoncés ne se révèlent pas exacts. Par conséquent, la Société ne garantit pas que les déclarations prospectives se réaliseront et les lecteurs sont priés de ne pas se fier indûment à celles-ci. Les déclarations prospectives sont présentées dans le but d'aider les investisseurs et les autres parties intéressées à comprendre certains éléments clés des objectifs, des stratégies, des attentes, des plans et des perspectives commerciales de la Société, ainsi que le contexte d'exploitation prévu. Les lecteurs sont toutefois avertis que ces informations peuvent ne pas être appropriées à d'autres fins.

Les événements, les résultats ou le rendement réels pourraient différer sensiblement des prédictions, des prévisions, des projections, des attentes, des conclusions ou des énoncés formulés dans les déclarations prospectives en raison d'un certain nombre de facteurs de risque et d'incertitudes importants, dont bon nombre sont indépendants de la volonté de Fiera Capital, notamment, sans toutefois s'y limiter, les risques liés au rendement des placements et aux placements des actifs sous gestion (les « ASG »), le risque lié à la concentration des ASG en lien avec les stratégies à l'égard desquelles Gestion d'actifs PineStone inc. (« PineStone ») agit à titre de sous-conseiller, les employés clés, le secteur de la gestion d'actifs et les pressions concurrentielles, le risque pour la réputation, les risques liés à la conformité réglementaire, le risque lié aux politiques, aux procédures et aux mesures concernant la sécurité de l'information, le risque de litiges, le risque de fautes ou d'erreurs de la part d'employés, le risque lié à la couverture d'assurance, le risque lié à la fidélité et à l'engagement des clients, les risques liés aux relations avec les tiers, les risques liés à l'endettement, le risque de marché, le risque de crédit, les risques liés à l'inflation, aux taux d'intérêt et à la récession, les risques liés à la structure de propriété et à la possibilité de dilution, ainsi que les autres risques et incertitudes décrits dans la notice annuelle de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 à la rubrique « Facteurs de risque et incertitudes » ou présentés dans d'autres documents que la Société dépose de temps à autre auprès des autorités de réglementation des valeurs mobilières et qui sont disponibles sur SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.ca.

Les lecteurs sont avertis que la liste précédente de facteurs de risque et d'incertitudes n'est pas exhaustive et que d'autres risques et incertitudes pourraient avoir une incidence sur la Société. D'autres risques et incertitudes, y compris ceux dont Fiera Capital n'a pas connaissance à l'heure actuelle ou qu'elle juge actuellement négligeables, pourraient également avoir une incidence défavorable importante sur les activités commerciales, la situation financière, les liquidités, les activités d'exploitation ou les résultats financiers de la Société. Lorsqu'ils se fient aux déclarations prospectives contenues dans le présent rapport de gestion ou dans toute autre communication faite par Fiera Capital, les investisseurs et les autres parties intéressées devraient examiner attentivement les risques et les incertitudes énumérés ci-dessus, ainsi que d'autres événements potentiels qui pourraient avoir une incidence sur la situation financière, les activités d'exploitation, le rendement ou les résultats de la Société.

Sauf indication contraire, les déclarations prospectives contenues dans le présent rapport de gestion décrivent les attentes de la direction en date des présentes et, par conséquent, sont susceptibles d'être modifiées après cette date. Fiera Capital ne s'engage pas à mettre à jour ou à réviser les déclarations prospectives verbales ou écrites qui peuvent être formulées de temps à autre par elle ou en son nom afin de tenir compte de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou de circonstances futures, ou pour un autre motif, sauf si elle y est tenue en vertu des lois applicables.

Transactions stratégiques

Exercice 2025

Acquisition d'actions additionnelles d'une plateforme de placement immobilier

Le 6 janvier 2025, une filiale en propriété exclusive indirecte de la Société (la « filiale ») a acquis des actions additionnelles dans le capital social d'une plateforme de placement immobilier spécialisée dans les habitations locatives, ce qui a fait passer sa participation d'environ 33 % à 51 %. La participation additionnelle de 18 % acquise confère le contrôle à la filiale. La transaction d'achat comprenait une contrepartie en trésorerie de 8,0 millions de dollars. De plus, la transaction d'achat comprenait une contrepartie éventuelle dont le versement maximal s'élève à 2,9 millions de dollars (1,5 million de livres sterling) si certaines mesures de la performance sont atteintes. Au 30 septembre 2025, la valeur actualisée de cette contrepartie éventuelle était de 1,3 million de dollars.

Un ajustement de réévaluation du placement de 33 % précédemment détenu a été comptabilisé au cours du premier trimestre de 2025, ce qui a donné lieu à une augmentation du bénéfice net de 12,7 millions de dollars.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

(en milliards de dollars)	ASG et ASG trimestriels moyens aux et pour les trimestres clos les			Variation	
	30 septembre 2025	30 juin 2025	30 septembre 2024	D'un trimestre à l'autre	D'un exercice à l'autre
Marchés publics, excluant les ASG sous-conseillés par PineStone	107,6	103,8	101,4	3,8	6,2
Marchés publics – ASG sous-conseillés par PineStone	37,3	35,8	44,6	1,5	(7,3)
Total des ASG – marchés publics ¹⁾	145,0	139,6	146,0	5,4	(1,0)
ASG – marchés privés ²⁾	22,0	20,9	19,5	1,1	2,5
Total des ASG¹⁾	166,9	160,5	165,5	6,4	1,4
ASG trimestriels moyens ³⁾ – marchés publics, excluant les ASG sous-conseillés par PineStone	105,9	102,8	100,2	3,2	5,7
ASG trimestriels moyens ³⁾ – marchés publics, ASG sous-conseillés par PineStone	36,5	35,4	44,2	1,1	(7,7)
Total des ASG trimestriels moyens ^{1), 3)} – marchés publics	142,4	138,2	144,4	4,2	(2,0)
ASG trimestriels moyens ³⁾ – marchés privés	21,3	20,8	19,4	0,5	1,9
Total des ASG trimestriels moyens^{1), 3)}	163,7	159,0	163,8	4,7	(0,1)

(en millions de dollars, à moins d'indication contraire)	Sommaire des résultats financiers pour les trimestres clos les			Sommaire des résultats financiers pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 septembre 2025	30 juin 2025	30 septembre 2024	30 septembre 2025	30 septembre 2024
Produits	167,1	163,0	171,7	492,9	504,6
Résultat net⁴⁾	5,8	3,8	12,6	31,4	25,2
BAIIA ajusté⁵⁾	50,3	45,7	51,7	139,4	142,4
Marge du BAIIA ajusté⁵⁾	30,1 %	28,0 %	30,1 %	28,3 %	28,2 %
Résultat net ajusté^{4), 5)}	25,0	27,2	28,9	77,7	79,9
Par action – de base					
Résultat net ⁴⁾	0,05	0,03	0,12	0,29	0,24
BAIIA ajusté ⁵⁾	0,47	0,42	0,48	1,30	1,33
Résultat net ajusté ⁵⁾	0,23	0,25	0,27	0,72	0,75
Par action – dilué					
Résultat net ⁴⁾	0,05	0,03	0,11	0,27	0,23
BAIIA ajusté ⁵⁾	0,45	0,41	0,42	1,09	1,31
Résultat net ajusté ⁵⁾	0,23	0,24	0,25	0,63	0,73
Flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois⁵⁾	87,1	75,3	95,2	87,1	95,2

¹⁾ Les totaux partiels peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

²⁾ Les actifs sous gestion au 30 septembre 2025 et au 30 juin 2025 comprennent des actifs sous gestion additionnels de 0,9 milliard de dollars découlant de l'acquisition d'une participation donnant le contrôle dans une plateforme de placement immobilier. Se reporter à la rubrique « Transactions stratégiques » à la page 4.

³⁾ Les actifs sous gestion trimestriels moyens pour une période donnée correspondent à la moyenne de la valeur des actifs sous gestion à la fin de chaque mois de la période.

⁴⁾ Attribuable aux actionnaires de la Société.

⁵⁾ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » qui commence à la page 54 et aux tableaux de rapprochement connexes aux pages 70 à 73.

Faits saillants financiers trimestriels

- Les actifs sous gestion ont augmenté de 6,4 milliards de dollars, ou 4,0 %, par rapport au 30 juin 2025, essentiellement en raison de l'incidence favorable du marché de 5,6 milliards de dollars provenant de mandats fondés sur des actions et de mandats fondés sur des titres à revenu fixe ainsi que d'une conversion avantageuse des monnaies étrangères. Au cours du trimestre, la croissance interne nette s'est chiffrée à 0,9 milliard de dollars et est principalement liée aux marchés privés. La croissance interne nette positive liée aux marchés privés, compte non tenu des actifs sous gestion pour lesquels PineStone est sous-conseiller, s'est chiffrée à 0,8 milliard de dollars et a été en grande partie contrebalancée par la croissance interne nette négative de 0,7 milliard de dollars attribuable aux actifs sous gestion pour lesquels PineStone est sous-conseiller.
 - La croissance interne nette positive liée aux marchés privés est principalement attribuable au lancement précédemment annoncé, en collaboration avec la Fraternité unie des charpentiers et menuisiers d'Amérique, de la Plateforme canadienne d'opportunités pour les travailleurs syndiqués, avec un engagement initial de 0,8 milliard de dollars réparti également entre les investissements axés sur les infrastructures et sur l'immobilier.
 - La croissance interne nette positive liée aux Marchés publics, compte non tenu des actifs sous gestion pour lesquels PineStone est sous-conseiller, découle principalement de nouveaux mandats fondés sur des actions de sociétés américaines à forte capitalisation et de contributions nettes positives liées à divers mandats fondés sur des actions et des titres à revenu fixe.
 - La croissance interne nette négative relative aux actifs sous gestion pour lesquels PineStone est sous-conseiller comprend des mandats perdus de 0,3 milliard de dollars qui, à notre connaissance, n'ont pas été transférés directement à PineStone, ainsi que des contributions nettes négatives de 0,5 milliard de dollars.
 - Pour le quatrième trimestre de 2025, la direction ne s'attend pas à ce que les transferts additionnels d'actifs sous gestion à PineStone dépassent 1,0 milliard de dollars.
- Par rapport à l'exercice précédent, les actifs sous gestion ont augmenté de 1,4 milliard de dollars, reflétant l'incidence favorable du marché de 11,5 milliards de dollars, partiellement contrebalancée par la croissance interne nette négative de 9,5 milliards de dollars, principalement imputable aux actifs sous gestion pour lesquels PineStone est sous-conseiller.
- Les produits ont augmenté de 4,1 millions de dollars, ou 2,5 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la hausse des honoraires de gestion sur les marchés publics découlant des augmentations des actifs sous gestion moyens et de la hausse des honoraires de performance sur les marchés privés, partiellement contrebalancées par la baisse des commissions d'engagement et frais de transaction.
 - Les produits ont diminué de 4,6 millions de dollars, ou 2,7 %, par rapport à la période correspondante de 2024. La diminution tient principalement à la baisse des honoraires de gestion sur les marchés publics et à la baisse des autres produits, facteurs contrebalancés en partie par la hausse des honoraires de gestion sur les marchés privés.
- Le BAIIA ajusté a augmenté de 4,6 millions de dollars, ou 10,1 %, par rapport au trimestre précédent, en raison de la hausse des produits et de la baisse des frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la charge de rémunération fondée sur des actions.
 - Le BAIIA ajusté a diminué de 1,4 million de dollars, ou 2,7 %, par rapport à la période correspondante de 2024, en raison de la baisse des produits, en grande partie contrebalancée par la baisse des honoraires de sous-conseiller.

- Le résultat net ajusté a diminué de 2,2 millions de dollars, ou 8,1 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui s'explique principalement par les pertes au bilan liées à la réévaluation du change attribuables à l'appréciation du dollar américain et par la hausse de la charge d'impôt sur le résultat, facteurs partiellement contrebalancés par la hausse des produits.
 - Le résultat net ajusté a diminué de 3,9 millions de dollars, ou 13,5 %, par rapport à la période correspondante de 2024, principalement en raison de la baisse des produits et des pertes au bilan liées à la réévaluation du change attribuables à l'appréciation du dollar américain, facteurs partiellement contrebalancés par la baisse des frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la charge de rémunération fondée sur des actions.
- Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société a augmenté de 2,0 millions de dollars, ou 52,6 %, par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de la diminution des coûts de restructuration au titre des indemnités de départ et de l'augmentation des produits, facteurs partiellement contrebalancés par les pertes au bilan liées à la réévaluation du change pour le trimestre considéré et l'augmentation de la charge d'impôt sur le résultat.
 - Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société a diminué de 6,8 millions de dollars, ou 54,0 %, par rapport à la période correspondante de 2024, principalement en raison de la baisse des produits et de la hausse des coûts de restructuration.
- Les flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois ont augmenté de 11,8 millions de dollars, ou 15,7 %, par rapport au trimestre précédent. Cette augmentation est principalement attribuable au calendrier de recouvrement des débiteurs, à la diminution des indemnités de départ versées, au calendrier de paiement des fournisseurs et à la diminution des intérêts payés sur la dette à long terme et les débentures.
 - Les flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois ont diminué de 8,1 millions de dollars, ou 8,5 %, par rapport à la période correspondante de 2024. La diminution tient essentiellement à la baisse des distributions reçues des coentreprises et des entreprises associées.

Faits saillants financiers depuis le début de l'exercice

- Les actifs sous gestion sont demeurés relativement inchangés par rapport au 31 décembre 2024, en raison principalement de l'incidence favorable du marché de 7,6 milliards de dollars provenant principalement de mandats fondés sur des actions et de mandats fondés sur des titres à revenu fixe, partiellement contrebalancée par la croissance interne nette négative de 7,4 milliards de dollars, principalement imputable aux actifs sous gestion pour lesquels PineStone est sous-conseiller. Compte non tenu des actifs sous gestion pour lesquels PineStone est sous-conseiller, la croissance interne nette s'est chiffrée à 0,5 milliard de dollars sur les marchés publics et à 0,8 milliard de dollars sur les marchés privés.
 - Compte non tenu des actifs sous gestion pour lesquels PineStone est sous-conseiller, la croissance interne nette positive est principalement attribuable à des nouveaux mandats se chiffrant à 4,3 milliards de dollars pour les stratégies liées aux marchés publics et aux marchés privés, facteur partiellement contrebalancé par les contributions nettes négatives.

- La croissance interne nette négative relative aux actifs sous gestion pour lesquels PineStone est sous-conseiller a entraîné une diminution des actifs sous gestion de 8,8 milliards de dollars. Cette diminution est en grande partie attribuable à des mandats perdus d'environ 5,7 milliards de dollars auprès de Canoe Financial LP, lesquels ont été retirés et transférés directement à PineStone en janvier 2025. Les contributions nettes négatives de 2,3 milliards de dollars relatives aux actifs sous gestion pour lesquels PineStone est sous-conseiller se rapportent principalement à des clients actuels qui ont simplement rééquilibré leur placement global. À notre connaissance, le reste des mandats perdus, se chiffrant à environ 0,8 milliard de dollars, n'ont pas été transférés directement à PineStone.
- Pour le quatrième trimestre de 2025, la direction ne s'attend pas à ce que les transferts additionnels d'actifs sous gestion à PineStone dépassent 1,0 milliard de dollars.
- Les produits ont diminué de 11,7 millions de dollars, ou 2,3 %, en raison principalement de la baisse de la quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées ainsi que des autres produits. La baisse des honoraires de gestion sur les marchés publics a été contrebalancée par la hausse des honoraires de gestion sur les marchés privés.
- Le BAIIA ajusté a diminué de 3,0 millions de dollars, ou 2,1 %, principalement en raison de la baisse des produits, contrebalancée en partie par la baisse des frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la charge de rémunération fondée sur des actions, en raison principalement de la baisse des honoraires de sous-conseiller.
- Le résultat net ajusté a diminué de 2,2 millions de dollars, ou 2,8 %, principalement en raison de la baisse des produits et de la hausse de la charge d'impôt sur le résultat, facteurs partiellement contrebalancés par la baisse des frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la charge de rémunération fondée sur des actions, et les profits au bilan liés à la réévaluation du change attribuables à la dépréciation du dollar américain au cours de l'exercice considéré.
- Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société a augmenté de 6,2 millions de dollars, surtout en raison d'un profit de 12,7 millions de dollars à la réévaluation d'un placement lié à l'acquisition d'une participation donnant le contrôle dans une plateforme de placement immobilier, de la diminution des frais de vente et charges générales et administratives, ainsi que des profits au bilan liés à la réévaluation du change au cours de l'exercice considéré. Ces diminutions ont été partiellement contrebalancées par la baisse des produits et la hausse des charges de restructuration au titre des indemnités de départ.

VUE D'ENSEMBLE

Vue d'ensemble de la Société

Fiera Capital est une société de gestion de placement indépendante de premier plan jouissant d'une présence mondiale en croissance dont les actifs sous gestion se chiffraient à 166,9 milliards de dollars au 30 septembre 2025. La Société offre des solutions multi-actifs personnalisées tirant parti d'un vaste éventail de catégories d'actifs sur les **marchés publics** et **privés**. Nos stratégies s'adressent à la clientèle des **Marchés institutionnels**, des **Intermédiaires financiers** et de la **Gestion privée** d'investisseurs individuels établie au **Canada**, aux **États-Unis**, en **Europe**, au **Moyen-Orient**, en **Afrique** (« **EMOA** ») et dans les principaux marchés d'**Asie**.

Au 30 septembre 2025, la Société comptait environ 780 employés permanents, dont environ 222 professionnels des placements.

Les activités de service à la clientèle de Fiera Capital sont organisées selon les réseaux de distribution suivants :

- **Marchés institutionnels** : Le bassin de clientèle diversifié à l'échelle mondiale de la Société comprend des régimes de retraite de nombreuses grandes sociétés et institutions financières, des fonds de dotation, des fondations, des organisations religieuses et organismes de bienfaisance et des fonds du secteur public d'importantes municipalités et universités.
- **Intermédiaires financiers** : La Société a des liens avec des clients des marchés institutionnels et de gestion privée ainsi qu'avec des investisseurs individuels, et elle gère ces relations grâce à des partenariats stratégiques avec des intermédiaires financiers partout dans le monde, comme des banques et leurs filiales, des compagnies d'assurance et des réseaux de conseillers financiers indépendants. La Société agit également à titre de sous-conseiller auprès de partenaires financiers et d'intermédiaires financiers pour la gestion de leurs fonds communs de placement, fonds en gestion commune et fonds négociés en bourse qui investissent dans diverses catégories d'actifs.
- **Gestion privée** : Le groupe Gestion privée de la Société offre des services de gestion des actifs et des services-conseils directement aux investisseurs individuels fortunés, fondations et fiducies familiales, successions et fonds de dotation.

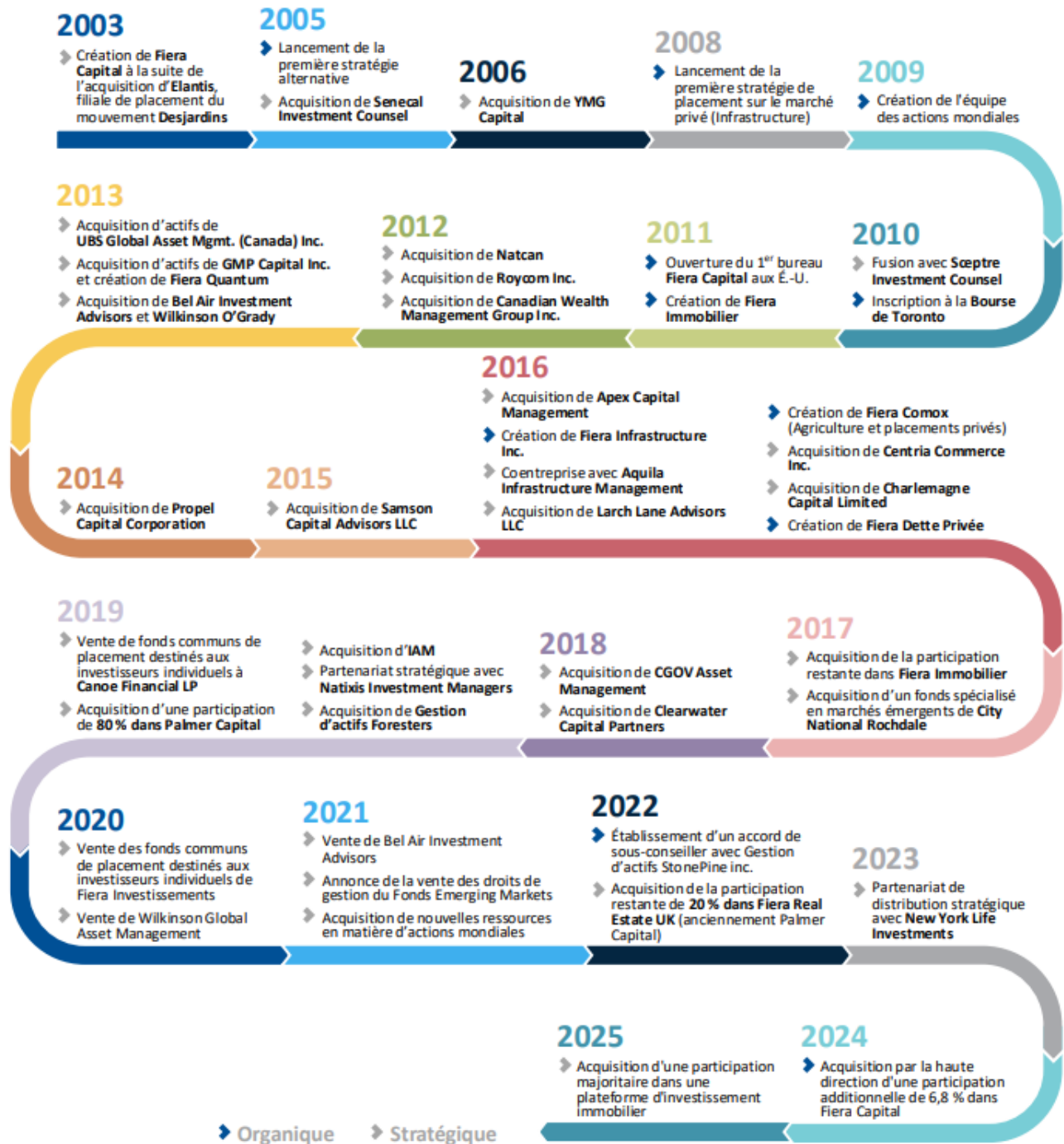
La gamme mondiale de solutions et placements sur les **marchés publics** de Fiera Capital couvre tout l'éventail des stratégies, des sociétés à petite capitalisation aux sociétés à grande capitalisation, des stratégies propres à certains marchés aux stratégies axées sur les titres mondiaux, des stratégies macroéconomiques descendantes et des stratégies à revenu fixe spécialisées, ainsi que des stratégies axées sur les placements alternatifs liquides.

Dans le domaine des **marchés privés**, la plateforme de placements privés diversifiée à l'échelle mondiale de Fiera Capital ne cesse de croître, offrant un profil de risque et de rendement distinct et durable pour nos clients grâce à des stratégies axées sur l'immobilier, le crédit privé, l'infrastructure, l'agriculture, les terres forestières, les placements privés et les marchés privés diversifiés. Bien que chaque catégorie d'actifs présente des caractéristiques uniques, la catégorie de placements sur les marchés privés dans son ensemble a retenu l'attention des investisseurs au cours des dernières années en raison de ses caractéristiques de placement, offrant des rendements intéressants et un degré de volatilité et de corrélation moindre avec les actifs des marchés publics, ainsi que des flux de trésorerie constants et prévisibles.

Vue d'ensemble

Évolution de la Société

Le diagramme suivant présente les principaux développements des activités depuis la création de la Société en 2003.



RESPONSABILITÉ D'ENTREPRISE

Investissement durable

En tant que gestionnaire de placement mondial, Fiera Capital reconnaît qu'il lui incombe d'attribuer efficacement le capital de façon à générer de la valeur à long terme pour ses clients et de contribuer positivement aux collectivités et aux marchés dans lesquels elle exerce ses activités. L'engagement de la Société en matière de durabilité est un élément central de cette approche, soit sa vision d'être un gestionnaire de placement qui crée une richesse durable pour ses clients.

La Société est d'avis que les organisations qui comprennent et gèrent adéquatement les facteurs significatifs liés à la durabilité, ainsi que les risques et les occasions connexes, ont tendance à créer des entreprises et des actifs plus résilients et de meilleure qualité, et sont donc mieux positionnées pour produire une valeur économique durable à long terme. Par conséquent, Fiera Capital estime que pour être en mesure de remplir son obligation fiduciaire et d'exercer son mandat, il est essentiel qu'elle intègre les facteurs liés à la durabilité et des critères de saine gouvernance à son analyse et à ses processus en matière de placements.

En tant que gestionnaire de placement mondial, nous avons la possibilité d'influer non seulement sur les placements que nous gérons, mais également sur les communautés et les marchés dans lesquels nous exerçons nos activités. Pour concrétiser notre vision mondiale, nous avons élaboré une stratégie de durabilité fondée sur trois piliers clés, chacun conçu pour renforcer notre engagement à l'égard de l'investissement durable et pour intégrer la durabilité dans tout ce que nous faisons.

Résilience : La plateforme de placement de Fiera Capital est conçue pour la souplesse et l'innovation, pour lui permettre de relever les défis grâce à une gouvernance solide et à des processus efficaces.

Responsabilité : Fiera Capital s'engage à exercer ses activités de façon responsable, en mettant l'accent sur les résultats positifs pour la planète, les personnes et les collectivités.

Engagement : Fiera Capital est d'avis qu'il est crucial de favoriser la collaboration et l'inclusion pour atteindre ses objectifs de durabilité. La compréhension et l'intégration des points de vue des parties prenantes sont essentielles à son succès.

Depuis 2009, Fiera Capital est signataire des Principes pour l'investissement responsable des Nations Unies, dont l'objectif est de favoriser l'acceptation et la mise en œuvre de ces principes au sein de l'industrie des placements. La Société œuvre également en faveur de l'investissement durable en participant activement à des projets collaboratifs et en respectant les règles et les politiques établies. En prenant ces engagements en matière d'investissement responsable, Fiera Capital reconnaît l'importance de collaborer avec d'autres parties prenantes dans l'ensemble de la chaîne de valeur des placements afin de faire progresser le secteur. Elle a avalisé diverses normes et déclarations pertinentes et est fière de participer activement, en tant que signataire, à de nombreux réseaux et initiatives d'investissement durable.

Pour en savoir davantage sur les différentes approches de la Société en matière d'investissement durable en ce qui a trait à sa plateforme de placement, nous vous invitons à consulter la page « Investissement durable » du site Web de Fiera Capital.

Diversité, équité et inclusion (« DEI »)

La diversité des opinions et des points de vue décuple la capacité de Fiera Capital à trouver des solutions innovantes et donc à garantir la prospérité durable de tous ses clients. Pour Fiera Capital, il est indispensable de créer une culture axée sur le respect, l'inclusion et l'entraide pour pouvoir collaborer, générer des perspectives d'affaires concurrentielles et prendre des décisions plus éclairées. À mesure que la Société poursuit sa croissance, elle aspire à atteindre un degré de diversité qui constitue un reflet fidèle des collectivités et des entreprises du monde auxquelles elle fournit de l'assistance et des services.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur nos initiatives en matière de DEI, veuillez consulter la section « Responsabilité d'entreprise » du site Web de la Société ainsi que la rubrique sur la DEI dans la notice annuelle de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, laquelle est disponible sur le site de SEDAR+, à l'adresse www.sedarplus.ca, et sur le site Web de la Société.

Programme de cybersécurité

Fiera Capital a mis en place un programme complet de cybersécurité à l'échelle mondiale, guidé par une politique mondiale de sécurité de l'information et une gestion rigoureuse des risques, et qui intègre les personnes, les processus, la technologie et l'information. Le programme, conforme à la norme ISO 27001/2, a pour objectif le respect du cadre de cybersécurité du NIST et l'intégration des CIS Critical Security Controls (les « contrôles CIS »); il est dirigé par le bureau du chef mondial de la sécurité des systèmes d'information et est supervisé par le comité de gouvernance de la sécurité de Fiera Capital, lequel inclut les membres de la haute direction. Le comité d'audit et de gestion des risques joue un rôle crucial dans la gouvernance du programme de cybersécurité, en assurant la surveillance aux fins de la reddition de comptes et de l'alignement stratégique.

Les risques liés à la cybersécurité sont pris en compte dans le cadre de gestion des risques d'entreprise, et Fiera Capital assure une surveillance et une gestion efficaces des risques liés à la cybersécurité au moyen de contrôles d'atténuation proactifs et d'une couverture d'assurance appropriée. Un cadre exhaustif de gestion des risques liés aux tiers est en place pour assurer des mesures de cybersécurité adéquates au sein de la chaîne d'approvisionnement et de l'écosystème de fournisseurs.

Afin de renforcer la sécurité et la protection de ses données, la Société a recours à une stratégie de défense en profondeur axée sur la détection, la protection et la réponse efficaces aux menaces, grâce à des moyens technologiques avancés tels que les systèmes de détection des intrusions, les protocoles de chiffrement et une protection robuste des points terminaux. L'approche proactive de Fiera Capital s'étend à la reprise après sinistre, à la planification de la continuité des activités, aux tests de pénétration annuels, aux évaluations mensuelles de la vulnérabilité et à un plan d'intervention officiel en cas d'incident couvrant toutes les étapes de la gestion des incidents. Fiera Capital passe en revue et améliore constamment son environnement afin d'optimiser la sécurité tout en favorisant la gestion des opérations.

En parallèle, Fiera Capital favorise l'adoption d'une culture de la cybersécurité au moyen d'une formation complète et de campagnes de sensibilisation. Les nouveaux employés sont tenus de suivre des programmes de sensibilisation à la sécurité, et tous les employés reçoivent une formation annuelle en matière de sécurité accompagnée d'une attestation de connaissance des politiques connexes. Des simulations d'hameçonnage fréquentes, y compris des campagnes ciblées et des formations d'appoint pour les employés fautifs et ceux exerçant des rôles à risque élevé, aident à la sensibilisation et à la préparation en matière de cybersécurité.

REVUE DES MARCHÉS, DE LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET DE LA STRATÉGIE DE PLACEMENT

Perspective macroéconomique – Contexte mondial

Une grande incertitude continue de planer sur l'économie mondiale. Malgré un allègement partiel des tarifs douaniers, l'incertitude continue de miner la confiance des entreprises et de freiner l'investissement. L'allègement des mesures tarifaires les plus sévères n'a pas permis de résoudre les difficultés structurelles plus profondes qui nuisent à la demande et aux prix. Les banques centrales doivent désormais jongler avec une situation difficile : comment soutenir la croissance alors que l'inflation demeure supérieure à la cible.

Aux États-Unis, la Réserve fédérale a entamé une phase complexe de son double mandat. La baisse de taux du mois de septembre a été présentée comme une mesure de gestion des risques, mais les décideurs politiques ont indiqué qu'il y avait peu de marge de manœuvre pour la mise en œuvre d'autres mesures d'assouplissement tant que l'inflation demeure supérieure à la cible de 2 %. Le marché du travail montre des signes de ralentissement, mais les pressions sur les prix persistent, ce qui se traduit par un équilibre fragile en ce qui concerne la politique monétaire.

Au Canada, la faiblesse des exportations et la baisse de la demande mondiale ont incité la Banque du Canada à poursuivre la réduction de son taux directeur, compte tenu du ralentissement du marché du travail et de l'atténuation de l'inflation sous-jacente. Cependant, les décideurs politiques demeurent prudents en raison des perturbations causées par les différends commerciaux en cours.

L'Europe montre des signes modestes d'amélioration, soutenus par les mesures de relance budgétaires de l'Allemagne axées sur la défense et les infrastructures. Néanmoins, les économies de la région orientées sur l'exportation demeurent vulnérables aux tarifs douaniers américains et à la fragmentation des chaînes d'approvisionnement.

L'économie chinoise fait face à d'importants défis, malgré une certaine reprise observée plus tôt cette année. La faiblesse du secteur immobilier et la modération des dépenses de consommation freinent la dynamique intérieure, tandis que les tarifs douaniers américains et les répercussions défavorables sur la croissance mondiale devraient peser sur la demande extérieure. De manière générale, les marchés émergents sont aux prises avec un ensemble complexe de facteurs : le ralentissement du commerce, les risques géopolitiques et l'adoption de contre-mesures divergentes.

Les marchés des devises ont reflété cette incertitude. Le dollar américain s'est apprécié au début du trimestre en raison des flux vers les valeurs refuges, avant de reculer à mesure que les attentes de nouvelles baisses de taux se sont accentuées. Le dollar canadien s'est affaibli parallèlement à la baisse des prix du pétrole, tandis que l'euro et le yen sont demeurés sous pression. Les marchandises ont également affiché des résultats contrastés : le pétrole a reculé en raison des inquiétudes liées à une offre excédentaire, alors que l'or a atteint des sommets historiques, grâce à la demande de valeurs refuges et aux baisses attendues des rendements américains.

Dans un tel contexte caractérisé par une croissance modérée, une inflation persistante et une forte incertitude liée aux politiques économiques, le portefeuille demeure axé sur la sélectivité, la liquidité et la diversification.

Titres à revenu fixe

Les marchés obligataires ont enregistré des gains au troisième trimestre, l'assouplissement anticipé des taux ayant soutenu les prix. Notre orientation sur les titres à plus court terme a continué de préserver le capital et de générer des rendements élevés. En ce qui concerne les perspectives, les risques de stagflation et l'alourdissement des déficits laissent entrevoir une remontée des rendements à long terme.

Actions mondiales

Les actions ont poursuivi leur progression au troisième trimestre grâce aux espoirs de baisse des taux et aux manchettes concernant le commerce. Toutefois, les évaluations semblent désormais quelque peu élevées, et les attentes en matière de bénéfices paraissent optimistes compte tenu du contexte de stagnation macroéconomique. La plupart des scénarios économiques laissent entrevoir des perspectives défavorables pour les marchés boursiers.

Marchés privés

Étant donné les rendements plus faibles attendus sur les portefeuilles d'actions et d'obligations traditionnels et la diversification moindre offerte par les obligations d'État dans un contexte de stagflation, les marchés privés jouent un rôle de plus en plus important dans la résilience des portefeuilles. Le crédit privé procure un revenu stable comportant une protection contre les baisses, alors que les banques réduisent leur exposition. Les actifs réels offrent des flux de trésorerie liés à l'inflation par l'intermédiaire de placements dans les infrastructures, les terres agricoles et les marchandises. Les placements privés contribuent à l'appréciation du capital à long terme tout en comportant un degré de volatilité moindre. Ensemble, ces placements renforcent la résilience du portefeuille et le potentiel de rendement à long terme.

Positionnement en matière de risque

Fiera Capital maintient une position prudente, mais constructive à l'approche de la fin d'exercice. Les portefeuilles continuent de privilégier la liquidité, la qualité et la diversification. Au sein des marchés publics, la sélectivité est primordiale et est concentrée sur les bénéfices durables et la résilience des prix. Les placements du marché privé servent toujours d'éléments stabilisateurs structurels, procurant des sources de rendement distinctes et une protection contre l'inflation.

La souplesse et la gestion prudente des risques demeurent au centre de notre approche dans un contexte marqué par une forte incertitude et une marge de manœuvre limitée sur le plan des politiques économiques.

Notre objectif demeure clair : procurer des résultats stables ajustés en fonction du risque et préserver le pouvoir d'achat à long terme du capital de nos clients.

Performance des stratégies de placement – Marchés publics

Stratégies fondées sur les actions

Actions de sociétés à forte capitalisation

La plupart des stratégies phares de Fiera fondées sur des actions de sociétés à forte capitalisation ont généré des rendements absolus positifs au troisième trimestre, tandis que les résultats relatifs contrastés traduisent une préférence pour la qualité dans un contexte de vigueur soutenue par les marchandises et de reprises concentrées dans le secteur technologique.

- Le rendement des stratégies canadiennes de forte capitalisation a été inférieur à celui de l'indice S&P/TSX, ce qui reflète la faiblesse de certains placements prometteurs et l'exposition limitée aux titres phares et aux secteurs ayant enregistré un rendement élevé, comme les matières et l'énergie. Nos positions demeurent axées sur les sociétés durables de grande qualité affichant des facteurs fondamentaux solides et dont la faiblesse récente s'explique par des perturbations temporaires du marché.
- La stratégie Actions américaines « Core » Apex a enregistré un rendement inférieur à celui de l'indice S&P 500 en raison de la sélection de titres dans les secteurs des technologies de l'information et des soins de santé, dans un contexte où le rendement de l'indice était dominé par un nombre restreint de titres.
- La stratégie internationale toutes capitalisations – certificats américains d'actions étrangères Apex a enregistré un rendement supérieur à celui de l'indice MSCI ACWI Ex USA, grâce à une sélection judicieuse de titres dans le secteur des soins de santé. Depuis sa création en 2011, la stratégie a continué de surclasser l'indice de plus de 400 points de base.
- La stratégie Atlas de sociétés mondiales a été surclassée par l'indice MSCI World, en raison des conditions défavorables attribuables aux sélections dans les secteurs des technologies de l'information et des services financiers. La capacité de créer de la valeur à long terme est demeurée intacte. Depuis sa création en 2017, la stratégie continue de générer une valeur ajoutée aux investisseurs de plus de 200 points de base.
- Les stratégies sous-conseillées par PineStone ont enregistré des rendements inférieurs à ceux de leurs indices de référence au cours du trimestre. Les actions américaines et internationales ont subi l'incidence de la sélection de titres dans les secteurs des services financiers et des produits industriels et de l'exposition limitée aux sociétés ayant dominé l'indice. Les actions mondiales se sont montrées les plus résilientes, ayant dégagé un rendement stable grâce à l'apport du secteur des services de communications. Malgré les difficultés à court terme, chaque stratégie continue de surclasser son indice de référence depuis sa création.

Stratégies de petite capitalisation, moyenne capitalisation, marchés émergents et marchés frontaliers

Toutes les stratégies phares de ce segment ont enregistré des rendements absolus positifs au troisième trimestre. Cependant, le rendement relatif a varié.

- La stratégie canadienne de petite capitalisation « Core » a enregistré un rendement inférieur à celui de son indice de référence en raison des pondérations sectorielles, puisqu'elle comportait une faible exposition au secteur des matières et une exposition élevée au secteur des produits industriels. Néanmoins, la stratégie continue de surclasser l'indice de plus de 450 points de base depuis sa création.
- La stratégie U.S. SMid Cap Growth a généré un rendement inférieur à celui de son indice de référence, en raison de la sélection de titres dans les secteurs des technologies et des produits industriels. Les résultats à long terme sont demeurés solides, grâce à une valeur de plus de 300 points de base ajoutée depuis l'année 2000.
- La stratégie Marchés émergents a surclassé son indice de référence, ce qui est attribuable à une sélection rigoureuse de titres en Chine et à Taïwan. Le rendement depuis sa création est demeuré solide.
- La stratégie Marchés émergents sélects a continué de surclasser son indice de référence, appuyée par une surpondération en titres du Vietnam et une sélection de titres judicieuse en Grèce et aux Philippines. Depuis sa création en 2021, la stratégie a généré une valeur ajoutée de plus de 900 points de base.
- La stratégie Marchés frontaliers a enregistré un rendement inférieur à celui de l'indice MSCI Marchés frontaliers, ce qui reflète les pondérations en titres du Vietnam, de l'Arabie saoudite et de l'Indonésie. Malgré sa faiblesse à court terme, la stratégie conserve une longueur d'avance sur son indice de référence de plus de 600 points de base depuis sa création.

- La stratégie Emerging & Frontier Opportunities a enregistré des rendements absolus positifs, soutenue par la position acheteur nette dans le secteur des services financiers de la Grèce et du Vietnam. La stratégie continue d'enregistrer des rendements annualisés à deux chiffres sur le long terme.

Stratégies de revenu fixe

Les stratégies fondées sur les titres à revenu fixe de sociétés canadiennes ont généré des rendements absolus positifs au troisième trimestre, et la plupart ont continué de surclasser leurs indices de référence.

- Les stratégies Active Core et Strategic Core ont tiré avantage du positionnement sur la courbe et de la compression des écarts de taux.
- Les stratégies de gestion intégrée « Core » et Universel de sociétés ont toutes deux ajouté de la valeur : la première au moyen de la surpondération en titres de sociétés et de la sélection de titres; la seconde, grâce à une sélection judicieuse de titres.
- La stratégie axée sur les obligations d'infrastructure a fourni un apport constant, appuyée par la répartition sectorielle et la sélection de titres.
- La stratégie de gestion axée sur la valeur relative a connu des difficultés découlant de la stratégie de superposition, facteur partiellement compensé par les profits liés à la composante à positions acheteur seulement.

Les stratégies fondées sur les titres à revenu fixe de sociétés étrangères ont principalement enregistré des rendements positifs au cours du trimestre, la plupart ayant surclassé leurs indices de référence.

- La stratégie de revenu multisectoriel mondial a dégagé un rendement inférieur au troisième trimestre en raison de la sélection de titres dans les secteurs des matières de base et des produits pétrochimiques, même si les résultats depuis le début de l'exercice sont demeurés supérieurs à ceux de l'indice de référence, grâce à une gestion active des durées dans l'ensemble des principaux marchés mondiaux, à une surpondération sectorielle dans les marchés émergents et à une bonne sélection de titres à rendement élevé.
- Les stratégies U.S. Core Intermediate et Tax-Efficient ont enregistré des rendements semblables ou supérieurs à ceux de leurs indices de référence, ayant tiré parti de l'exposition à la courbe et à la durée, alors que les rendements des obligations municipales ont diminué.

Dans l'ensemble des stratégies fondées sur les titres à revenu fixe de sociétés étrangères et canadiennes, le rendement à long terme est resté solide, et presque toutes les stratégies ont surclassé leurs indices de référence de façon constante depuis leur création.

Stratégies d'investissement équilibré

La plupart des stratégies d'investissement équilibré ont enregistré des rendements absolus positifs au troisième trimestre. Toutefois, le rendement relatif a été mis à l'épreuve. Le sous-rendement s'explique principalement par les résultats plus faibles découlant des stratégies d'actions sous-jacentes et des décisions en matière de répartition tactique de l'actif.

Malgré la variabilité à court terme, les résultats à long terme sont demeurés solides, grâce à la valeur ajoutée générée par les composantes sous-jacentes et la répartition tactique de l'actif pour la plupart des stratégies.

Performance des stratégies de placement – Marchés privés

La plateforme de placements privés de Fiera a continué de générer des rendements stables dans l'ensemble des stratégies, appuyée par une gestion rigoureuse et un déploiement sélectif. Grâce à une exposition diversifiée comprenant la dette privée, les actifs réels, les infrastructures, le capital naturel et le capital-investissement, la plateforme demeure en bonne position pour générer un revenu stable, préserver le capital et saisir les occasions de croissance à long terme.

Crédit privé

Dette privée

La stratégie axée sur la dette privée continue de faire preuve de résilience dans l'ensemble de son portefeuille de prêts. Le risque général est dorénavant lié à un ralentissement de la demande et à une éventuelle modération de la croissance. En réaction à ce contexte, l'équipe a resserré les normes de souscription, maintenant l'endettement à un niveau prudent afin de s'assurer que les emprunteurs bénéficient d'une souplesse appropriée. Un suivi accru se poursuit dans les secteurs de l'automobile, des produits industriels et des métaux, ainsi que dans les industries qui s'adaptent à l'adoption rapide de l'intelligence artificielle. L'examen régulier des portefeuilles et les communications avec les emprunteurs donnent un aperçu des tendances en matière de rendement, ce qui favorise une gestion proactive du crédit et la préservation du capital.

Dette immobilière

Au Canada, aux États-Unis, en Europe, en Australie et en Nouvelle-Zélande, le rendement est demeuré solide et constant, générant des rendements attrayants et des flux de trésorerie stables. Le retrait des prêteurs bancaires traditionnels crée des occasions pour les prêts de rang inférieur et de premier rang garantis sur les actifs principaux. En Amérique du Nord et en Europe, les responsables de la répartition de l'actif sont de plus en plus attirés par la dette immobilière privée dans un contexte de perturbations du marché. En Australie et en Nouvelle-Zélande, des distributions en trésorerie mensuelles stables continuent d'être soutenues par des remboursements actifs des emprunteurs du secteur immobilier et par un bassin solide d'occasions de premiers prêts hypothécaires, car les baisses de taux des banques centrales ont pour effet d'améliorer l'abordabilité et de renforcer la faible corrélation de la stratégie avec l'ensemble des marchés financiers.

Obligations d'infrastructure

La stratégie a continué d'enregistrer un rendement satisfaisant tout au long du troisième trimestre, générant un revenu solide et des rendements stables. Le rendement positif des placements sous-jacents a été partiellement contrebalancé par des ajustements latents liés à la valeur de marché sur certaines positions à taux fixe à la suite des variations des taux de base. Au cours du trimestre, l'équipe a effectué deux nouveaux placements, et le portefeuille continue de faire preuve de résilience étant donné le caractère défensif des actifs liés aux infrastructures. Grâce à un solide bassin d'occasions et à un rythme de déploiement soutenu, la stratégie est sur la bonne voie pour remplir le reste de ses engagements en capital d'ici la fin de 2025 ou le début de 2026.

Actifs réels

Immobilier

Les marchés immobiliers au Canada et au Royaume-Uni ont continué de tirer parti de la disponibilité accrue du capital et du raffermissement de la confiance des marchés en ce qui concerne les taux d'intérêt et la politique commerciale. Les stratégies axées sur le Canada et le Royaume-Uni ont généré des résultats stables et réguliers au troisième trimestre. Elles demeurent en bonne position pour profiter de l'élan renouvelé. La surpondération en titres des secteurs prometteurs, dont les produits industriels, la logistique et le logement, devrait alimenter un rendement relatif supérieur, à mesure que les flux de capitaux reviennent vers cette catégorie d'actifs et que l'activité au chapitre des transactions reprend.

Infrastructure

La stratégie a généré des rendements modérément positifs et continue de faire preuve de résilience dans un contexte d'incertitude sur les plans macroéconomique et géopolitique. L'exécution met toujours l'accent sur la pondération des placements de la plateforme qui offrent une croissance relative, un levier opérationnel et une intensité concurrentielle plus faible. L'intégration des facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (« ESG ») est prise en compte dans l'ensemble des processus de placement et de gestion afin de soutenir la création de valeur à long terme.

Agriculture

La stratégie a généré des rendements modérés au troisième trimestre. Les résultats d'exploitation solides ont été contrebalancés par un contexte difficile pour les marchandises, puisque la plupart des prix agricoles ont fait du surplace ou ont baissé, à l'exception du prix de l'huile d'olive, qui a remonté. La diversification des cultures et des régions a permis d'atténuer l'incidence, même si les coûts des intrants n'ont pas encore été ajustés à la baisse en fonction des perturbations mondiales en cours. Le portefeuille continue de mettre l'accent sur une gestion rigoureuse des coûts, les gains d'efficacité et les réinvestissements ciblés afin de s'adapter à la conjoncture économique contrastée, tout en maintenant une exposition à la croissance à long terme de la demande alimentaire.

Terres forestières durables

Le portefeuille de terres forestières durables aux États-Unis et en Nouvelle-Zélande a affiché un rendement conforme aux attentes, soutenu par les prix favorables du bois d'œuvre et la diversité des espèces. Malgré les tensions commerciales persistantes, les prix sont demeurés stables dans les principaux marchés du littoral du Pacifique. L'équipe continue de rechercher des initiatives à valeur ajoutée et des flux de transactions exclusifs afin d'améliorer les résultats liés à l'exploitation, aux finances et à la durabilité.

Placements privés

La stratégie a généré des rendements stables au troisième trimestre. Le rendement a été soutenu par la croissance des bénéfices et la génération de flux de trésorerie disponibles dans l'ensemble des sociétés du portefeuille des secteurs « Core ». Ces gains ont été partiellement contrebalancés par les coûts liés à l'intégration et les pressions sur les marges relatives à d'autres placements. La stratégie axée sur les placements privés continue de constituer un pilier stratégique du portefeuille, offrant des flux de trésorerie résilients, un déploiement rigoureux du capital et un accès à des entreprises évolutives dans des secteurs soutenus par une croissance structurelle à long terme.

Revue des marchés, de la conjoncture économique et de la stratégie de placement

Tableau 1 – Taux de rendement au 30 septembre 2025 pour les Marchés publics

Stratégies de placement – Marchés publics	Indice de référence	Date de création	Devise	T3 2025			Cumul annuel			1 an			3 ans			5 ans ou depuis la création* (si cette date se situe à l'intérieur des 5 dernières années)		
				Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile	Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile	Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile	Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile	Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile
Répartition d'actifs – Gestion tactique																		
Répartition d'actifs – Gestion tactique	Indice de référence mixte ⁽¹⁾	Janv. 2006	CAD	5,12	(0,52)	s.o.	9,96	(1,20)	s.o.	12,42	(0,83)	s.o.	10,63	(1,77)	s.o.	9,18	0,86	s.o.
Stratégies d'investissement équilibré																		
Fonds équilibré diversifié	Indice de référence mixte ⁽²⁾	Janv. 2004	CAD	2,15	(3,37)	4	6,08	(3,60)	4	7,85	(4,26)	4	8,90	(5,09)	4	7,30	(2,26)	4
Équilibré éthique	Indice de référence mixte ⁽³⁾	Avr. 1993	CAD	1,15	(4,92)	4	5,92	(5,70)	4	7,12	(7,09)	4	11,16	(3,95)	4	9,28	(1,18)	3
Croissance équilibrée	Indice de référence mixte ⁽⁴⁾	Févr. 1997	CAD	(0,68)	(7,60)	4	3,32	(8,63)	4	4,00	(11,59)	4	8,44	(8,11)	4	4,55	(6,20)	4
Fonds équilibré « Core »	Indice de référence mixte ⁽⁵⁾	Janv. 1988	CAD	3,81	(2,99)	4	7,18	(4,26)	4	8,66	(6,41)	4	11,76	(3,53)	4	8,91	(0,75)	3
Équilibre intégré	Indice de référence mixte ⁽⁶⁾	Avr. 2013	CAD	3,92	(3,18)	4	7,06	(4,97)	4	8,63	(6,79)	4	11,77	(3,62)	4	9,02	(0,64)	3
Actions diversifiées	Indice de référence mixte ⁽⁷⁾	Oct. 2024	CAD	4,12	(6,14)	s.o.	11,65	(5,60)	s.o.	15,80	(6,01)	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	15,80	(6,01)	s.o.
Actions de sociétés à forte capitalisation																		
Actions canadiennes	S&P/TSX	Janv. 2013	CAD	(2,65)	(15,14)	4	9,69	(14,24)	4	10,95	(17,64)	4	16,69	(4,62)	4	14,50	(2,17)	4
Actions canadiennes « Core »	S&P/TSX	Janv. 1992	CAD	2,62	(9,88)	4	12,67	(11,26)	4	13,65	(14,95)	4	15,23	(6,08)	4	14,98	(1,70)	3
Actions américaines « Core »	S&P 500	Déc. 2015	USD	4,48	(3,64)	4	11,51	(3,32)	3	13,24	(4,35)	3	21,81	(3,12)	3	15,86	(0,61)	2
Actions américaines	S&P 500	Avr. 2009	CAD	7,72	(2,54)	3	5,53	(5,56)	4	9,13	(11,99)	4	19,39	(6,07)	4	14,55	(2,87)	3
Actions internationales toutes capitalisations – certificats américains d'actions étrangères	MSCI ACWI Ex USA	Sept. 2011	USD	7,37	0,48	1	28,60	2,58	2	21,45	5,00	2	23,08	2,40	2	11,65	1,39	2
Actions internationales	MSCI EAFE	Janv. 2010	CAD	1,70	(5,13)	4	4,66	(16,41)	4	2,11	(16,32)	4	17,34	(4,87)	4	8,92	(3,14)	4
Atlas de sociétés mondiales	MSCI World	Avr. 2017	CAD	0,80	(8,58)	4	6,47	(7,14)	3	8,59	(12,17)	3	15,41	(8,82)	4	8,27	(7,08)	3
Actions mondiales	MSCI World	Oct. 2009	CAD	9,26	(0,13)	2	8,88	(4,73)	3	12,58	(8,18)	3	19,97	(4,26)	3	13,06	(2,29)	3
Petite capitalisation, marchés émergents et marchés frontaliers																		
Actions canadiennes – Petite capitalisation « Core »	S&P/TSX petites capitalisations	Janv. 1987	CAD	11,66	(9,20)	2	19,98	(16,28)	2	23,90	(13,30)	2	16,03	(6,49)	4	11,92	(6,06)	3
U.S. SMid Cap Growth	Russell 2500 Growth	Avr. 2000	USD	6,14	(4,60)	3	2,98	(6,97)	4	5,35	(7,27)	4	13,22	(2,75)	4	9,56	1,80	2
Marchés émergents	MSCI Marchés émergents	Juill. 2010	USD	12,16	1,52	1	37,99	10,45	1	26,46	9,14	1	24,10	5,89	1	12,72	5,70	1
Marchés émergents sélects	MSCI Marchés émergents, sauf certains marchés ⁽⁸⁾	Janv. 2021	USD	9,03	1,82	3	25,29	6,19	2	17,98	5,16	2	22,04	10,63	1	17,75	9,83	1
Marchés frontaliers	MSCI Marchés frontaliers	Mars 2010	USD	9,68	(5,21)	2	25,41	(12,41)	2	19,04	(17,18)	3	22,86	4,23	2	23,78	13,24	1

Revue des marchés, de la conjoncture économique et de la stratégie de placement

Stratégies de placement – Marchés publics	Indice de référence	Date de création	Devise	T3 2025			Cumul annuel			1 an			3 ans			5 ans ou depuis la création* (si cette date se situe à l'intérieur des 5 dernières années)		
				Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile	Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile	Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile	Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile	Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile
Placements alternatifs liquides																		
Emerging & Frontier Opportunities	Sans indice de référence	Sept. 2013	USD	9,47	s.o.	s.o.	20,45	s.o.	s.o.	14,08	s.o.	s.o.	22,08	s.o.	s.o.	22,80	s.o.	s.o.
Titres à revenu fixe de sociétés canadiennes																		
Gestion active « Core »	Indice des obligations universelles FTSE Canada	Janv. 2018	CAD	1,75	0,23	2	3,62	0,65	1	3,55	0,61	3	5,43	0,77	2	0,28	0,44	3
Gestion stratégique « Core »	Indice des obligations universelles FTSE Canada	Janv. 2018	CAD	1,84	0,33	1	3,93	0,95	1	3,90	0,96	1	5,84	1,18	1	0,47	0,63	2
Gestion intégrée « Core »	Indice des obligations universelles FTSE Canada	Janv. 1993	CAD	1,74	0,23	2	3,46	0,48	2	3,63	0,70	2	5,51	0,85	2	0,53	0,69	2
Gestion valeur relative	Indice des obligations gouvernementales FTSE Canada	Déc. 2017	CAD	1,35	(0,07)	s.o.	2,84	0,24	s.o.	1,89	(0,31)	s.o.	3,78	(0,14)	s.o.	(0,56)	0,28	s.o.
Universel de sociétés	Indice des obligations de sociétés FTSE Canada	Mars 2012	CAD	2,00	0,19	3	4,48	0,35	2	5,63	0,43	3	7,44	0,61	2	2,33	0,54	3
Obligations d'infrastructure	Indice de référence mixte ¹⁾	Févr. 2015	CAD	2,22	0,42	s.o.	4,27	1,49	s.o.	4,04	1,96	s.o.	6,84	2,39	s.o.	0,25	1,58	s.o.
Stratégies fondées sur les titres à revenu fixe de sociétés étrangères																		
Revenu multisectoriel mondial	Bloomberg Global Agg. Bond Index CAD-Hedged	Déc. 2009	CAD	(0,69)	(1,44)	s.o.	2,81	0,09	s.o.	0,57	(0,79)	s.o.	7,86	3,74	s.o.	3,74	4,06	s.o.
US High Grade Core Intermediate	Bloomberg Intermediate US Aggregate	Janv. 2005	USD	1,79	0,01	2	6,06	0,04	2	3,55	(0,27)	4	4,72	(0,42)	4	0,73	0,23	4
US Tax Efficient Core Intermediate 1-10 Year	Bloomberg 1-10 Year Municipal Bond	Avr. 2007	USD	2,38	0,05	3	4,27	0,15	1	3,19	0,05	1	4,22	(0,05)	4	1,12	(0,08)	3
US Tax Efficient Core Plus	Bloomberg 1-10 Year Municipal Bond	Janv. 2012	USD	2,58	0,24	2	4,26	0,14	1	2,98	(0,16)	2	4,76	0,50	2	1,38	0,17	2

¹⁾ **Indice de référence mixte :** 5 % Indice des Bons du Trésor à 91 jours FTSE Canada; 25 % Indice des obligations universelles FTSE Canada; 20 % S&P TSX; 10 % S&P 500 en \$ CA; 10 % MSCI EAFE en \$ CA; 5 % MSCI Marchés émergents en \$ CA; 25 % Actifs réels

²⁾ **Indice de référence mixte :** 50 % Indice des obligations universelles FTSE Canada; 13 % S&P/TSX; 24 % MSCI Monde en \$ CA; 13 % MSCI Monde couvert en \$ CA

³⁾ **Indice de référence mixte :** 45 % (60 % Indice des obligations globales à court terme FTSE Canada et 40 % Indice des obligations universelles FTSE Canada); 20 % S&P/TSX; 10 % S&P 500 en \$ CA; 10 % MSCI EAFE en \$ CA; 10 % MSCI Monde en \$ CA; 5 % MSCI Monde couvert en \$ CA

⁴⁾ **Indice de référence mixte :** 35 % (50 % Indice des obligations à court terme + 50 % Indice des obligations à moyen terme FTSE Canada); 55 % (30 % S&P/TSX + 70 % MSCI Monde en \$ CA); 10 % MSCI Monde couvert en \$ CA

⁵⁾ **Indice de référence mixte :** 40 % Indice des obligations universelles FTSE Canada; 20 % S&P TSX; 40 % MSCI Monde en \$ CA

⁶⁾ **Indice de référence mixte :** 38 % Indice des obligations universelles FTSE Canada; 20 % S&P TSX; 42 % MSCI Monde tous pays en \$ CA

⁷⁾ **Indice de référence mixte :** 27,5 % S&P/TSX; 25 % S&P 500 en \$ CA; 12,5 % MSCI EAFE en \$ CA; 7,5 % Russell 2500 Growth en \$ CA; 7,5 % MSCI Marchés émergents 2500 en \$ CA; 20 % MCI Monde couvert en \$ CA

⁸⁾ **Marchés sélects :** Chine, Corée du Sud, Taiwan, Inde, Brésil, Afrique du Sud

⁹⁾ **Indice de référence mixte :** Indice des obligations provinciales à moyen terme FTSE Canada et Indice des obligations provinciales à long terme FTSE Canada interpolés

Notes importantes :

Les rendements présentés ci-dessus sont annualisés pour les périodes de un an et plus.

Tous les rendements sont présentés avant déduction des honoraires de gestion et des frais de garde, mais après déduction des coûts de transaction et des retenues fiscales.

Chaque stratégie présentée se rapporte à un portefeuille discrétionnaire unique ou à un groupe de portefeuilles discrétionnaires qui, collectivement, représentent une stratégie de placement unique ou un ensemble.

La date de création représente la date la plus ancienne à laquelle un portefeuille discrétionnaire d'une stratégie donnée est entré en activité.

Les fonds composés et les fonds en gestion commune ci-dessus ont été sélectionnés à partir des principales stratégies de placement de la Société.

Les classements par quartile sont fournis par eVestment.

L'attestation de conformité aux normes GIPS sur les indices composés est fournie sur demande.

Tableau 2 – Taux de rendement au 30 septembre 2025 pour les Marchés privés

Stratégies de placement – Marchés privés	Devise	Date de création	Capital variable	Capital fixe	Taux de rendement interne brut depuis la création		Valeur liquidative (en M\$)	Total des engagements non utilisés (en M\$)
					Rendement ¹⁾	TRI brut ²⁾		
Immobilier								
Fonds CORE Fiera Immobilier, s.e.c.	CAD	Juin 2013	✓		8,25 %	—	3 383	41
Fonds industriel à petite capitalisation Fiera Immobilier s.e.c.	CAD	Mars 2015	✓		13,39 %	—	901	3
Fiera Real Estate Long Income Fund (UK)	GBP	Août 2009	✓		5,55 %	—	187	—
Infrastructure								
EagleCrest Infrastructure (pour les investisseurs canadiens seulement) ³⁾	CAD	Janv. 2016	✓		—	5,25 %	1 742	80
EagleCrest Infrastructure (pour les investisseurs mondiaux) ⁴⁾	USD	Juin 2018	✓		—	8,54 %	1 800	—
Crédit privé								
Fonds Fiera Financement immobilier Canada	CAD	Déc. 2006	✓		12,16 %	—	713	—
Fiera Infrastructure Debt Fund II LP	CAD	Nov. 2021		✓	—	11,39 %	161	142
Fiera Infrastructure High Yield Debt Fund LP	USD	Avr. 2022	✓		10,18 %	—	35	14
Clearwater Capital Partners Direct Lending Opportunities Fund, L.P.	USD	Août 2018	✓		—	11,23 %	616	—
Fiera Private Debt Fund VI	CAD	Févr. 2019		✓	5,81 %	—	450	—
Fiera Comox Private Credit Opportunities Open-End Fund L.P. ⁵⁾	USD	Avr. 2020	✓		—	8,20 %	533	11
Agriculture mondiale								
Fonds d'Agriculture Mondial Ouvert Fiera Comox s.e.c. ⁵⁾	USD	Juill. 2017	✓		—	8,69 %	1 849	168
Placements privés								
Fiera Comox Global Private Equity Fund I L.P. ⁵⁾	USD	Sept. 2018	✓		—	14,33 %	688	88
Solutions axées sur les marchés privés diversifiés								
Fiera Diversified Lending Fund ^{6), 7)}	CAD	Avr. 2008	✓		9,04 %	—	1 723	—
Fiera Diversified Real Assets Fund ^{6), 7)}	CAD	Juin 2019	✓		5,72 %	—	628	—
Fiera Diversified Real Estate Fund ^{6), 7)}	CAD	Juill. 2013	✓		6,79 %	—	553	—

Notes importantes :

¹⁾ Tous les rendements pondérés en fonction du temps annualisés sont présentés avant déduction des honoraires de gestion, honoraires de performance et charges, à moins d'indications contraires.

²⁾ Présenté avant déduction des honoraires de gestion, honoraires de performance et charges, à moins d'indications contraires.

³⁾ Représente la performance d'EagleCrest Infrastructure Canada LP, le véhicule de placement parallèle pour les investisseurs canadiens seulement. Rendement avant déduction des honoraires de gestion, honoraires de performance, charges d'exploitation et fluctuations du change ajustées. La valeur liquidative et le total des engagements non utilisés comprennent les montants des placements des stratégies pertinentes pour EagleCrest Infrastructure Canada LP.

⁴⁾ Représente la performance combinée des actifs disponibles pour les investisseurs mondiaux. Rendement avant déduction des honoraires de gestion, honoraires de performance, charges d'exploitation et fluctuations du change ajustées. La valeur liquidative et le total des engagements non utilisés comprennent les montants des actifs partagés de la stratégie EagleCrest combinée (actifs partagés entre EagleCrest Infrastructure Canada LP et EagleCrest Infrastructure SCSp).

⁵⁾ Taux de rendement interne brut, déduction faite des charges d'exploitation.

⁶⁾ Stratégies avec répartition diversifiée à divers fonds de financement privé (L.P.), y compris certaines stratégies mentionnées ci-dessus.

⁷⁾ Les rendements bruts sont recalculés en fonction des honoraires et des charges réels engagés par les fonds dans lesquels le fonds en gestion commune a investi.

PERSPECTIVES

Au cours du troisième trimestre, les conditions de marché favorables et la croissance interne nette positive ont donné lieu à de solides résultats. De plus, nos mesures continues de limitation des coûts ainsi que la diminution de notre dividende trimestriel plus tôt cette année nous procurent la souplesse financière requise pour affecter des capitaux à des occasions à valeur ajoutée, comme des rachats d'actions et des initiatives de croissance stratégique, tout en nous permettant de diminuer notre endettement.

Notre mission est claire : être l'institution de premier choix pour les professionnels des placements à l'échelle mondiale; celle qui a la confiance des clients pour générer de l'alpha et gérer le risque de façon responsable. Pour ce faire, nous donnons aux gestionnaires de portefeuille l'autonomie, les ressources et la discipline nécessaires pour saisir les meilleures occasions pour les clients, tout en appliquant un cadre de valeurs rigoureux à chaque prise de décision. Ces principes directeurs guident les priorités qui suivent.

Les équipes de placement à la base : Notre mode de gouvernance rationalisé assure la proximité des gestionnaires de portefeuille et de la haute direction, de sorte que les décisions de placement restent en phase avec les résultats pour les clients. Les rapports hiérarchiques sont simplifiés, les ressources sont axées sur les stratégies les plus recherchées et concurrentielles, et une fonction mondiale dédiée aux solutions sur les marchés publics favorise la collaboration et l'innovation ordonnée. Grâce à une reddition de comptes claire et à une exécution accélérée, les professionnels en placement sont désormais au centre de l'élaboration et de la mise en œuvre des stratégies, habilités à agir rapidement sur la base de leurs certitudes tout en maintenant des contrôles des risques rigoureux.

La prestation d'un service à la clientèle supérieur : Notre modèle de distribution régional rapproche le processus décisionnel des clients de façon à améliorer la qualité des services et à renforcer les relations. Les dirigeants régionaux adaptent les solutions aux besoins locaux tout en s'appuyant sur des plateformes mondiales pour assurer la cohérence et le soutien. Nous continuons d'améliorer ce cadre afin de mieux relier nos régions, de renforcer l'efficacité opérationnelle et de doter nos équipes de distribution des outils et des connaissances nécessaires pour obtenir de solides résultats pour nos clients.

L'offre de valeur à nos actionnaires : Nous continuons de mettre l'accent sur la création de valeur au moyen d'une gestion financière rigoureuse. Toutes les décisions relatives à l'affectation des capitaux et aux charges sont prises en vue du rendement à long terme pour les actionnaires. Nous continuerons d'affecter des ressources aux activités qui soutiennent la croissance rentable des produits et l'amélioration de l'efficacité opérationnelle. Nous appliquons la même discipline à la gestion du capital des actionnaires. Nous veillons à l'équilibre entre les rendements, assurés par les dividendes et les rachats, et les réinvestissements dans des occasions présentant un fort potentiel de croissance future. Cette approche favorise à la fois le rendement à court terme et la solidité financière à long terme de la Société. Les actionnaires peuvent être assurés que les ressources sont gérées avec soin et qu'elles sont clairement axées sur la création d'une valeur durable pour ceux-ci.

Le renforcement de notre culture et de notre leadership : La culture de Fiera Capital repose sur la responsabilisation, la collaboration et la priorité accordée aux résultats. Nous lançons des initiatives visant une harmonisation accrue entre notre équipe et nos actionnaires et clients, y compris un régime d'achat d'actions offert aux employés pour leur permettre de participer directement à la réussite de la Société. Cette initiative consolide le lien entre le rendement individuel et les intérêts à long terme de nos clients et investisseurs.

Nous sommes confiants dans la force de notre équipe de direction et dans l'étendue de son talent. Notre équipe de haute direction, grâce à la richesse de son expérience et à ses capacités, assure la stabilité et la souplesse dans la poursuite de nos activités. Au cours du dernier exercice, nous avons continué d'investir dans le perfectionnement des talents et la planification de la relève afin d'assurer la continuité du leadership et de l'exécution des opérations. Ces efforts renforcent notre capacité à nous adapter aux besoins futurs tout en maintenant une cohérence stratégique. Notre structure de direction est conçue pour fournir la résilience, la clarté et l'expertise nécessaires pour soutenir les objectifs à long terme de la Société.

La suite des choses

Ensemble, ces initiatives créent une base solide pour l'avenir de Fiera Capital. Notre transition d'une gouvernance assurée par le fondateur à une gouvernance assurée par la direction se poursuit de manière prudente et ordonnée. La force de notre équipe de direction, la diversité de nos stratégies de placement et la conformité de nos employés grâce à des initiatives de responsabilisation reflètent la maturité de notre organisation et sa volonté de passer au prochain chapitre de sa croissance.

Pour l'avenir, Fiera Capital se positionne pour assurer sa stabilité et son succès durable. Nous mettons l'accent sur la mise en place d'un moteur de croissance reproductible et axé sur les clients, alimenté par une discipline de performance et l'excellence opérationnelle. Les mesures que nous prenons aujourd'hui visent à renforcer la capacité de la Société à naviguer dans un environnement en évolution tout en restant fidèle à sa mission et à ses valeurs. Nous demeurons déterminés à créer de la valeur pour nos clients, nos actionnaires et les membres de notre personnel avec les mêmes objectifs clairs qui définissent Fiera depuis sa création.

RÉSULTATS FINANCIERS

Tableau 3 – États consolidés résumés intermédiaires du résultat net pour les trimestres clos les 30 septembre 2025 et 2024 et le 30 juin 2025

ÉTATS DU RÉSULTAT NET (en milliers de dollars, sauf les données par action)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			VARIATION	
	30 septembre 2025	30 juin 2025	30 septembre 2024	D'un trimestre à l'autre POS/(NÉG) ²⁾	D'un exercice à l'autre POS/(NÉG) ²⁾
Produits					
Honoraires de gestion	152 793	147 867	154 381	4 926	(1 588)
Honoraires de performance	7 010	2 491	5 857	4 519	1 153
Commissions d'engagement et frais de transaction	2 032	5 246	3 622	(3 214)	(1 590)
Quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées	1 387	2 035	1 691	(648)	(304)
Autres produits	3 868	5 335	6 160	(1 467)	(2 292)
Total des produits	167 090	162 974	171 711	4 116	(4 621)
Charges					
Frais de vente et charges générales et administratives	122 511	122 304	123 383	(207)	872
Amortissements	12 307	12 215	11 736	(92)	(571)
Coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts	3 405	10 112	1 422	6 707	(1 983)
Intérêts sur la dette à long terme et les débentures	12 519	12 057	11 733	(462)	(786)
Intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières	1 809	(740)	389	(2 549)	(1 420)
Profit sur les placements, montant net	(203)	(190)	(448)	13	(245)
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat et autres	(377)	(7)	(238)	370	139
Autres charges (produits)	(241)	(536)	1 230	(295)	1 471
Total des charges	151 730	155 215	149 207	3 485	(2 523)
Résultat avant l'impôt sur le résultat	15 360	7 759	22 504	7 601	(7 144)
Charge d'impôt sur le résultat	5 395	1 799	6 444	(3 596)	1 049
Résultat net	9 965	5 960	16 060	4 005	(6 095)
Attribuable :					
Aux actionnaires de la Société	5 834	3 757	12 639	2 077	(6 805)
À la participation ne donnant pas le contrôle	4 131	2 203	3 421	1 928	710
Résultat net	9 965	5 960	16 060	4 005	(6 095)
PAR ACTION – DE BASE					
BAIIA ajusté ¹⁾	0,47	0,42	0,48	0,05	(0,01)
Résultat net	0,05	0,03	0,12	0,02	(0,07)
Résultat net ajusté ¹⁾	0,23	0,25	0,27	(0,02)	(0,04)
PAR ACTION – DILUÉ					
BAIIA ajusté ¹⁾	0,45	0,41	0,42	0,04	0,03
Résultat net	0,05	0,03	0,11	0,02	(0,06)
Résultat net ajusté ¹⁾	0,23	0,24	0,25	(0,01)	(0,02)

¹⁾ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » qui commence à la page 54 et aux tableaux de rapprochement connexes aux pages 70 à 73.

²⁾ POS : positive – NÉG : négative

Tableau 4 – États consolidés résumés intermédiaires du résultat net pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2025 et 2024

ÉTATS DU RÉSULTAT NET (en milliers de dollars, sauf les données par action)	POUR LES PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOSES LES		VARIATION
	30 septembre 2025	30 septembre 2024	D'un exercice à l'autre POS/(NÉG) ²⁾
Produits			
Honoraires de gestion	455 202	455 261	(59)
Honoraires de performance	9 684	11 186	(1 502)
Commissions d'engagement et frais de transaction	9 718	9 224	494
Quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées	6 017	10 667	(4 650)
Autres produits	12 314	18 274	(5 960)
Total des produits	492 935	504 612	(11 677)
Charges			
Frais de vente et charges générales et administratives	366 882	374 191	7 309
Amortissements	36 792	37 181	389
Coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts	16 335	11 055	(5 280)
Intérêts sur la dette à long terme et les débentures	35 965	35 867	(98)
Intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières	1 502	5 398	3 896
Profit sur les placements, montant net	(935)	(657)	278
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat et autres	(1 316)	(2 037)	(721)
Réévaluation d'un placement lié à une acquisition	(12 730)	—	12 730
Autres charges (produits)	(260)	1 235	1 495
Total des charges	442 235	462 233	19 998
Résultat avant l'impôt sur le résultat	50 700	42 379	8 321
Charge d'impôt sur le résultat	10 873	9 975	(898)
Résultat net	39 827	32 404	7 423
Attribuable :			
Aux actionnaires de la Société	31 380	25 179	6 201
À la participation ne donnant pas le contrôle	8 447	7 225	1 222
Résultat net	39 827	32 404	7 423
PAR ACTION – DE BASE			
BAIIA ajusté ¹⁾	1,30	1,33	(0,03)
Résultat net	0,29	0,24	0,05
Résultat net ajusté ¹⁾	0,72	0,75	(0,03)
PAR ACTION – DILUÉ			
BAIIA ajusté ¹⁾	1,09	1,31	(0,22)
Résultat net	0,27	0,23	0,04
Résultat net ajusté ¹⁾	0,63	0,73	(0,10)

¹⁾ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » qui commence à la page 54 et aux tableaux de rapprochement connexes aux pages 70 à 73.

²⁾ POS : positive; NÉG : négative.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET PERFORMANCE GLOBALE – ACTIFS SOUS GESTION ET PRODUITS

Actifs sous gestion

Fiera Capital tire ses produits principalement des actifs sous gestion. Ses produits sont, pour la plupart, calculés en pourcentage des actifs sous gestion de la Société. La variation des actifs sous gestion de Fiera Capital est fonction i) du montant des nouveaux mandats pour les stratégies sur les marchés publics ainsi que des nouvelles souscriptions, y compris les nouveaux capitaux engagés non déployés liés aux stratégies sur les marchés privés (« nouveaux mandats »), ii) du montant des mandats perdus (« mandats perdus »), iii) du montant des dépôts et des retraits des clients existants, y compris les remboursements de capital sur les marchés privés (« contributions nettes »), iv) des distributions de revenus sur les marchés privés (« distributions de revenus »), v) de l'appréciation ou de la dépréciation de la valeur de marché des actifs détenus dans le portefeuille de placements et de l'incidence de la conversion des monnaies étrangères sur les ASG libellés en monnaie étrangère (« marché ») et vi) des dépôts et des retraits d'actifs sous gestion découlant d'acquisitions et de cessions d'entreprises (« transactions stratégiques »). La « croissance interne nette » correspond à la somme des nouveaux mandats, des mandats perdus et des contributions nettes.

Les actifs sous gestion comprennent des « capitaux engagés non déployés », qui désignent les capitaux engagés par les investisseurs à l'égard des stratégies de placement sur les marchés privés de la Société n'ayant pas encore été déployés. Le capital engagé qui a été déployé n'a pas d'incidence sur le montant global des actifs sous gestion. Les actifs sous gestion moyens d'une période donnée correspondent à la moyenne de la valeur de clôture des actifs sous gestion de chacun des mois compris dans la période.

Les tableaux 5 à 13 ci-après présentent l'évolution des actifs sous gestion de la Société par plateforme de placement, réseau de distribution et région, principalement en fonction de l'emplacement des clients.

Résultats d'exploitation et performance globale – Actifs sous gestion et produits

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Tableau 5 – Variation d'un trimestre à l'autre (en millions de dollars)

		MARCHÉS PUBLICS				MARCHÉS PRIVÉS				TOTAL
		Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PUBLICS	Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PRIVÉS	
ASG – 30 juin 2025		76 453	52 443	10 725	139 621	15 655	2 189	3 009	20 853	160 474
Nouveaux mandats	Canada	50	407	21	478	830	—	3	833	1 311
	États-Unis	—	—	4	4	—	—	—	—	4
	EMOA	—	—	—	—	96	—	—	96	96
	Asie	—	—	—	—	7	—	—	7	7
		50	407	25	482	933	—	3	936	1 418
Mandats perdus	Canada	(128)	—	(37)	(165)	(3)	—	(2)	(5)	(170)
	États-Unis	(3)	—	(1)	(4)	(3)	—	—	(3)	(7)
	EMOA	—	—	—	—	(4)	—	—	(4)	(4)
	Asie	(168)	—	—	(168)	(4)	—	—	(4)	(172)
		(299)	—	(38)	(337)	(14)	—	(2)	(16)	(353)
Contributions nettes	Canada	(447)	911	(122)	342	58	(57)	(10)	(9)	333
	États-Unis	(656)	296	(41)	(401)	(16)	—	—	(16)	(417)
	EMOA	200	(126)	—	74	(49)	—	—	(49)	25
	Asie	(2)	(103)	—	(105)	(4)	—	—	(4)	(109)
		(905)	978	(163)	(90)	(11)	(57)	(10)	(78)	(168)
Croissance interne nette	Canada	(525)	1 318	(138)	655	885	(57)	(9)	819	1 474
	États-Unis	(659)	296	(38)	(401)	(19)	—	—	(19)	(420)
	EMOA	200	(126)	—	74	43	—	—	43	117
	Asie	(170)	(103)	—	(273)	(1)	—	—	(1)	(274)
Total de la croissance interne nette		(1 154)	1 385	(176)	55	908	(57)	(9)	842	897
Distributions de revenus		—	—	—	—	(44)	(9)	(18)	(71)	(71)
Marché		2 439	2 393	466	5 298	273	83	(5)	351	5 649
ASG – 30 septembre 2025		77 738	56 221	11 015	144 974	16 792	2 206	2 977	21 975	166 949

Tableau 6 – Actifs sous gestion par région : variation d'un trimestre à l'autre (en millions de dollars)

	30 juin 2025	Nouveaux mandats	Mandats perdus	Contributions nettes	Croissance interne nette	Distributions de revenus	Marché	30 septembre 2025
Canada	107 177	1 311	(170)	333	1 474	(54)	2 694	111 291
États-Unis	35 000	4	(7)	(417)	(420)	(5)	2 199	36 774
EMOA	14 782	96	(4)	25	117	(10)	586	15 475
Asie	3 515	7	(172)	(109)	(274)	(2)	170	3 409
Total	160 474	1 418	(353)	(168)	897	(71)	5 649	166 949

Au 30 septembre 2025, les actifs sous gestion consolidés se chiffraient à 166,9 milliards de dollars, comparativement à 160,5 milliards de dollars au 30 juin 2025, soit une hausse de 6,4 milliards de dollars, ou 4,0 %. La hausse des actifs sous gestion est attribuable à l'incidence favorable du marché de 5,6 milliards de dollars, provenant à la fois de mandats fondés sur des actions et de mandats fondés sur des titres à revenu fixe ainsi que de l'incidence favorable de la conversion des monnaies étrangères, de même qu'aux nouveaux mandats de 1,4 milliard de dollars. Ces augmentations ont été contrebalancées en partie par des mandats perdus se chiffrant à 0,4 milliard de dollars et des contributions nettes négatives de 0,2 milliard de dollars. La croissance interne nette positive pour le trimestre s'est chiffrée à 0,9 milliard de dollars. Les actifs sous gestion trimestriels moyens se sont élevés à 163,7 milliards de dollars, comparativement à 159,0 milliards de dollars au 30 juin 2025, soit une hausse de 4,7 milliards de dollars, ou 3,0 %.

Tableau 7 – Ventilation des actifs sous gestion liés aux stratégies sur les marchés publics : variation d'un trimestre à l'autre (en millions de dollars)

	Marchés publics, excluant les ASG sous-conseillés par PineStone				Marchés publics – ASG sous-conseillés par PineStone				TOTAL MARCHÉS PUBLICS
	Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL	Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL	
ASG – 30 juin 2025	56 734	38 798	8 265	103 797	19 719	13 645	2 460	35 824	139 621
Nouveaux mandats	38	407	25	470	12	—	—	12	482
Mandats perdus	(13)	—	(25)	(38)	(286)	—	(13)	(299)	(337)
Contributions nettes	(179)	689	(140)	370	(726)	289	(23)	(460)	(90)
Croissance interne nette	(154)	1 096	(140)	802	(1 000)	289	(36)	(747)	55
Marché	1 192	1 475	363	3 030	1 247	918	103	2 268	5 298
ASG – 30 septembre 2025	57 772	41 369	8 488	107 629	19 966	14 852	2 527	37 345	144 974

Marchés publics

Au 30 septembre 2025, les actifs sous gestion liés aux stratégies sur les marchés publics se chiffraient à 145,0 milliards de dollars, comparativement à 139,6 milliards de dollars au 30 juin 2025, ce qui représente une hausse de 5,4 milliards de dollars, ou 3,9 %. La hausse des actifs sous gestion de clôture est principalement attribuable à l'incidence favorable du marché de 5,3 milliards de dollars et à de nouveaux mandats de 0,5 milliard de dollars. La croissance interne nette positive de 0,8 milliard de dollars, compte non tenu des actifs sous gestion pour lesquels PineStone est sous-conseiller, a été en grande partie contrebalancée par une croissance interne nette négative de 0,7 milliard de dollars attribuable aux actifs sous gestion pour lesquels PineStone est sous-conseiller. Les nouveaux mandats comprenaient un montant de 0,4 milliard de dollars du réseau de distribution Intermédiaires financiers provenant des mandats fondés sur des actions de sociétés américaines à forte capitalisation pour des clients au Canada. Ces hausses ont été contrebalancées en partie par des mandats perdus se chiffrant à 0,3 milliard de dollars et des contributions nettes négatives de 0,1 milliard de dollars. Les mandats perdus correspondaient surtout à des mandats de PineStone fondés sur des actions pour des clients du réseau de distribution Marchés institutionnels en Asie et au Canada. Les contributions nettes comprennent des sorties de 0,9 milliard de dollars du réseau de distribution Marchés institutionnels, principalement liées à des mandats de PineStone fondés sur des actions, et des sorties de 0,2 milliard de dollars du réseau de distribution Gestion privée, en grande partie contrebalancées par des entrées de 1,0 milliard de dollars du réseau de distribution Intermédiaires financiers, principalement liées à divers mandats fondés sur des actions pour des clients au Canada et aux États-Unis.

Les actifs sous gestion trimestriels moyens se sont chiffrés à 142,4 milliards de dollars, comparativement à 138,2 milliards de dollars au trimestre précédent, soit une hausse de 4,2 milliards de dollars, ou 3,0 %, attribuable en grande partie à l'incidence favorable du marché au cours du trimestre.

Marchés privés

Au 30 septembre 2025, les actifs sous gestion liés aux stratégies sur les marchés privés se chiffraient à 22,0 milliards de dollars, contre 20,9 milliards de dollars au 30 juin 2025, soit une hausse de 1,1 milliard de dollars, ou 5,3 %. La hausse des actifs sous gestion est principalement attribuable à de nouveaux mandats de 0,9 milliard de dollars et à l'incidence favorable du marché de 0,4 milliard de dollars. Les nouveaux mandats correspondent principalement à des mandats de 0,8 milliard de dollars axés sur les infrastructures et l'immobilier au Canada, dans le cadre du lancement précédemment annoncé, en collaboration avec la Fraternité unie des charpentiers et menuisiers d'Amérique, de la Plateforme canadienne d'opportunités pour les travailleurs syndiqués.

Résultats d'exploitation et performance globale – Actifs sous gestion et produits

Les actifs sous gestion consolidés au 30 septembre 2025 comprenaient des capitaux engagés non déployés liés aux marchés privés se chiffrant à 2,1 milliards de dollars, contre 1,3 milliard de dollars au 30 juin 2025. L'augmentation est en grande partie attribuable au lancement de la Plateforme canadienne d'opportunités pour les travailleurs syndiqués.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Tableau 8 – Actifs sous gestion par plateforme de placement, réseau de distribution et région : variation d'un exercice à l'autre (en millions de dollars)

	MARCHÉS PUBLICS				MARCHÉS PRIVÉS				TOTAL
	Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PUBLICS	Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PRIVÉS	
ASG – 30 septembre 2024	75 517	59 302	11 196	146 015	14 138	2 192	3 126	19 456	165 471
Nouveaux mandats									
Canada	1 800	867	205	2 872	1 281	20	86	1 387	4 259
États-Unis	273	79	121	473	102	—	—	102	575
EMOA	273	—	—	273	334	104	—	438	711
Asie	—	—	—	—	14	—	—	14	14
	2 346	946	326	3 618	1 731	124	86	1 941	5 559
Mandats perdus									
Canada	(477)	(6 080)	(115)	(6 672)	(125)	(17)	(6)	(148)	(6 820)
États-Unis	(76)	(129)	(212)	(417)	(5)	—	(2)	(7)	(424)
EMOA	—	(391)	—	(391)	(64)	—	—	(64)	(455)
Asie	(168)	—	—	(168)	(7)	—	(1)	(8)	(176)
	(721)	(6 600)	(327)	(7 648)	(201)	(17)	(9)	(227)	(7 875)
Contributions nettes									
Canada	(3 121)	1 357	(741)	(2 505)	(217)	(185)	(227)	(629)	(3 134)
États-Unis	(1 283)	(952)	(490)	(2 725)	(51)	—	—	(51)	(2 776)
EMOA	314	(706)	—	(392)	(142)	(87)	—	(229)	(621)
Asie	(105)	(565)	—	(670)	(17)	—	—	(17)	(687)
	(4 195)	(866)	(1 231)	(6 292)	(427)	(272)	(227)	(926)	(7 218)
Croissance interne nette									
Canada	(1 798)	(3 856)	(651)	(6 305)	939	(182)	(147)	610	(5 695)
États-Unis	(1 086)	(1 002)	(581)	(2 669)	46	—	(2)	44	(2 625)
EMOA	587	(1 097)	—	(510)	128	17	—	145	(365)
Asie	(273)	(565)	—	(838)	(10)	—	(1)	(11)	(849)
Total de la croissance interne nette	(2 570)	(6 520)	(1 232)	(10 322)	1 103	(165)	(150)	788	(9 534)
Distributions de revenus	—	—	—	—	(169)	(33)	(87)	(289)	(289)
Marché	5 100	4 240	1 051	10 391	773	212	88	1 073	11 464
Transactions stratégiques¹⁾	(309)	(801)	—	(1 110)	947	—	—	947	(163)
ASG – 30 septembre 2025	77 738	56 221	11 015	144 974	16 792	2 206	2 977	21 975	166 949

¹⁾ Se rapporte à la clôture des stratégies Actions canadiennes de petite capitalisation et Opportunités micro cap annoncée précédemment et réalisée au cours du deuxième trimestre de 2025, ainsi qu'à l'acquisition d'une participation donnant le contrôle dans une plateforme de placement immobilier. Se reporter à la rubrique « Transactions stratégiques » à la page 4 pour obtenir de plus amples renseignements.

Tableau 9 – Actifs sous gestion par région : variation d'un exercice à l'autre (en millions de dollars)

	30 septembre 2024	Nouveaux mandats	Mandats perdus	Contributions nettes	Croissance interne nette	Distributions de revenus	Marché	Transactions stratégiques ¹⁾	30 septembre 2025
Canada	111 368	4 259	(6 820)	(3 134)	(5 695)	(242)	6 970	(1 110)	111 291
États-Unis	36 480	575	(424)	(2 776)	(2 625)	(19)	2 938	—	36 774
EMOA	13 640	711	(455)	(621)	(365)	(21)	1 274	947	15 475
Asie	3 983	14	(176)	(687)	(849)	(7)	282	—	3 409
Total	165 471	5 559	(7 875)	(7 218)	(9 534)	(289)	11 464	(163)	166 949

¹⁾ Se rapporte à la clôture des stratégies Actions canadiennes de petite capitalisation et Opportunités micro cap annoncée précédemment et réalisée au cours du deuxième trimestre de 2025, ainsi qu'à l'acquisition d'une participation donnant le contrôle dans une plateforme de placement immobilier au premier trimestre de 2025. Se reporter à la rubrique « Transactions stratégiques » à la page 4 pour obtenir de plus amples renseignements.

Au 30 septembre 2025, les actifs sous gestion consolidés s'élevaient à 166,9 milliards de dollars, comparativement à 165,5 milliards de dollars au 30 septembre 2024, soit une hausse de 1,4 milliard de dollars, ou 0,8 %. La hausse des actifs sous gestion est principalement attribuable à l'incidence favorable du marché de 11,5 milliards de dollars, à des nouveaux mandats de 5,6 milliards de dollars et à des actifs sous gestion de 0,9 milliard de dollars découlant de l'acquisition d'une participation donnant le contrôle dans une plateforme de placement immobilier. Ces hausses ont été contrebalancées en partie par des mandats perdus de 7,9 milliards de dollars principalement liés à des actifs sous gestion pour lesquels PineStone est sous-conseiller, des contributions nettes négatives de 7,2 milliards de dollars et la clôture des stratégies Actions canadiennes de petite capitalisation et Opportunités micro cap, laquelle a réduit les actifs sous gestion de 1,1 milliard de dollars. Les actifs sous gestion trimestriels moyens, qui se chiffrent à 163,7 milliards de dollars, sont demeurés relativement stables comparativement à 163,8 milliards de dollars au 30 septembre 2024.

Tableau 10 – Ventilation des actifs sous gestion liés aux stratégies sur les marchés publics : variation d'un exercice à l'autre (en millions de dollars)

	Marchés publics, excluant les ASG sous-conseillés par PineStone				Marchés publics – ASG sous-conseillés par PineStone				TOTAL MARCHÉS PUBLICS
	Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL	Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL	
ASG – 30 septembre 2024	53 979	39 226	8 228	101 433	21 538	20 076	2 968	44 582	146 015
Nouveaux mandats	2 311	946	321	3 578	35	—	5	40	3 618
Mandats perdus	(204)	(122)	(303)	(629)	(517)	(6 478)	(24)	(7 019)	(7 648)
Contributions nettes	(1 791)	(531)	(925)	(3 247)	(2 404)	(335)	(306)	(3 045)	(6 292)
Croissance interne nette	316	293	(907)	(298)	(2 886)	(6 813)	(325)	(10 024)	(10 322)
Marché	3 786	2 651	1 167	7 604	1 314	1 589	(116)	2 787	10 391
Transactions stratégiques ¹⁾	(309)	(801)	—	(1 110)	—	—	—	—	(1 110)
ASG – 30 septembre 2025	57 772	41 369	8 488	107 629	19 966	14 852	2 527	37 345	144 974

¹⁾ Se rapporte à la clôture des stratégies Actions canadiennes de petite capitalisation et Opportunités micro cap annoncée précédemment et réalisée au cours du deuxième trimestre de 2025.

Marchés publics

Au 30 septembre 2025, les actifs sous gestion liés aux stratégies sur les marchés publics se chiffraient à 145,0 milliards de dollars, comparativement à 146,0 milliards de dollars au 30 septembre 2024, soit une baisse de 1,0 milliard de dollars, ou 0,7 %. Les actifs sous gestion ont diminué en raison des mandats perdus de 7,6 milliards de dollars, des contributions nettes négatives de 6,3 milliards de dollars et de la clôture des stratégies Actions canadiennes de petite capitalisation et Opportunités micro cap au cours du deuxième trimestre de 2025, laquelle a réduit les actifs sous gestion de 1,1 milliard de dollars. Des mandats perdus de 7,0 milliards de dollars se rapportaient à des mandats de PineStone fondés sur des actions, dont des sorties d'actifs sous gestion d'environ 6,1 milliards de dollars qui, à notre connaissance, ont été transférés directement à PineStone, y compris des actifs sous gestion d'environ 5,7 milliards de dollars retirés au cours du premier trimestre se rapportant à Canoe Financial LP. À notre connaissance, le reste des mandats de PineStone fondés sur des actions qui ont été perdus, se chiffrant à environ 0,9 milliard de dollars, n'ont pas été transférés directement à PineStone. Compte non tenu des actifs sous gestion pour lesquels PineStone est sous-conseiller, les mandats perdus comprenaient un montant de 0,6 milliard de dollars, principalement des réseaux de distribution Gestion privée et Marchés institutionnels, liés à divers mandats fondés sur des actions et des titres à revenu fixe pour des clients au Canada et aux États-Unis. Les contributions nettes négatives comprennent une sortie nette de 4,2 milliards de dollars du réseau de distribution Marchés institutionnels, dont une tranche de 2,4 milliards de dollars est attribuable à des mandats de PineStone fondés sur des actions pour des clients

actuels qui ont simplement rééquilibré leur placement global, la tranche restante étant principalement attribuable à des mandats fondés sur des titres à revenu fixe pour des clients au Canada. Il y a également eu une sortie nette de 1,2 milliard de dollars du réseau de distribution Gestion privée, liée à divers mandats pour des clients au Canada et aux États-Unis. Au sein du réseau de distribution Intermédiaires financiers, il y a eu une sortie nette de 0,9 milliard de dollars, puisque les sorties nettes liées principalement à des mandats fondés sur des titres à revenu fixe pour des clients aux États-Unis, des mandats fondés sur des actions mondiales pour des clients de la région EMOA et des mandats de PineStone fondés sur des actions pour des clients en Asie, ont été partiellement contrebalancées par des entrées nettes liées à divers mandats pour des clients au Canada. Ces diminutions ont été compensées par l'incidence favorable du marché de 10,4 milliards de dollars et par des nouveaux mandats de 3,6 milliards de dollars. Les nouveaux mandats comprennent un montant de 2,3 milliards de dollars du réseau de distribution Marchés institutionnels, lié à divers mandats fondés sur des actions et mandats fondés sur des titres à revenu fixe pour des clients au Canada et aux États-Unis, ainsi qu'à de nouveaux actifs sous gestion dans la région EMOA provenant du lancement de la Stratégie d'actions Fiera Qatar. De plus, des nouveaux mandats de 0,9 milliard de dollars ont été obtenus au sein du réseau de distribution Intermédiaires financiers, essentiellement en lien avec des mandats fondés sur des actions de sociétés américaines à forte capitalisation pour des clients au Canada, et des nouveaux mandats de 0,3 milliard de dollars ont été obtenus au sein du réseau de distribution Gestion privée, lesquels sont liés à des clients au Canada et aux États-Unis.

Les actifs sous gestion trimestriels moyens se sont chiffrés à 142,4 milliards de dollars, comparativement à 144,4 milliards de dollars au troisième trimestre de 2024, soit une baisse de 2,0 milliards de dollars, ou 1,4 %.

Marchés privés

Au 30 septembre 2025, les actifs sous gestion liés aux stratégies sur les marchés privés se chiffraient à 22,0 milliards de dollars, contre 19,5 milliards de dollars au 30 septembre 2024, soit une hausse de 2,5 milliards de dollars, ou 12,8 %. La hausse des actifs sous gestion est attribuable à des nouveaux mandats de 1,9 milliard de dollars, à l'incidence favorable du marché de 1,1 milliard de dollars et à des actifs sous gestion de 0,9 milliard de dollars découlant de l'acquisition d'une participation donnant le contrôle dans une plateforme de placement immobilier. Les nouveaux mandats correspondent principalement à des mandats de 0,8 milliard de dollars axés sur les infrastructures et l'immobilier au Canada, dans le cadre du lancement précédemment annoncé, en collaboration avec la Fraternité unie des charpentiers et menuisiers d'Amérique, de la Plateforme canadienne d'opportunités pour les travailleurs syndiqués, à des mandats axés sur l'immobilier pour des clients de la région EMOA et à des mandats axés sur l'agriculture pour des clients de diverses régions. Ces hausses ont été partiellement contrebalancées par des contributions nettes négatives de 0,9 milliard de dollars, des mandats perdus de 0,2 milliard de dollars et des distributions de revenus de 0,3 milliard de dollars. Les contributions nettes négatives, qui s'expliquent essentiellement par des remboursements de capital, sont principalement attribuables aux mandats axés sur le crédit privé, l'immobilier et l'agriculture pour des clients au Canada, ainsi que sur l'immobilier pour des clients de la région EMOA. Les mandats perdus proviennent principalement du réseau de distribution Marchés institutionnels et sont liés à divers mandats pour des clients au Canada et dans la région EMOA.

Les actifs sous gestion consolidés au 30 septembre 2025 comprenaient des capitaux engagés non déployés sur les marchés privés se chiffrant à 2,1 milliards de dollars, contre 1,4 milliard de dollars au 30 septembre 2024. L'augmentation est principalement attribuable au lancement de la Plateforme canadienne d'opportunités pour les travailleurs syndiqués.

Résultats d'exploitation et performance globale – Actifs sous gestion et produits

Variations depuis le début de l'exercice

Tableau 11 – Actifs sous gestion par plateforme de placement, réseau de distribution et région : variation depuis le début de l'exercice (en millions de dollars)

		MARCHÉS PUBLICS				MARCHÉS PRIVÉS				TOTAL
		Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PUBLICS	Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PRIVÉS	
ASG – 31 décembre 2024		75 786	60 110	11 499	147 395	14 299	2 308	3 109	19 716	167 111
Nouveaux mandats	<i>Canada</i>	1 072	858	117	2 047	1 169	—	48	1 217	3 264
	<i>États-Unis</i>	254	—	116	370	102	—	—	102	472
	<i>EMOA</i>	273	—	—	273	291	—	—	291	564
	<i>Asie</i>	—	—	—	—	11	—	—	11	11
		1 599	858	233	2 690	1 573	—	48	1 621	4 311
Mandats perdus	<i>Canada</i>	(217)	(5 744)	(89)	(6 050)	(32)	—	(3)	(35)	(6 085)
	<i>États-Unis</i>	(71)	—	(211)	(282)	(3)	—	(1)	(4)	(286)
	<i>EMOA</i>	—	(391)	—	(391)	(64)	—	—	(64)	(455)
	<i>Asie</i>	(168)	—	—	(168)	(4)	—	(1)	(5)	(173)
		(456)	(6 135)	(300)	(6 891)	(103)	—	(5)	(108)	(6 999)
Contributions nettes	<i>Canada</i>	(1 818)	1 150	(664)	(1 332)	(119)	(148)	(214)	(481)	(1 813)
	<i>États-Unis</i>	(1 105)	(450)	(403)	(1 958)	(35)	—	—	(35)	(1 993)
	<i>EMOA</i>	308	(493)	—	(185)	(117)	(86)	—	(203)	(388)
	<i>Asie</i>	(13)	(537)	—	(550)	(14)	—	—	(14)	(564)
		(2 628)	(330)	(1 067)	(4 025)	(285)	(234)	(214)	(733)	(4 758)
Croissance interne nette	<i>Canada</i>	(963)	(3 736)	(636)	(5 335)	1 018	(148)	(169)	701	(4 634)
	<i>États-Unis</i>	(922)	(450)	(498)	(1 870)	64	—	(1)	63	(1 807)
	<i>EMOA</i>	581	(884)	—	(303)	110	(86)	—	24	(279)
	<i>Asie</i>	(181)	(537)	—	(718)	(7)	—	(1)	(8)	(726)
Total de la croissance interne nette		(1 485)	(5 607)	(1 134)	(8 226)	1 185	(234)	(171)	780	(7 446)
Distributions de revenus		—	—	—	—	(128)	(28)	(46)	(202)	(202)
Marché		3 746	2 519	650	6 915	489	160	85	734	7 649
Transactions stratégiques¹⁾		(309)	(801)	—	(1 110)	947	—	—	947	(163)
ASG – 30 septembre 2025		77 738	56 221	11 015	144 974	16 792	2 206	2 977	21 975	166 949

¹⁾ Se rapporte à la clôture des stratégies Actions canadiennes de petite capitalisation et Opportunités micro cap annoncée précédemment et réalisée au cours du deuxième trimestre de 2025, ainsi qu'à l'acquisition d'une participation donnant le contrôle dans une plateforme de placement immobilier au premier trimestre de 2025. Se reporter à la rubrique « Transactions stratégiques » à la page 4 pour obtenir de plus amples renseignements.

Tableau 12 – Actifs sous gestion par région : variation depuis le début de l'exercice (en millions de dollars)

	31 décembre 2024	Nouveaux mandats	Mandats perdus	Contributions nettes	Croissance interne nette	Distributions de revenus	Marché	Transactions stratégiques ¹⁾	30 septembre 2025
Canada	111 893	3 264	(6 085)	(1 813)	(4 634)	(168)	5 310	(1 110)	111 291
États-Unis	37 411	472	(286)	(1 993)	(1 807)	(15)	1 185	—	36 774
EMOA	13 913	564	(455)	(388)	(279)	(14)	908	947	15 475
Asie	3 894	11	(173)	(564)	(726)	(5)	246	—	3 409
Total	167 111	4 311	(6 999)	(4 758)	(7 446)	(202)	7 649	(163)	166 949

¹⁾ Se rapporte à la clôture des stratégies Actions canadiennes de petite capitalisation et Opportunités micro cap annoncée précédemment et réalisée au cours du deuxième trimestre de 2025, ainsi qu'à l'acquisition d'une participation donnant le contrôle dans une plateforme de placement immobilier au premier trimestre de 2025. Se reporter à la rubrique « Transactions stratégiques » à la page 4 pour obtenir de plus amples renseignements.

Les actifs sous gestion consolidés, qui se chiffraient à 166,9 milliards de dollars au 30 septembre 2025 sont demeurés relativement stables comparativement à 167,1 milliards de dollars au 31 décembre 2024. La baisse des actifs sous gestion est principalement attribuable aux mandats perdus de 7,0 milliards de dollars, aux contributions nettes négatives de 4,8 milliards de dollars et à la clôture des stratégies Actions canadiennes de petite capitalisation et Opportunités micro cap au cours du deuxième trimestre, laquelle a réduit les actifs sous gestion de 1,1 milliard de dollars. Ces baisses ont été partiellement contrebalancées par l'incidence favorable du marché de 7,6 milliards de dollars, les hausses de la valeur de marché des actifs sous gestion pour les mandats fondés sur des actions et les mandats fondés sur des titres à revenu fixe, les nouveaux mandats de 4,3 milliards de dollars et les actifs sous gestion de 0,9 milliard de dollars liés à l'acquisition d'une participation donnant le contrôle dans une plateforme de placement immobilier. Les actifs sous gestion trimestriels moyens se sont chiffrés à 163,7 milliards de dollars, comparativement à 166,6 milliards de dollars au 31 décembre 2024, soit une baisse de 2,9 milliards de dollars, ou 1,7 %. Cette baisse est principalement attribuable au moment où les incidences du marché et du change ont été ressenties au cours du quatrième trimestre de 2024 et du troisième trimestre de 2025.

Tableau 13 – Ventilation des actifs sous gestion liés aux stratégies sur les marchés publics : variation depuis le début de l'exercice (en millions de dollars)

	Marchés publics, excluant les ASG sous-conseillés par PineStone				Marchés publics – ASG sous-conseillés par PineStone				TOTAL MARCHÉS PUBLICS
	Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL	Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL	
ASG – 31 décembre 2024	54 969	39 837	8 544	103 350	20 817	20 273	2 955	44 045	147 395
Nouveaux mandats	1 581	858	231	2 670	18	—	2	20	2 690
Mandats perdus	(158)	—	(277)	(435)	(298)	(6 135)	(23)	(6 456)	(6 891)
Contributions nettes	(832)	(81)	(775)	(1 688)	(1 796)	(249)	(292)	(2 337)	(4 025)
Croissance interne nette	591	777	(821)	547	(2 076)	(6 384)	(313)	(8 773)	(8 226)
Marché	2 521	1 556	765	4 842	1 225	963	(115)	2 073	6 915
Transactions stratégiques ¹⁾	(309)	(801)	—	(1 110)	—	—	—	—	(1 110)
ASG – 30 septembre 2025	57 772	41 369	8 488	107 629	19 966	14 852	2 527	37 345	144 974

¹⁾ Se rapporte à la clôture des stratégies Actions canadiennes de petite capitalisation et Opportunités micro cap annoncée précédemment et réalisée au cours du deuxième trimestre de 2025.

Marchés publics

Au 30 septembre 2025, les actifs sous gestion liés aux stratégies sur les marchés publics s'élevaient à 145,0 milliards de dollars, comparativement à 147,4 milliards de dollars au 31 décembre 2024, ce qui représente une baisse de 2,4 milliards de dollars, ou 1,6 %. La baisse des actifs sous gestion est principalement attribuable aux mandats perdus de 6,9 milliards de dollars, surtout des mandats de PineStone fondés sur des actions, aux contributions nettes négatives de 4,0 milliards de dollars et à la clôture des stratégies Actions canadiennes de petite capitalisation et Opportunités micro cap au cours du deuxième trimestre, laquelle a réduit les actifs sous gestion de 1,1 milliard de dollars. Les mandats perdus d'environ 6,5 milliards de dollars se rapportaient à des mandats de PineStone fondés sur des actions et comprenaient des mandats d'environ 5,7 milliards de dollars provenant de Canoe Financial LP qui ont été retirés et transférés directement à PineStone. À notre connaissance, le reste des mandats de PineStone fondés sur des actions qui ont été perdus, se chiffrant à environ 0,8 milliard de dollars, n'ont pas été transférés directement à PineStone. Compte non tenu des mandats de PineStone, les mandats perdus comprenaient un montant de 0,3 milliard de dollars du réseau de distribution Gestion privée, provenant en grande partie de mandats fondés sur des titres à revenu fixe pour des clients aux États-Unis, et un montant de 0,2 milliard de dollars du réseau de distribution Marchés institutionnels, provenant de divers mandats pour des clients au Canada et aux États-Unis. Les contributions nettes négatives comprennent une sortie nette de 2,6 milliards de dollars du réseau de distribution Marchés institutionnels, dont une tranche de 1,8 milliard de dollars est attribuable à des mandats de PineStone fondés sur des actions pour des clients actuels

qui ont simplement rééquilibré leur placement global, la tranche restante étant principalement attribuable à des mandats fondés sur des titres à revenu fixe pour des clients au Canada. Il y a également eu une sortie nette de 1,1 milliard de dollars du réseau de distribution Gestion privée, liée à divers mandats pour des clients au Canada et aux États-Unis. Au sein du réseau de distribution Intermédiaires financiers, il y a eu une sortie nette de 0,3 milliard de dollars, liée principalement à des mandats fondés sur des titres à revenu fixe pour des clients aux États-Unis, à des mandats fondés sur des actions mondiales pour des clients de la région EMOA et à des mandats de PineStone fondés sur des actions pour des clients aux États-Unis et en Asie, en grande partie contrebalancée par des entrées nettes liées à divers mandats pour des clients au Canada. Ces diminutions ont été compensées en partie par l'incidence favorable du marché de 6,9 milliards de dollars et par des nouveaux mandats de 2,7 milliards de dollars. Les nouveaux mandats comprennent un montant de 1,6 milliard de dollars du réseau de distribution Marchés institutionnels, se rapportant principalement à des mandats fondés sur des titres à revenu fixe et à des mandats fondés sur des actions de sociétés à forte capitalisation pour des clients au Canada, au lancement du fonds d'actions Fiera Qatar dans la région EMOA et à des mandats fondés sur des actions des marchés émergents pour des clients aux États-Unis. De plus, des nouveaux mandats de 0,9 milliard de dollars ont été obtenus au sein du réseau de distribution Intermédiaires financiers principalement en lien avec des mandats fondés sur des actions de sociétés américaines à forte capitalisation pour des clients au Canada, et des mandats de 0,2 milliard de dollars ont été obtenus au sein du réseau de distribution Gestion privée, se rapportant à divers mandats pour des clients au Canada et aux États-Unis.

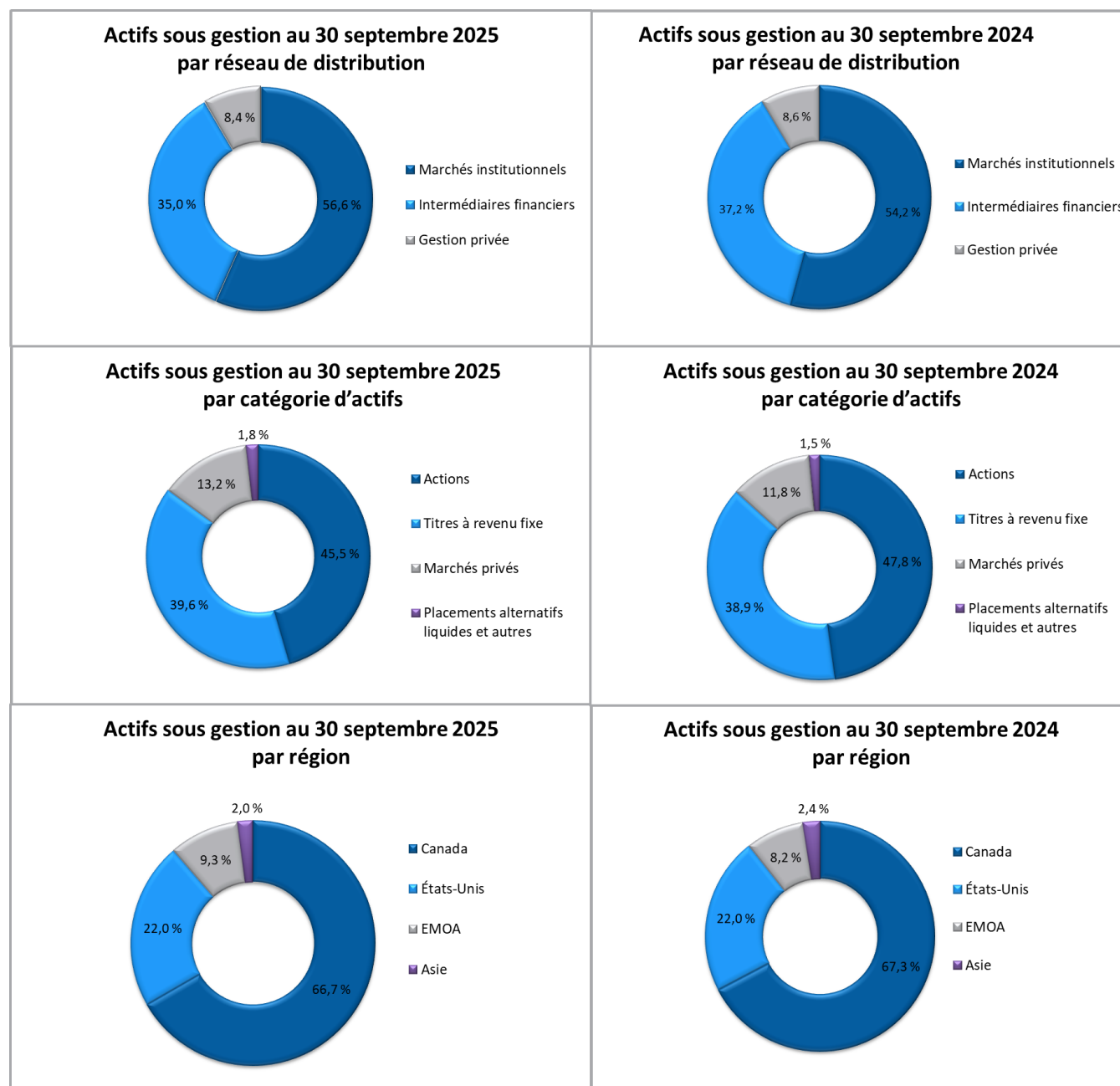
Les actifs sous gestion trimestriels moyens se sont chiffrés à 142,4 milliards de dollars, comparativement à 147,2 milliards de dollars au quatrième trimestre de 2024, soit une baisse de 4,8 milliards de dollars, ou 3,3 %.

Marchés privés

Au 30 septembre 2025, les actifs sous gestion liés aux stratégies sur les marchés privés s'élevaient à 22,0 milliards de dollars, contre 19,7 milliards de dollars au 31 décembre 2024, ce qui représente une hausse de 2,3 milliards de dollars, ou 11,7 %. La hausse des actifs sous gestion est attribuable à des nouveaux mandats de 1,6 milliard de dollars, à des actifs sous gestion de 0,9 milliard de dollars découlant de l'acquisition d'une participation donnant le contrôle dans une plateforme de placement immobilier et à l'incidence favorable du marché de 0,7 milliard de dollars. Les nouveaux mandats correspondent en grande partie à des mandats de 0,8 milliard de dollars axés sur les infrastructures et l'immobilier au Canada, dans le cadre du lancement précédemment annoncé, en collaboration avec la Fraternité unie des charpentiers et menuisiers d'Amérique, de la Plateforme canadienne d'opportunités pour les travailleurs syndiqués. Les nouveaux mandats au sein du réseau de distribution Marchés institutionnels sont notamment axés sur l'agriculture pour des clients de diverses régions, sur l'immobilier pour des clients de la région EMOA et sur le crédit privé et l'immobilier pour des clients au Canada. Ces hausses ont été contrebalancées en partie par des contributions nettes négatives de 0,7 milliard de dollars. Les contributions nettes négatives, qui s'expliquent essentiellement par des remboursements de capital, sont principalement attribuables aux mandats axés sur le crédit privé, l'agriculture et l'immobilier pour des clients au Canada, et sur l'immobilier pour des clients de la région EMOA.

Les actifs sous gestion consolidés au 30 septembre 2025 comprenaient des capitaux engagés non déployés sur les marchés privés se chiffrant à 2,1 milliards de dollars, contre 0,9 milliard de dollars au 31 décembre 2024. L'augmentation est en grande partie attribuable au lancement de la Plateforme canadienne d'opportunités pour les travailleurs syndiqués.

Les graphiques qui suivent illustrent la ventilation des actifs sous gestion de la Société par réseau de distribution, par catégorie d'actifs et par région au 30 septembre 2025 et au 30 septembre 2024, respectivement.



Produits

Les produits de la Société sont formés i) des honoraires de gestion, ii) des honoraires de performance, iii) des commissions d'engagements et frais de transaction, iv) de la quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées et v) des autres produits. La Société classe ses produits tirés des honoraires de gestion et des honoraires de performance dans deux plateformes de placement, à savoir celles liées aux plateformes de placement sur les marchés publics ou sur les marchés privés, et trois réseaux de distribution, à savoir Marchés institutionnels, Intermédiaires financiers et Gestion privée. Les produits sont ventilés par région principalement en fonction de l'emplacement des clients. Le calcul des honoraires de gestion est fondé sur les actifs sous gestion et, pour chaque réseau de distribution, le calcul des produits est essentiellement basé sur la valeur moyenne des actifs sous gestion à la clôture de chaque jour, mois ou trimestre civil, conformément aux dispositions contractuelles. La Société perçoit aussi des honoraires de performance dans le cadre de certains mandats. Les produits comprennent également les commissions d'engagement et frais de transaction liés aux stratégies de placements sur les marchés privés et la quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées dans lesquelles la Société possède des participations. Les autres produits, qui ne sont pas ventilés par réseau de distribution ou région, se composent principalement des frais administratifs, des produits d'intérêts, des produits provenant de fonds, des frais de courtage et des honoraires de consultation dont le montant n'est pas fonction des actifs sous gestion, ainsi que des profits ou des pertes réalisés sur les contrats de change à terme.

Tableaux 14 – Produits trimestriels par plateforme de placement, réseau de distribution et région (en milliers de dollars)

		POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 30 septembre 2025									
		MARCHÉS PUBLICS				MARCHÉS PRIVÉS					
		Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PUBLICS	Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PRIVÉS	TOTAL	
Honoraires de gestion	Canada	33 038	12 225	12 042	57 305	21 628	3 932	12 796	38 356	95 661	
	États-Unis	12 513	17 065	1 896	31 474	3 029	6	—	3 035	34 509	
	EMOA	3 191	6 935	—	10 126	7 168	856	—	8 024	18 150	
	Asie	2 313	1 515	—	3 828	645	—	—	645	4 473	
	Total	51 055	37 740	13 938	102 733	32 470	4 794	12 796	50 060	152 793	
Honoraires de performance	Canada	16	—	—	16	2 274	1 072	1 778	5 124	5 140	
	États-Unis	—	—	—	—	871	1	2	874	874	
	EMOA	—	154	—	154	626	187	—	813	967	
	Asie	—	—	—	—	5	—	24	29	29	
	Total	16	154	—	170	3 776	1 260	1 804	6 840	7 010	
Commissions d'engagement et frais de transaction	Canada	—	—	—	—	1 025	89	224	1 338	1 338	
	États-Unis	—	—	—	—	24	—	—	24	24	
	EMOA	—	—	—	—	37	627	—	664	664	
	Asie	—	—	—	—	3	—	3	6	6	
	Total	—	—	—	—	1 089	716	227	2 032	2 032	
Quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées ¹⁾	Canada								—	—	
	États-Unis								—	—	
	EMOA								1 387	1 387	
	Asie								—	—	
	Total								1 387	1 387	
Autres produits ²⁾	Total				1 570				2 052	3 868	
Total des produits		51 071	37 894	13 938	104 473	37 335	6 770	14 827	62 371	167 090	

¹⁾ La quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées n'est pas ventilée par réseau de distribution.

²⁾ Les autres produits comprennent des produits de 246 \$ liés au siège social qui ne sont pas ventilés par plateforme de placement. Les autres produits ne sont pas ventilés par réseau de distribution ou région.

Résultats d'exploitation et performance globale – Actifs sous gestion et produits

		POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 30 juin 2025								
		MARCHÉS PUBLICS				MARCHÉS PRIVÉS				
		Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PUBLICS	Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PRIVÉS	TOTAL
Honoraires de gestion	Canada	32 373	11 710	12 078	56 161	20 468	4 853	12 751	38 072	94 233
	États-Unis	11 771	15 974	1 883	29 628	2 977	6	—	2 983	32 611
	EMOA	2 834	6 226	—	9 060	6 915	847	—	7 762	16 822
	Asie	2 118	1 446	—	3 564	637	—	—	637	4 201
	Total	49 096	35 356	13 961	98 413	30 997	5 706	12 751	49 454	147 867
Honoraires de performance	Canada	—	—	—	—	1 263	106	1 039	2 408	2 408
	États-Unis	—	—	—	—	—	3	5	8	8
	EMOA	—	—	—	—	9	—	1	10	10
	Asie	—	—	—	—	2	—	63	65	65
	Total	—	—	—	—	1 274	109	1 108	2 491	2 491
Commissions d'engagement et frais de transaction	Canada	—	—	—	—	1 785	204	533	2 522	2 522
	États-Unis	—	—	—	—	42	—	1	43	43
	EMOA	—	—	—	—	150	2 512	—	2 662	2 662
	Asie	—	—	—	—	9	—	10	19	19
	Total	—	—	—	—	1 986	2 716	544	5 246	5 246
Quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées ¹⁾	Canada								—	—
	États-Unis								—	—
	EMOA								2 035	2 035
	Asie								—	—
	Total								2 035	2 035
Autres produits ²⁾	Total				1 599				3 432	5 335
Total des produits		49 096	35 356	13 961	100 012	34 257	8 531	14 403	62 658	162 974

¹⁾ La quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées n'est pas ventilée par réseau de distribution.

²⁾ Les autres produits comprennent des produits de 304 \$ liés au siège social qui ne sont pas ventilés par plateforme de placement. Les autres produits ne sont pas ventilés par réseau de distribution ou région.

Résultats d'exploitation et performance globale – Actifs sous gestion et produits

		POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 30 septembre 2024								
		MARCHÉS PUBLICS				MARCHÉS PRIVÉS				
		Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PUBLICS	Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PRIVÉS	TOTAL
Honoraires de gestion	Canada	33 137	18 311	12 078	63 526	19 932	4 290	13 490	37 712	101 238
	États-Unis	12 957	16 086	1 963	31 006	2 733	—	18	2 751	33 757
	EMOA	3 227	6 932	—	10 159	5 870	526	—	6 396	16 555
	Asie	204	1 968	—	2 172	655	—	4	659	2 831
	Total	49 525	43 297	14 041	106 863	29 190	4 816	13 512	47 518	154 381
Honoraires de performance	Canada	340	—	—	340	1 855	417	781	3 053	3 393
	États-Unis	—	—	—	—	907	—	8	915	915
	EMOA	—	522	—	522	819	208	—	1 027	1 549
	Asie	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Total	340	522	—	862	3 581	625	789	4 995	5 857
Commissions d'engagement et frais de transaction	Canada	—	—	—	—	1 842	84	308	2 234	2 234
	États-Unis	—	—	—	—	24	—	—	24	24
	EMOA	—	—	—	—	1 354	1	—	1 355	1 355
	Asie	—	—	—	—	7	—	2	9	9
	Total	—	—	—	—	3 227	85	310	3 622	3 622
Quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées ¹⁾	Canada								—	—
	États-Unis								—	—
	EMOA								1 691	1 691
	Asie								—	—
	Total								1 691	1 691
Autres produits ²⁾	Total				3 701				2 150	6 160
Total des produits		49 865	43 819	14 041	111 426	35 998	5 526	14 611	59 976	171 711

¹⁾ La quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées n'est pas ventilée par réseau de distribution.

²⁾ Les autres produits comprennent des produits de 309 \$ liés au siège social qui ne sont pas ventilés par plateforme de placement. Les autres produits ne sont pas ventilés par réseau de distribution ou région.

Tableau 15 – Total des produits par région : variation d'un trimestre à l'autre (en milliers de dollars)

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		
	30 septembre 2025	30 juin 2025	30 septembre 2024
Canada	105 183	103 805	110 212
États-Unis	35 421	32 675	34 710
EMOA	21 809	21 951	21 731
Asie	4 677	4 543	5 058
	167 090	162 974	171 711

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les produits consolidés pour le trimestre clos le 30 septembre 2025 se sont chiffrés à 167,1 millions de dollars, comparativement à 163,0 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2025, en hausse de 4,1 millions de dollars, ou 2,5 %.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, les produits tirés des stratégies sur les marchés publics se sont chiffrés à 104,5 millions de dollars, comparativement à 100,0 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2025, en hausse de 4,5 millions de dollars, ou 4,5 %. Pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, les produits tirés des stratégies sur les marchés privés se sont chiffrés à 62,4 millions de dollars, comparativement à 62,7 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2025, en baisse de 0,3 million de dollars, ou 0,5 %.

Honoraires de gestion

Les honoraires de gestion consolidés se sont chiffrés à 152,8 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, contre 147,9 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2025, en hausse de 4,9 millions de dollars, ou 3,3 %.

Les honoraires de gestion liés aux stratégies sur les marchés publics pour le trimestre clos le 30 septembre 2025 se sont chiffrés à 102,7 millions de dollars, par rapport à 98,4 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2025, soit une hausse de 4,3 millions de dollars, ou 4,4 %. Cette hausse est principalement attribuable à une augmentation de 2,3 millions de dollars au sein du réseau de distribution Intermédiaires financiers découlant de l'augmentation de l'actif sous gestion moyen attribuable surtout à l'incidence favorable du marché et à la croissance interne nette positive liée principalement aux stratégies fondées sur les actions pour des clients au Canada et aux États-Unis. De plus, il y a eu une augmentation de 2,0 millions de dollars au sein du réseau de distribution Marchés institutionnels attribuable à l'augmentation de l'actif sous gestion moyen découlant principalement de l'incidence favorable du marché, qui a plus que contrebalancé l'incidence des sorties d'actifs sous gestion au cours du trimestre, principalement attribuable aux mandats de PineStone fondés sur des actions.

Les honoraires de gestion liés aux stratégies sur les marchés privés se sont chiffrés à 50,1 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, comparativement à 49,5 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2025, en hausse de 0,6 million de dollars, ou 1,2 %. La hausse provient principalement des clients de la région EMOA et du Canada, en raison surtout du déploiement de capitaux additionnels pour des mandats axés sur l'immobilier.

Honoraires de performance

Les honoraires de performance consolidés se sont établis à 7,0 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, comparativement à des honoraires de performance de 2,5 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2025, en hausse de 4,5 millions de dollars. La hausse est liée aux marchés privés et est attribuable aux honoraires de performance courus du Fonds d'Agriculture Mondial Ouvert Fiera Comox, partiellement contrebalancés par la baisse des honoraires de performances courus du Clearwater Capital Partners Direct Lending Opportunities Fund et du Fonds Fiera Financement immobilier Canada au cours du trimestre considéré.

Commissions d'engagement et frais de transaction

Les commissions d'engagement et frais de transaction consolidés se sont établis à 2,0 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, contre 5,2 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2025, en baisse de 3,2 millions de dollars. La baisse est essentiellement imputable à la diminution des frais de transaction gagnés à l'égard des clients dans la région EMOA et au Canada au cours du trimestre considéré.

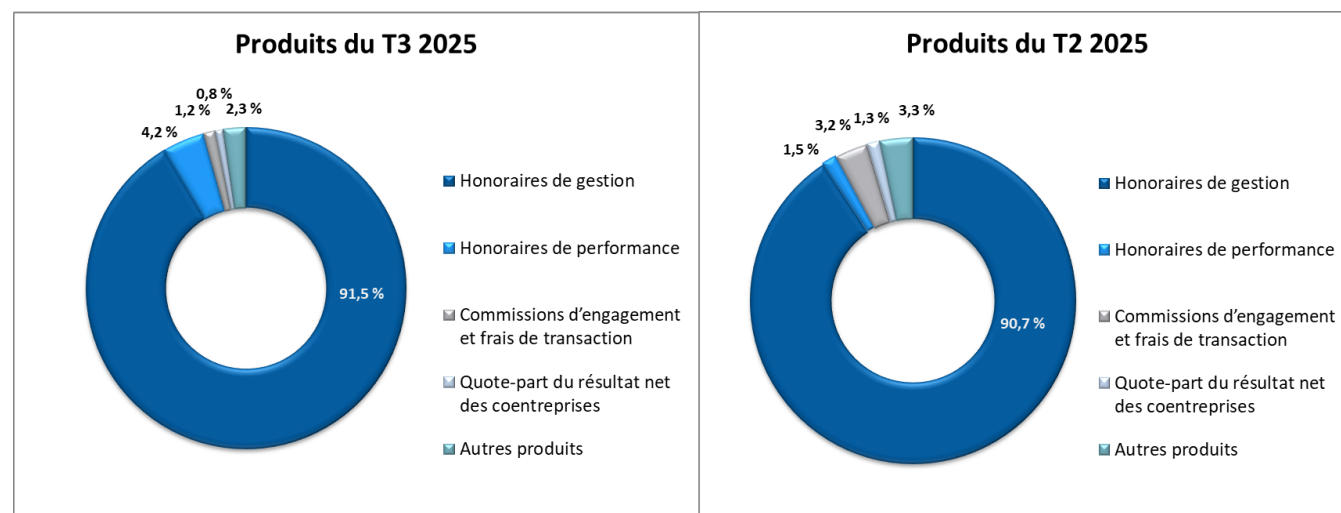
Quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées

La quote-part consolidée du résultat net des coentreprises et entreprises associées s'est établie à 1,4 million de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, contre 2,0 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2025, en baisse de 0,6 million de dollars, ou 30,0 %. La Société détient des participations dans un certain nombre de coentreprises et d'entreprises associées négligeables individuellement dans la plateforme de placement sur les marchés privés qui sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. La quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées peut sensiblement varier d'un trimestre à l'autre en raison de la nature à long terme des projets de coentreprises sous-jacents au sein de Fiera Real Estate UK.

Autres produits

Les autres produits consolidés pour le trimestre clos le 30 septembre 2025 se sont établis à 3,9 millions de dollars, comparativement à 5,3 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2025, en baisse de 1,4 million de dollars, ou 26,4 %. Cette baisse est principalement attribuable au versement anticipé d'honoraires reçu pour les Marchés privés au cours du trimestre précédent.

Les graphiques qui suivent illustrent la ventilation des produits de la Société pour les trimestres clos le 30 septembre 2025 et le 30 juin 2025, respectivement.



Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les produits consolidés se sont chiffrés à 167,1 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, contre 171,7 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, en baisse de 4,6 millions de dollars, ou 2,7 %.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, les produits tirés des stratégies sur les marchés publics se sont chiffrés à 104,5 millions de dollars, comparativement à 111,4 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2024, en baisse de 6,9 millions de dollars, ou 6,2 %. Pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, les produits tirés des stratégies sur les marchés privés se sont chiffrés à 62,4 millions de dollars, comparativement à 60,0 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2024, en hausse de 2,4 millions de dollars, ou 4,0 %.

Honoraires de gestion

Les honoraires de gestion consolidés se sont chiffrés à 152,8 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, contre 154,4 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2024, en baisse de 1,6 million de dollars, ou 1,0 %.

Les honoraires de gestion liés aux stratégies sur les marchés publics pour le trimestre clos le 30 septembre 2025 se sont chiffrés à 102,7 millions de dollars, par rapport à 106,9 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2024, soit une baisse de 4,2 millions de dollars, ou 3,9 %. La baisse des honoraires de gestion est principalement attribuable à une diminution de 5,6 millions de dollars au sein du réseau de distribution Intermédiaires financiers, en raison principalement de la baisse des produits liés à des clients au Canada, ce qui s'explique par les mandats de PineStone fondés sur des actions qui ont été perdus, dont le mandat auprès de Canoe Financial LP perdu au premier trimestre. La diminution attribuable aux sorties liées aux mandats de PineStone fondés sur des actions a été partiellement contrebalancée par l'incidence favorable du marché. La diminution au sein du réseau Intermédiaires financiers a été en partie contrebalancée par une augmentation de 1,6 million de dollars au sein du réseau de distribution Marchés institutionnels, principalement attribuable aux honoraires de gestion additionnels reçus de clients en Asie et à l'incidence favorable du marché, facteurs partiellement contrebalancés par les sorties nettes liées aux mandats de PineStone fondés sur des actions et des titres à revenu fixe au Canada et aux États-Unis.

Les honoraires de gestion liés aux stratégies sur les marchés privés se sont chiffrés à 50,1 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, comparativement à 47,5 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2024, en hausse de 2,6 millions de dollars, ou 5,5 %. Cette hausse provient principalement de clients de la région EMOA en raison de l'acquisition d'une participation donnant le contrôle dans une plateforme de placement immobilier au premier trimestre de 2025 et de l'augmentation des actifs sous gestion déployés. De plus, les produits provenant de clients au Canada et aux États-Unis ont augmenté, principalement en raison de mandats axés sur l'agriculture grâce à la hausse des actifs sous gestion déployés.

Honoraires de performance

Les honoraires de performance consolidés se sont établis à 7,0 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, comparativement à des honoraires de performance de 5,9 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2024, en hausse de 1,1 million de dollars. Une augmentation de 1,8 million de dollars liée aux Marchés privés a été contrebalancée en partie par une diminution de 0,7 million de dollars liée aux Marchés publics. La hausse des honoraires de performance sur les marchés privés découle principalement de la hausse des honoraires de performance courus au titre du Fonds d'Agriculture Mondial Ouvert Fiera Comox pour le trimestre considéré. La diminution des honoraires de performance sur les marchés publics découle de l'augmentation des honoraires de performance matérialisés au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent relativement à des stratégies de placement pour des clients du réseau de distribution Intermédiaires financiers dans la région EMOA et relativement à des stratégies de placement pour des clients du réseau de distribution Marchés institutionnels au Canada.

Commissions d'engagement et frais de transaction

Les commissions d'engagement et frais de transaction consolidés se sont établis à 2,0 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, contre 3,6 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2024, en baisse de 1,6 million de dollars, ou 44,4 %. La baisse est imputable à la diminution des frais de transaction gagnés à l'égard des clients au Canada et dans la région EMOA au cours du trimestre considéré.

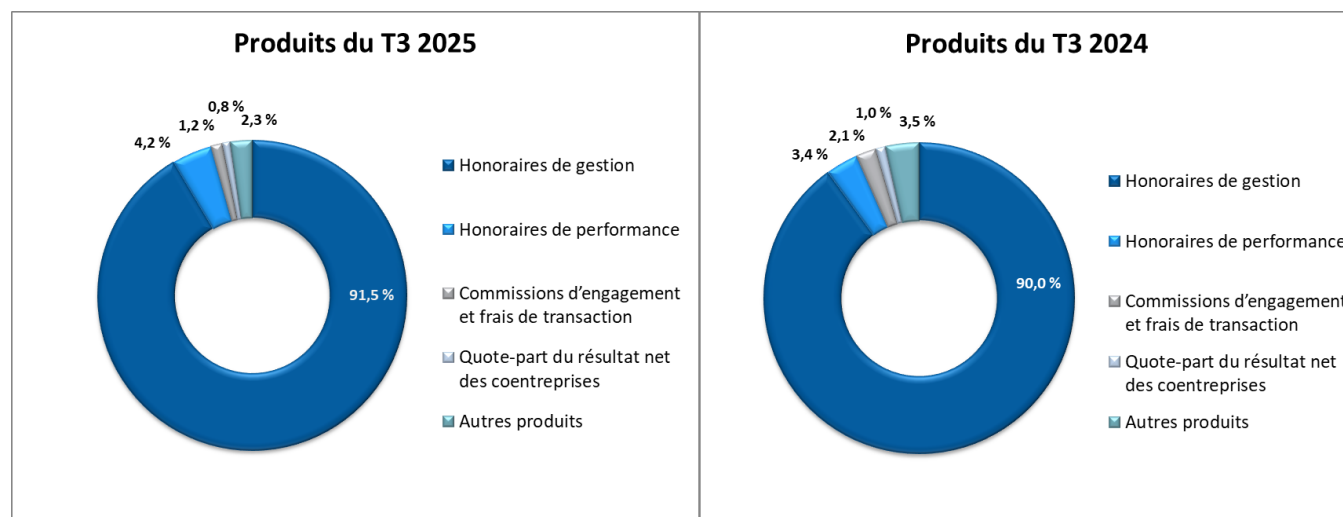
Quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées

La quote-part consolidée du résultat net des coentreprises et entreprises associées s'est établie à 1,4 million de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, contre 1,7 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une baisse de 0,3 million de dollars, ou 17,6 %. La Société détient des participations dans un certain nombre de coentreprises et d'entreprises associées négligeables individuellement dans la plateforme de placement sur les marchés privés qui sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. La quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées peut sensiblement varier d'un trimestre à l'autre en raison de la nature à long terme des projets de coentreprises sous-jacents au sein de Fiera Real Estate UK.

Autres produits

Les autres produits consolidés pour le trimestre clos le 30 septembre 2025 se sont établis à 3,9 millions de dollars, comparativement à 6,2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, en baisse de 2,3 millions de dollars, ou 37,1 %. Cette baisse est principalement attribuable au règlement d'une certaine réclamation au cours de l'exercice précédent.

Les graphiques qui suivent illustrent la ventilation des produits de la Société pour les trimestres clos le 30 septembre 2025 et le 30 septembre 2024, respectivement.



Tableaux 16 – Produits depuis le début de l'exercice par plateforme de placement, réseau de distribution et région (en milliers de dollars)

		POUR LA PERIODE DE NEUF MOIS CLOSE LE								
		30 septembre 2025								
		MARCHÉS PUBLICS				MARCHÉS PRIVÉS				
		Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PUBLICS	Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PRIVÉS	TOTAL
Honoraires de gestion	Canada	99 495	36 812	36 160	172 467	62 635	13 309	38 970	114 914	287 381
	États-Unis	36 618	50 189	5 844	92 651	8 853	17	11	8 881	101 532
	EMOA	9 347	20 125	—	29 472	20 803	2 419	—	23 222	52 694
	Asie	6 817	4 856	—	11 673	1 920	—	2	1 922	13 595
	Total	152 277	111 982	42 004	306 263	94 211	15 745	38 983	148 939	455 202
Honoraires de performance	Canada	16	—	—	16	3 598	1 184	2 831	7 613	7 629
	États-Unis	—	—	—	—	871	4	7	882	882
	EMOA	—	170	—	170	635	273	1	909	1 079
	Asie	—	—	—	—	7	—	87	94	94
	Total	16	170	—	186	5 111	1 461	2 926	9 498	9 684
Commissions d'engagement et frais de transaction	Canada	—	—	—	—	3 430	379	954	4 763	4 763
	États-Unis	—	—	—	—	102	—	1	103	103
	EMOA	—	—	—	—	1 201	3 617	—	4 818	4 818
	Asie	—	—	—	—	19	—	15	34	34
	Total	—	—	—	—	4 752	3 996	970	9 718	9 718
Quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées ¹⁾	Canada				—				—	—
	États-Unis				—				—	—
	EMOA				—				6 017	6 017
	Asie				—				—	—
	Total				—				6 017	6 017
Autres produits ²⁾	Total				4 698				7 012	12 314
Total des produits		152 293	112 152	42 004	311 147	104 074	21 202	42 879	181 184	492 935

¹⁾ La quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées n'est pas ventilée par réseau de distribution.

²⁾ Les autres produits comprennent des produits de 604 \$ liés au siège social qui ne sont pas ventilés par plateforme de placement. Les autres produits ne sont pas ventilés par réseau de distribution ou région.

Résultats d'exploitation et performance globale – Actifs sous gestion et produits

		POUR LA PERIODE DE NEUF MOIS CLOSE LE								
		30 septembre 2024								
		MARCHÉS PUBLICS				MARCHÉS PRIVÉS				
		Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PUBLICS	Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PRIVÉS	TOTAL
Honoraires de gestion	Canada	96 101	54 945	35 464	186 510	59 372	12 327	40 426	112 125	298 635
	États-Unis	41 269	47 348	6 006	94 623	7 532	—	74	7 606	102 229
	EMOA	9 057	19 782	—	28 839	15 566	1 553	—	17 119	45 958
	Asie	600	5 843	—	6 443	1 984	—	12	1 996	8 439
	Total	147 027	127 918	41 470	316 415	84 454	13 880	40 512	138 846	455 261
Honoraires de performance	Canada	340	—	—	340	4 247	720	1 275	6 242	6 582
	États-Unis	—	—	—	—	1 071	—	18	1 089	1 089
	EMOA	—	2 099	—	2 099	965	249	1	1 215	3 314
	Asie	—	—	—	—	157	—	44	201	201
	Total	340	2 099	—	2 439	6 440	969	1 338	8 747	11 186
Commissions d'engagement et frais de transaction	Canada	—	—	—	—	4 704	300	808	5 812	5 812
	États-Unis	—	—	—	—	108	—	4	112	112
	EMOA	—	—	—	—	3 216	3	—	3 219	3 219
	Asie	—	—	—	—	60	—	21	81	81
	Total	—	—	—	—	8 088	303	833	9 224	9 224
Quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées ¹⁾	Canada				—				—	—
	États-Unis				—				—	—
	EMOA				—				10 667	10 667
	Asie				—				—	—
	Total				—				10 667	10 667
Autres produits ²⁾	Total				11 064				5 772	18 274
Total des produits		147 367	130 017	41 470	329 918	98 982	15 152	42 683	173 256	504 612

¹⁾ La quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées n'est pas ventilée par réseau de distribution.

²⁾ Les autres produits comprennent des produits de 1 438 \$ liés au siège social qui ne sont pas ventilés par plateforme de placement. Les autres produits ne sont pas ventilés par réseau de distribution ou région.

Tableau 17 – Total des produits par région : variation depuis le début de l'exercice (en milliers de dollars)

	POUR LES PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOSÉS	
	30 septembre 2025	30 septembre 2024
Canada	310 036	320 571
États-Unis	102 555	103 655
EMOA	66 150	65 140
Asie	14 194	15 246
	492 935	504 612

Comparaison du cumul annuel au 30 septembre 2025 et du cumul annuel au 30 septembre 2024

Les produits consolidés pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2025 se sont chiffrés à 492,9 millions de dollars, comparativement à 504,6 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une baisse de 11,7 millions de dollars, ou 2,3 %.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2025, les produits tirés des stratégies sur les marchés publics se sont établis à 311,1 millions de dollars, contre 329,9 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, en baisse de 18,8 millions de dollars, ou 5,7 %. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2025, les produits tirés des stratégies sur les marchés privés se sont établis à 181,2 millions de dollars, contre 173,3 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, en hausse de 7,9 millions de dollars, ou 4,6 %.

Honoraires de gestion

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2025, les honoraires de gestion consolidés se sont établis à 455,2 millions de dollars, une valeur comparable aux honoraires de gestion de 455,3 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Les honoraires de gestion liés aux stratégies sur les marchés publics se sont chiffrés à 306,3 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2025, contre 316,4 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2024, en baisse de 10,1 millions de dollars, ou 3,2 %. La baisse est principalement attribuable à une diminution de 15,9 millions de dollars au sein du réseau de distribution Intermédiaires financiers, en raison principalement de la baisse des produits liés à des clients au Canada, ce qui s'explique par les mandats de PineStone fondés sur des actions qui ont été perdus, dont le mandat auprès de Canoe Financial LP perdu au trimestre précédent et un mandat auprès d'un important client des Intermédiaires financiers perdu au cours de l'exercice précédent. La diminution attribuable aux sorties liées aux mandats de PineStone fondés sur des actions a été partiellement contrebalancée par l'incidence favorable du marché. La diminution a été en partie contrebalancée par une augmentation de 5,3 millions de dollars au sein du réseau de distribution Marchés institutionnels, principalement attribuable aux honoraires de gestion additionnels reçus de clients en Asie et à l'augmentation des honoraires de gestion reçus de clients au Canada en raison de l'incidence favorable du marché, facteurs partiellement contrebalancés par la baisse des produits liés à des clients aux États-Unis, principalement en raison des mandats de PineStone fondés sur des actions qui ont été perdus au cours de l'exercice précédent.

Les honoraires de gestion liés aux stratégies sur les marchés privés se sont chiffrés à 148,9 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2025, contre 138,8 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2024, en hausse de 10,1 millions de dollars, ou 7,3 %. Cette hausse provient principalement de clients de la région EMOA en raison de l'acquisition d'une participation donnant le contrôle dans une plateforme de placement immobilier au trimestre précédent, de l'augmentation des actifs sous gestion déployés et d'une incidence favorable de la conversion des monnaies étrangères. De plus, les produits provenant de clients au Canada et aux États-Unis ont augmenté, en raison surtout de mandats axés sur l'agriculture grâce à la hausse des actifs sous gestion déployés.

Honoraires de performance

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2025, les honoraires de performance consolidés se sont établis à 9,7 millions de dollars, comparativement à 11,2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, en baisse de 1,5 million de dollars, ou 13,4 %. Cette baisse découle de la diminution des honoraires de performance liés aux marchés publics de 2,2 millions de dollars, partiellement contrebalancée par l'augmentation des honoraires de performance liés aux marchés privés de 0,8 million de dollars. La diminution des honoraires de performance sur les marchés publics découle principalement de la diminution des honoraires de performance matérialisés relativement à des stratégies de placement pour des clients du réseau de distribution Intermédiaires financiers dans la région EMOA. L'augmentation des honoraires de performance sur les marchés privés découle principalement de la hausse des honoraires de performance courus au titre de divers fonds pour le trimestre considéré.

Commissions d'engagement et frais de transaction

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2025, les commissions d'engagement et frais de transaction consolidés se sont chiffrés à 9,7 millions de dollars, comparativement à 9,2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, en hausse de 0,5 million de dollars, ou 5,4 %. La hausse est principalement attribuable à l'augmentation des frais de transaction provenant des clients dans la région EMOA, partiellement contrebalancée par la diminution des commissions d'engagement et frais de transaction provenant des clients au Canada.

Quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées

La quote-part consolidée du résultat net des coentreprises et entreprises associées s'est établie à 6,0 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2025, contre 10,7 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une baisse de 4,7 millions de dollars, ou 43,9 %. La Société détient des participations dans un certain nombre de coentreprises et d'entreprises associées négligeables individuellement dans la plateforme de placement sur les marchés privés, lesquelles sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. La quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées peut sensiblement varier d'un trimestre à l'autre en raison de la nature à long terme des projets de coentreprises sous-jacents au sein de Fiera Real Estate UK.

Autres produits

Les autres produits consolidés pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2025 se sont chiffrés à 12,3 millions de dollars, comparativement à 18,3 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une baisse de 6,0 millions de dollars, ou 32,8 %. Cette baisse est principalement attribuable au règlement d'une certaine réclamation au cours de l'exercice précédent et à la baisse des produits d'intérêts, facteurs contrebalancés en partie par un versement anticipé d'honoraires reçu pour les Marchés privés au cours de l'exercice considéré.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET PERFORMANCE GLOBALE – CHARGES

Frais de vente et charges générales et administratives

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les frais de vente et charges générales et administratives se sont établis à 122,5 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, comparativement à 122,3 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2025, soit une valeur essentiellement stable par rapport au trimestre précédent malgré une augmentation de 0,2 million de dollars, ou 0,2 %. L'augmentation est principalement attribuable à la hausse des honoraires de sous-conseiller, de la charge de rémunération variable découlant principalement du calendrier et de la charge de rémunération fondée sur des actions, partiellement contrebalancée par la baisse des frais de déplacement et de marketing ainsi que de la rémunération fixe.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les frais de vente et charges générales et administratives se sont établis à 122,5 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, contre 123,4 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une diminution de 0,9 million de dollars, ou 0,7 %. La diminution est principalement attribuable à la baisse des honoraires de sous-conseiller, de la rémunération fixe et des frais de déplacement, partiellement contrebalancée par la hausse de la charge de rémunération variable, principalement attribuable au calendrier, et de la charge de rémunération fondée sur des actions ainsi que des coûts liés aux fournisseurs et aux données.

Comparaison du cumul annuel au 30 septembre 2025 et du cumul annuel au 30 septembre 2024

Les frais de vente et charges générales et administratives se sont établis à 366,9 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2025, contre 374,2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une diminution de 7,3 millions de dollars, ou 2,0 %. La diminution est principalement attribuable à la baisse des honoraires de sous-conseiller, partiellement contrebalancée par la hausse de la charge de rémunération fondée sur des actions ainsi que des coûts liés aux fournisseurs et aux données.

Amortissements

Tableau 18 – Charge d'amortissement : variation d'un trimestre à l'autre (en milliers de dollars)

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			VARIATION	
	30 septembre 2025	30 juin 2025	30 septembre 2024	D'un trimestre à l'autre	D'un exercice à l'autre
Amortissement des immobilisations incorporelles	8 825	8 714	8 187	111	638
Amortissement des immobilisations corporelles	931	935	961	(4)	(30)
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	2 551	2 566	2 588	(15)	(37)
Total de la charge d'amortissement	12 307	12 215	11 736	92	571

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

La charge d'amortissement pour le trimestre clos le 30 décembre 2025 s'est établie à 12,3 millions de dollars, comparativement à 12,2 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2025, soit une valeur essentiellement stable par rapport au trimestre précédent malgré une augmentation de 0,1 million de dollars, ou 0,8 %.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

La charge d'amortissement s'est établie à 12,3 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, contre 11,7 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une augmentation de 0,6 million de dollars, ou 5,1 %. L'augmentation est principalement attribuable à la hausse de l'amortissement des immobilisations incorporelles liée aux nouveaux contrats de gestion d'actifs et aux relations clients découlant de l'acquisition d'une participation donnant le contrôle dans une plateforme de placement immobilier, ainsi qu'à la hausse de l'amortissement d'autres immobilisations incorporelles liées aux logiciels développés à l'interne inscrits à l'actif.

Comparaison du cumul annuel au 30 septembre 2025 et du cumul annuel au 30 septembre 2024

Tableau 19 – Charge d'amortissement : variation depuis le début de l'exercice (en milliers de dollars)

	POUR LES PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOS LES		VARIATION
	30 septembre 2025	30 septembre 2024	D'un exercice à l'autre
Amortissement des immobilisations incorporelles	26 199	25 074	1 125
Amortissement des immobilisations corporelles	2 804	3 104	(300)
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	7 789	9 003	(1 214)
Total de la charge d'amortissement	36 792	37 181	(389)

La charge d'amortissement s'est établie à 36,8 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2025, contre 37,2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une diminution de 0,4 million de dollars, ou 1,1 %. La diminution est principalement attribuable à la baisse de l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation découlant de l'arrivée à échéance de certains contrats de location au cours de l'exercice considéré. Cette diminution a été en partie contrebalancée par la hausse de l'amortissement des immobilisations incorporelles liée aux nouveaux contrats de gestion d'actifs et aux relations clients découlant de l'acquisition d'une participation donnant le contrôle dans une plateforme de placement immobilier au cours de l'exercice considéré.

Intérêts sur la dette à long terme et les débetures

Tableau 20 – Intérêts sur la dette à long terme et les débetures : variation d'un trimestre à l'autre (en milliers de dollars)

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			VARIATION	
	30 septembre 2025	30 juin 2025	30 septembre 2024	D'un trimestre à l'autre	D'un exercice à l'autre
Intérêts sur la dette à long terme	8 743	9 493	10 021	(750)	(1 278)
Intérêts sur les swaps de taux d'intérêt et les swaps de devises croisées	(1 067)	(1 133)	(1 393)	66	326
Intérêts sur les débetures	4 843	3 697	3 105	1 146	1 738
Total des intérêts sur la dette à long terme et les débetures	12 519	12 057	11 733	462	786

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les intérêts sur la dette à long terme et les débentures se sont chiffrés à 12,5 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, comparativement à 12,1 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2025, soit une augmentation de 0,4 million de dollars, ou 3,3 %. L'augmentation est principalement attribuable à la hausse des intérêts sur les débentures découlant de l'émission des débentures hybrides à 7,75 % au cours du trimestre précédent, partiellement contrebalancée par la baisse des intérêts sur la dette à long terme, principalement en raison de la diminution de l'encours moyen de la dette.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les intérêts sur la dette à long terme et les débentures se sont établis à 12,5 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, comparativement à 11,7 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une augmentation de 0,8 million de dollars, ou 6,8 %. L'augmentation est principalement attribuable à la hausse des intérêts sur les débentures découlant de l'émission des débentures hybrides à 7,75 % au cours du trimestre précédent. Cette hausse a été partiellement contrebalancée par la baisse des intérêts sur la dette à long terme, principalement en raison de la baisse des taux d'intérêt et de la diminution de l'encours moyen de la dette.

Comparaison du cumul annuel au 30 septembre 2025 et du cumul annuel au 30 septembre 2024

Tableau 21 – Intérêts sur la dette à long terme et les débentures : variation depuis le début de l'exercice (en milliers de dollars)

	POUR LES PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOSÉS LES		VARIATION
	30 septembre 2025	30 septembre 2024	D'un exercice à l'autre
Intérêts sur la dette à long terme	27 197	30 521	(3 324)
Intérêts sur les swaps de taux d'intérêt et les swaps de devises croisées	(2 888)	(4 007)	1 119
Intérêts sur les débentures	11 656	9 353	2 303
Total des intérêts sur la dette à long terme et les débentures	35 965	35 867	98

Les intérêts sur la dette à long terme et les débentures se sont chiffrés à 36,0 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2025, comparativement à 35,9 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une augmentation de 0,1 million de dollars, ou 0,3 %. L'augmentation tient principalement à la hausse des intérêts sur les débentures découlant de l'émission des débentures hybrides à 7,75 % au cours de l'exercice considéré et à la hausse de la charge d'intérêts liée aux swaps de taux d'intérêt et aux swaps de devises. Ces hausses ont été en grande partie contrebalancées par la baisse des intérêts sur la dette à long terme, principalement en raison de la baisse des taux d'intérêt et de la diminution de l'encours moyen de la dette.

Intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières

Tableau 22 – Intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières : variation d'un trimestre à l'autre (en milliers de dollars)

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			VARIATION	
	30 septembre 2025	30 juin 2025	30 septembre 2024	D'un trimestre à l'autre	D'un exercice à l'autre
Intérêts sur les obligations locatives	526	558	646	(32)	(120)
Conversion des monnaies étrangères et variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés	1 346	(2 278)	(364)	3 624	1 710
Autres intérêts et charges financières	(63)	980	107	(1 043)	(170)
Total des intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières	1 809	(740)	389	2 549	1 420

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières se sont traduits par une charge de 1,8 million de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, contre un produit de 0,7 million de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2025, soit une hausse des charges de 2,5 millions de dollars. Cette hausse découle principalement de la réévaluation défavorable d'éléments monétaires libellés en monnaies étrangères au sein du bilan pour le trimestre considéré, principalement en raison de la vigueur du dollar américain au cours du trimestre considéré. Cette hausse a été partiellement contrebalancée par un ajustement de réévaluation de 1,0 million de dollars comptabilisé au trimestre précédent au titre des débentures hybrides à 8,25 %.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières se sont traduits par une charge de 1,8 million de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, contre une charge de 0,4 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une hausse des charges de 1,4 million de dollars. Cette hausse découle principalement de la réévaluation défavorable d'éléments monétaires libellés en monnaies étrangères au sein du bilan, principalement en raison de la vigueur du dollar américain au cours du trimestre considéré.

Comparaison du cumul annuel au 30 septembre 2025 et du cumul annuel au 30 septembre 2024

Tableau 23 – Intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières : variation depuis le début de l'exercice (en milliers de dollars)

	POUR LES PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOSES LES		VARIATION
	30 septembre 2025	30 septembre 2024	D'un exercice à l'autre
Intérêts sur les obligations locatives	1 677	1 963	(286)
Conversion des monnaies étrangères et variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés	(1 347)	3 002	(4 349)
Autres intérêts et charges financières	1 172	433	739
Total des intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières	1 502	5 398	(3 896)

Les intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières se sont traduits par une charge de 1,5 million de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2025, contre une charge de 5,4 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une baisse des charges de 3,9 millions de dollars, ou 72,2 %. Cette baisse découle principalement de la réévaluation favorable d'éléments monétaires libellés en monnaies étrangères au sein du bilan, essentiellement en raison des profits latents sur la dette libellée en dollars américains et des transactions intersociétés libellées en monnaie étrangère, ainsi que de la diminution de la variation de la juste valeur des produits dérivés de change, en raison des profits enregistrés au cours de l'exercice considéré, par rapport aux pertes enregistrées à l'exercice précédent. La baisse a été partiellement contrebalancée par un ajustement de réévaluation de 1,0 million de dollars comptabilisé au titre des débentures hybrides à 8,25 % au cours de l'exercice considéré.

Coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts se sont chiffrés à 3,4 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, contre 10,1 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2025, en baisse de 6,7 millions de dollars, ou 66,3 %. La baisse est principalement attribuable à l'augmentation des coûts de restructuration liés aux indemnités de départ pour le trimestre précédent, en raison des changements au sein de la direction et de l'organisation.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts se sont établis à 3,4 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, contre 1,4 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, en hausse de 2,0 millions de dollars. La hausse est principalement attribuable à l'augmentation des coûts de restructuration liés aux indemnités de départ pour le trimestre considéré.

Comparaison du cumul annuel au 30 septembre 2025 et du cumul annuel au 30 septembre 2024

Les coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts se sont établis à 16,3 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2025, contre 11,1 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une hausse de 5,2 millions de dollars, ou 46,8 %. La hausse est principalement attribuable à l'augmentation des coûts de restructuration liés aux indemnités de départ pour l'exercice considéré, en raison des changements au sein de la direction et de l'organisation, lesquels se sont traduits par des indemnités de départ additionnelles de 7,1 millions de dollars.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET PERFORMANCE GLOBALE – RÉSULTAT NET

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, la Société a présenté un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société correspondant à un bénéfice de 5,8 millions de dollars, soit 0,05 \$ par action (de base et dilué), contre un résultat net correspondant à un bénéfice de 3,8 millions de dollars, soit 0,03 \$ par action (de base et dilué), pour le trimestre clos le 30 juin 2025, soit une augmentation de 2,0 millions de dollars, ou 52,6 %, du résultat net attribuable aux actionnaires de la Société. L'augmentation du résultat net est attribuable aux facteurs suivants :

- une diminution de 6,7 millions de dollars des coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts, laquelle est principalement imputable à la hausse des coûts de restructuration liés aux indemnités de départ au cours du trimestre précédent à la suite de changements au sein de la direction et de l'organisation;
- une augmentation de 4,1 millions de dollars des produits, principalement attribuable à la hausse des honoraires de gestion sur les marchés publics et à la hausse des honoraires de performance sur les marchés privés, partiellement contrebalancées par la baisse des commissions d'engagement et frais de transaction et des autres produits.

Ces facteurs ayant contribué à l'augmentation du résultat net ont été partiellement contrebalancés par :

- une augmentation de 3,6 millions de dollars de la charge d'impôt sur le résultat, principalement en raison de la hausse du bénéfice imposable;
- une augmentation de 2,5 millions de dollars des intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières, principalement en raison de l'incidence défavorable de la réévaluation d'éléments monétaires libellés en monnaies étrangères au sein du bilan au cours du trimestre considéré, contrebalancée en partie par un ajustement de réévaluation de 1,0 million de dollars comptabilisé à l'égard des débentures hybrides à 8,25 % au cours du trimestre précédent.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, la Société a présenté un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société correspondant à un bénéfice de 5,8 millions de dollars, soit 0,05 \$ par action (de base et dilué), contre un résultat net correspondant à un bénéfice de 12,6 millions de dollars, soit 0,12 \$ par action (de base) et 0,11 \$ par action (dilué), pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une diminution de 6,8 millions de dollars, ou 54,0 %, du résultat net attribuable aux actionnaires de la Société. La diminution du résultat net est attribuable aux facteurs suivants :

- une diminution de 4,6 millions de dollars des produits, en raison principalement de la baisse des honoraires de gestion sur les marchés publics et de la baisse des autres produits, ce qui a été contrebalancé en partie par la hausse des honoraires de gestion sur les marchés privés;
- une augmentation de 2,0 millions de dollars des coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts, laquelle est principalement imputable à la hausse des coûts de restructuration liés aux indemnités de départ au cours du trimestre considéré.

Comparaison du cumul annuel au 30 septembre 2025 et du cumul annuel au 30 septembre 2024

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2025, la Société a présenté un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société correspondant à un bénéfice de 31,4 millions de dollars, soit 0,29 \$ par action (de base) et 0,27 \$ par action (dilué), contre un résultat net correspondant à un bénéfice de 25,2 millions de dollars, soit 0,24 \$ par action (de base) et 0,23 \$ par action (dilué), pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une augmentation de 6,2 millions de dollars, ou 24,6 %, du résultat net attribuable aux actionnaires de la Société. L'augmentation du résultat net est attribuable aux facteurs suivants :

- une réévaluation de 12,7 millions de dollars d'un placement lié à une acquisition, dans le cadre de l'acquisition d'une participation donnant le contrôle dans une plateforme de placement immobilier au cours de l'exercice considéré;
- une diminution de 7,3 millions de dollars des frais de vente et charges générales et administratives, résultant principalement de la baisse des honoraires de sous-conseiller, partiellement contrebalancée par la hausse de la rémunération fondée sur des actions et des coûts liés aux fournisseurs et aux données;
- une diminution de 3,9 millions de dollars des intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières, principalement en raison de l'incidence favorable de la réévaluation d'éléments monétaires libellés en monnaies étrangères au sein du bilan, contrebalancée en partie par un ajustement de réévaluation de 1,0 million de dollars comptabilisé à l'égard des débentures hybrides à 8,25 % au cours de l'exercice considéré.

Ces facteurs ayant contribué à l'augmentation du résultat net ont été partiellement contrebalancés par :

- une diminution de 11,7 millions de dollars des produits, principalement attribuable à la baisse des honoraires de gestion sur les marchés publics, à la baisse des honoraires de performance sur les marchés publics, à la baisse de la quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées, ainsi qu'à la baisse des autres produits, ce qui a été contrebalancé en partie par la hausse des honoraires de gestion sur les marchés privés;
- une augmentation de 5,2 millions de dollars des coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts, laquelle est principalement imputable à la hausse des coûts de restructuration liés aux indemnités de départ au cours de l'exercice considéré à la suite de changements au sein de la direction et de l'organisation.

MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

Nous avons inclus des mesures qui ne sont pas conformes aux IFRS afin de fournir aux investisseurs un complément d'information sur nos résultats d'exploitation et notre performance financière. Nous estimons que ces mesures non conformes aux IFRS sont particulièrement éclairantes à cet égard, du fait qu'elles ne tiennent pas compte d'éléments qui ont une faible incidence sur ces résultats et cette performance et qu'elles font dès lors ressortir les tendances de fond qui marquent nos activités de base que les seuls indicateurs conformes aux IFRS ne permettraient pas nécessairement de mettre en évidence. Nous croyons également que les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et les autres parties intéressées ont aussi fréquemment recours à des mesures non conformes aux IFRS pour évaluer les sociétés émettrices, dont bon nombre utilisent des mesures non conformes aux IFRS aux fins de la présentation de leurs résultats. La direction fait par ailleurs appel à des mesures non conformes aux IFRS pour faciliter la comparaison des résultats d'exploitation et de la performance financière d'une période à l'autre, pour établir les budgets annuels et pour évaluer sa capacité à assurer le service de la dette, à financer les dépenses d'investissement et à satisfaire aux besoins en fonds de roulement.

Les mesures non conformes aux IFRS ne sont pas des mesures définies par les IFRS. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS et elles pourraient ne pas être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Par exemple, certaines ou la totalité d'entre elles ne tiennent pas compte a) de nos dépenses en trésorerie ou de nos besoins futurs au titre des dépenses d'investissement ou des engagements contractuels, b) des variations de nos besoins en fonds de roulement ou de nos besoins de liquidités à cet égard, c) de la charge d'intérêts ou des besoins de liquidités liés aux paiements d'intérêts et du principal sur notre dette, et d) des versements d'impôt, qui viennent réduire notre trésorerie disponible. Ces mesures non conformes aux IFRS comportent des limitations importantes en tant qu'outils d'analyse, les lecteurs ne doivent pas les considérer isolément ni les substituer à l'analyse de nos résultats présentés selon les IFRS. En raison de ces limitations, nous nous appuyons principalement sur nos résultats présentés selon les IFRS et nous n'utilisons les mesures non conformes aux IFRS qu'à des fins complémentaires.

Nous définissons le **BAIIA** comme étant le résultat net avant intérêts, impôts sur le résultat et amortissements (le « BAIIA »). Le **BAIIA ajusté** correspond au BAIIA, ajusté pour tenir compte des coûts de restructuration, des frais liés aux acquisitions et autres coûts, de la désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat et autres, de la perte (du profit) sur les placements, de la réévaluation d'un placement lié à une acquisition, des autres charges (produits) et des charges de rémunération fondée sur des actions.

Le **BAIIA ajusté par action (de base)** est calculé comme le BAIIA ajusté divisé par le nombre moyen pondéré d'actions de base en circulation au cours de la période. Le **BAIIA ajusté par action (dilué)** est calculé comme le BAIIA ajusté divisé par le nombre moyen pondéré d'actions dilués en circulation au cours de la période. Le BAIIA ajusté par action de base et le BAIIA ajusté par action dilué sont calculés au moyen du même nombre moyen pondéré d'actions en circulation que, respectivement, le résultat net par action de base et dilué calculés conformément aux IFRS, que le résultat net corresponde à un bénéfice ou à une perte.

Nous estimons que le BAIIA, le BAIIA ajusté et le BAIIA ajusté par action (de base et dilué) sont des mesures utiles en ce qu'elles permettent d'évaluer la performance de nos activités de base et les tendances du secteur d'une période à l'autre sans les variations causées par l'incidence des éléments décrits ci-dessus, que nous ne considérons pas comme représentatifs de la performance de nos activités de base courante. La direction utilise également ces mesures clés de la performance pour établir les budgets et les prévisions internes, pour évaluer les programmes de rémunération de la direction, pour lesquels ces mesures constituent des facteurs importants, pour évaluer les acquisitions éventuelles et pour comparer les résultats des activités de base de la période considérée avec ceux des périodes historiques correspondantes et avec la performance des activités de base d'autres sociétés de notre secteur. La Société considère que ses activités de base sont la gestion d'actifs, les conseils en placement et les services connexes. Les coûts liés aux initiatives stratégiques comme la

restructuration et les acquisitions et les autres charges (produits) ne sont pas considérés comme des coûts de base. La charge d'amortissement et les variations de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat connexes sont, de par leur nature, sans effet sur la trésorerie. La charge de rémunération fondée sur des actions est également exclue, puisqu'elle entraîne une volatilité découlant de l'évaluation du cours de l'action de la Société, qu'elle n'est pas directement liée à la performance des activités de base, qu'elle peut être réglée en actions et qu'elle est par conséquent sans effet sur la trésorerie dans certains cas. La Société exclut ces éléments parce qu'ils peuvent toucher la comparabilité de ses résultats financiers entre les périodes et qu'ils pourraient éventuellement déformer l'analyse des tendances de la performance de ses activités de base. L'exclusion de ces éléments ne signifie pas nécessairement qu'ils ne sont pas récurrents.

Nous définissons la **marge du BAIIA ajusté** comme étant le ratio du BAIIA ajusté aux produits. Il s'agit là d'une importante mesure de la performance d'exploitation globale, car elle est indicatrice de la rentabilité de la Société du point de vue de l'exploitation.

Le **résultat net ajusté** est le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société ajusté afin de tenir compte de la charge d'amortissement, de la rémunération fondée sur des actions, ainsi que des coûts de restructuration, des frais liés aux acquisitions et autres coûts après impôt, de la désactualisation après impôt et la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat et autres, de la désactualisation de l'intérêt effectif sur les débetures après impôt, de la réévaluation après impôt d'un placement lié à une acquisition, ainsi que des autres charges (produits) après impôt.

Le **résultat net ajusté par action (de base)** est calculé comme le résultat net ajusté divisé par le nombre moyen pondéré d'actions de base en circulation au cours de la période. Le **résultat net ajusté par action (dilué)** est calculé comme le résultat net ajusté divisé par le nombre moyen pondéré d'actions dilué en circulation au cours de la période. Le résultat net ajusté par action de base et le résultat net ajusté par action dilué sont calculés au moyen du même nombre moyen pondéré d'actions en circulation que, respectivement, le résultat net par action de base et dilué calculés conformément aux IFRS, que le résultat net corresponde à un bénéfice ou à une perte.

Nous estimons que le résultat net ajusté et le résultat net ajusté par action (de base et dilué) sont des mesures utiles en ce qu'elles permettent d'évaluer la performance globale de la Société d'une période à l'autre sans la variation causée par l'incidence des éléments décrits ci-dessus. La Société exclut ces éléments parce qu'ils peuvent toucher la comparabilité de ses résultats financiers d'une période à l'autre et qu'ils pourraient éventuellement déformer l'analyse des tendances de la performance de ses activités. L'exclusion de ces éléments ne signifie pas nécessairement qu'ils ne sont pas récurrents.

Les **flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois** correspondent aux 12 derniers mois de trésorerie disponible aux fins de distribution aux actionnaires ou de réinvestissement. Nous définissons les flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois comme étant les entrées ou sorties de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation ajustées pour comprendre : la trésorerie versée aux fins du règlement d'obligations au titre du prix d'achat; le produit tiré du billet à ordre; les distributions reçues des coentreprises et entreprises associées (déduction faite des investissements); les dividendes et autres distributions versés aux détenteurs de la participation ne donnant pas le contrôle; les paiements de location; et l'intérêt versé sur la dette à long terme et les débetures. Les flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois excluent les frais liés aux acquisitions et autres coûts et les autres coûts de restructuration. Les flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois sont présentés pour les 12 derniers mois consécutifs, étant donné qu'une mesure calculée en fonction des 12 derniers mois réduit l'incidence de la fluctuation du fonds de roulement en raison du moment où le calcul est effectué au cours de l'exercice. Les **flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois par action** sont calculés comme les flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois divisés par le nombre moyen pondéré d'actions de base en circulation au cours de la période.

Nous estimons que les flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois et les flux de trésorerie disponibles par action des 12 derniers mois sont des mesures utiles, car elles offrent des renseignements additionnels sur la trésorerie disponible que la Société pourrait affecter au remboursement du capital aux actionnaires, au déploiement du capital à des fins de réinvestissement dans l'entreprise ou à une réduction de l'endettement.

La **dette nette** correspond à la valeur comptable de la dette à long terme et des débentures, majorée de la juste valeur des swaps de devises croisées, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, telle qu'elle est présentée dans l'état de la situation financière des états financiers consolidés.

Nous définissons le **ratio de la dette nette** comme étant le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté des 12 derniers mois.

La dette nette et le ratio de la dette nette sont couramment utilisés pour évaluer le levier financier. Nous sommes d'avis qu'il s'agit de mesures utiles, car elles permettent de mieux comprendre la capacité de la Société à respecter ses obligations financières courantes.

Les tableaux 29, 30, 31 et 32 présentent un rapprochement des mesures non conformes aux IFRS et des mesures du résultat conformes aux IFRS les plus comparables.

BAIIA ajusté

Le tableau suivant présente respectivement le BAIIA, le BAIIA ajusté, la marge du BAIIA ajusté et le BAIIA ajusté par action de la Société.

Tableau 24 – BAIIA ajusté (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOS LES	
	30 septembre 2025	30 juin 2025	30 septembre 2024	30 septembre 2025	30 septembre 2024
Résultat net	9 965	5 960	16 060	39 827	32 404
Charge d'impôt sur le résultat	5 395	1 799	6 444	10 873	9 975
Amortissements	12 307	12 215	11 736	36 792	37 181
Intérêts sur la dette à long terme et les débetures	12 519	12 057	11 733	35 965	35 867
Intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières	1 809	(740)	389	1 502	5 398
BAIIA	41 995	31 291	46 362	124 959	120 825
Coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts	3 405	10 112	1 422	16 335	11 055
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat et autres	(377)	(7)	(238)	(1 316)	(2 037)
Rémunération fondée sur des actions	5 746	5 022	3 357	13 367	11 943
Profit sur les placements, montant net	(203)	(190)	(448)	(935)	(657)
Réévaluation d'un placement lié à une acquisition	—	—	—	(12 730)	—
Autres charges (produits)	(241)	(536)	1 230	(260)	1 235
BAIIA ajusté	50 325	45 692	51 685	139 420	142 364
Marge du BAIIA ajusté	30,1 %	28,0 %	30,1 %	28,3 %	28,2 %
Par action (de base)	0,47	0,42	0,48	1,30	1,33
Par action (dilué)	0,45	0,41	0,42	1,09	1,31
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – de base (en milliers)	106 742	108 068	107 583	107 596	106 875
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – dilué (en milliers)	110 709	111 709	122 513	127 707	109 052

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, le BAIIA ajusté s'est établi à 50,3 millions de dollars, soit 0,47 \$ par action (de base) et 0,45 \$ par action (dilué), contre 45,7 millions de dollars, soit 0,42 \$ par action (de base) et 0,41 \$ par action (dilué), pour le trimestre clos le 30 juin 2025, ce qui représente une augmentation de 4,6 millions de dollars, ou 10,1 %. L'augmentation du BAIIA ajusté est principalement attribuable à une hausse de 4,1 millions de dollars des produits découlant principalement de l'augmentation des honoraires de gestion sur les marchés publics et des honoraires de performance sur les marchés privés, partiellement contrebalancée par la baisse des commissions d'engagement et frais de transaction ainsi que des autres produits. De plus, les frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la charge de rémunération fondée sur des actions, ont diminué de 0,5 million de dollars, ce qui s'explique principalement par la baisse de la rémunération fixe et des frais de déplacement, partiellement contrebalancée par la hausse de la rémunération variable découlant principalement du calendrier.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, le BAIIA ajusté s'est établi à 50,3 millions de dollars, soit 0,47 \$ par action (de base) et 0,45 \$ par action (dilué), contre 51,7 millions de dollars, soit 0,48 \$ par action (de base) et 0,42 \$ par action (dilué), pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une diminution de 1,4 million de dollars, ou 2,7 %. La diminution du BAIIA ajusté s'explique par la baisse des produits de 4,6 millions de dollars, en raison principalement de la baisse des honoraires de gestion sur les marchés publics et des autres produits, ce qui a été contrebalancé en partie par la hausse des honoraires de gestion sur les marchés privés. Ces diminutions du BAIIA ajusté ont été contrebalancées en partie par la baisse de 3,2 millions de dollars des frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la rémunération fondée sur des actions, laquelle découle principalement de la baisse des honoraires de sous-conseiller, de la rémunération fixe et des frais de déplacement, elle-même contrebalancée en partie par la hausse de la rémunération variable, principalement attribuable au calendrier, et des coûts liés aux fournisseurs et aux données.

Comparaison du cumul annuel au 30 septembre 2025 et du cumul annuel au 30 septembre 2024

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2025, le BAIIA ajusté s'est établi à 139,4 millions de dollars, soit 1,30 \$ par action (de base) et 1,09 \$ par action (dilué), contre 142,4 millions de dollars, soit 1,33 \$ par action (de base) et 1,31 \$ par action (dilué), pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une diminution de 3,0 millions de dollars, ou 2,1 %. La diminution tient à la baisse des produits de 11,7 millions de dollars, en raison principalement de la baisse des honoraires de gestion sur les marchés publics, de la quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées et des autres produits, ce qui a été contrebalancé en partie par la hausse des honoraires de gestion sur les marchés privés. Ces diminutions du BAIIA ajusté ont été contrebalancées en partie par la baisse de 8,8 millions de dollars des frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la rémunération fondée sur des actions, qui découle essentiellement de la baisse des honoraires de sous-conseiller, contrebalancée en partie par la hausse des coûts liés aux fournisseurs et aux données.

Résultat net ajusté

Le tableau suivant présente respectivement le résultat net et le résultat net ajusté de la Société.

Tableau 25 – Résultat net et résultat net ajusté (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOS LES	
	30 septembre 2025	30 juin 2025	30 septembre 2024	30 septembre 2025	30 septembre 2024
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	5 834	3 757	12 639	31 380	25 179
Amortissements	12 307	12 215	11 736	36 792	37 181
Coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts	3 405	10 112	1 422	16 335	11 055
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat et autres, et intérêt effectif sur les débentures	30	320	(20)	(353)	(1 345)
Rémunération fondée sur des actions	5 746	5 022	3 357	13 367	11 943
Réévaluation d'un placement lié à une acquisition	—	—	—	(12 730)	—
Autres charges (produits)	(241)	(536)	1 230	(260)	1 235
Incidence fiscale des éléments ci-dessus	(2 047)	(3 692)	(1 455)	(6 873)	(5 378)
Résultat net ajusté	25 034	27 198	28 909	77 658	79 870
Par action (de base)					
Résultat net	0,05	0,03	0,12	0,29	0,24
Résultat net ajusté	0,23	0,25	0,27	0,72	0,75
Par action (dilué)					
Résultat net	0,05	0,03	0,11	0,27	0,23
Résultat net ajusté	0,23	0,24	0,25	0,63	0,73
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – de base (en milliers)	106 742	108 068	107 583	107 596	106 875
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – dilué (en milliers)	110 709	111 709	122 513	127 707	109 052

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Le résultat net ajusté s'est établi à 25,0 millions de dollars, soit 0,23 \$ par action (de base et dilué), pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, comparativement à 27,2 millions de dollars, soit 0,25 \$ par action (de base) et 0,24 \$ par action (dilué), pour le trimestre clos le 30 juin 2025, ce qui représente une diminution de 2,2 millions de dollars, ou 8,1 %. La diminution est principalement attribuable à la hausse de 2,5 millions de dollars des intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges et à la hausse de la charge d'impôt sur le résultat net ajusté de 1,9 million de dollars, facteurs contrebalancés en partie par la hausse des produits de 4,1 millions de dollars.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Le résultat net ajusté s'est établi à 25,0 millions de dollars, soit 0,23 \$ par action (de base et dilué), pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, comparativement à 28,9 millions de dollars, soit 0,27 \$ par action (de base) et 0,25 \$ par action (dilué), pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une diminution de 3,9 millions de dollars, ou 13,5 %. La diminution est principalement attribuable à la baisse des produits de 4,6 millions de dollars, à la hausse de 1,4 million de dollars des intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières, ainsi qu'à la hausse de 0,6 million de dollars des intérêts sur la dette à long terme et les débentures, compte non tenu de l'intérêt effectif sur les débentures. Ces diminutions ont été contrebalancées en partie par la baisse de 3,2 millions de dollars des frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la rémunération fondée sur des actions.

Comparaison du cumul annuel au 30 septembre 2025 et du cumul annuel au 30 septembre 2024

Le résultat net ajusté s'est établi à 77,7 millions de dollars, soit 0,72 \$ par action (de base) et 0,63 \$ par action (dilué), pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2025, comparativement à un résultat net ajusté de 79,9 millions de dollars, soit 0,75 \$ par action (de base) et 0,73 \$ par action (dilué), pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une diminution de 2,2 millions de dollars, ou 2,8 %. La diminution est principalement attribuable à la baisse des produits de 11,7 millions de dollars et à la hausse de la charge d'impôt sur le résultat net ajusté de 2,4 millions de dollars. Ces diminutions ont été partiellement contrebalancées par la baisse de 8,8 millions de dollars des frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la rémunération fondée sur des actions, et par la hausse de 3,9 millions de dollars des intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Risque de liquidité

La Société cherche à disposer de liquidités suffisantes pour régler ses passifs à mesure qu'ils viennent à échéance. Elle surveille le solde de sa trésorerie et de ses équivalents de trésorerie ainsi que ses flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation afin de pouvoir s'acquitter de ses obligations.

La Société génère suffisamment de trésorerie à partir de ses activités d'exploitation et, grâce à sa dette à long terme, dispose de financement suffisant pour lui permettre de financer ses activités et d'honorer ses obligations à leur échéance.

Flux de trésorerie

En plus des frais de vente et charges générales et administratives, la Société affecte sa trésorerie notamment aux versements de dividendes, aux rachats d'actions, au service de la dette, aux dépenses d'investissement et aux acquisitions d'entreprises.

Situation de trésorerie et sources de financement

Tableau 26 – Sommaire des tableaux consolidés résumés intermédiaires des flux de trésorerie (en milliers de dollars)

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		VARIATION	POUR LES PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOS LES		VARIATION
	30 septembre 2025	30 septembre 2024		30 septembre 2025	30 septembre 2024	
Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation avant l'incidence du fonds de roulement	45 533	48 589	(3 056)	116 838	120 448	(3 610)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation	17 462	6 187	11 275	(29 890)	(38 395)	8 505
Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation	62 995	54 776	8 219	86 948	82 053	4 895
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités d'investissement	(176)	1 259	(1 435)	(4 349)	10 084	(14 433)
Sorties de trésorerie liées aux activités de financement	(54 236)	(57 046)	2 810	(86 662)	(129 336)	42 674
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	8 583	(1 011)	9 594	(4 063)	(37 199)	33 136
Incidence des fluctuations des cours du change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères	337	587	(250)	551	1 498	(947)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	22 924	30 328	(7 404)	35 356	65 605	(30 249)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	31 844	29 904	1 940	31 844	29 904	1 940
Flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois ¹	87 059	95 215	(8 156)	87 059	95 215	(8 156)

¹⁾ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » qui commence à la page 54 et aux tableaux de rapprochement connexes aux pages 70 à 73.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation

Les entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation se sont chiffrées à 63,0 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, comparativement à 54,8 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une augmentation de 8,2 millions de dollars, ou 15,0 %. L'augmentation est attribuable aux variations du fonds de roulement de 11,3 millions de dollars, principalement en raison de la hausse des recouvrements des débiteurs et du calendrier des créditeurs. Cette augmentation a été partiellement contrebalancée par la baisse des entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation avant l'incidence du fonds de roulement, principalement attribuable à la baisse des produits.

Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités d'investissement

Les sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement se sont élevées à 0,2 million de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, contre des entrées de trésorerie liées aux activités d'investissement de 1,3 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une diminution de 1,5 million de dollars. Cette diminution est principalement attribuable à la hausse de 2,1 millions de dollars des participations dans des coentreprises et des entreprises associées.

Sorties de trésorerie liées aux activités de financement

Les sorties de trésorerie liées aux activités de financement se sont élevées à 54,2 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, comparativement à des sorties de trésorerie liées aux activités de financement de 57,0 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une diminution de 2,8 millions de dollars, ou 4,9 %. La diminution est principalement attribuable à la baisse de 13,8 millions de dollars des prélèvements sur la facilité de crédit, partiellement contrebalancée par la baisse des dividendes versés de 11,5 millions de dollars.

Flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, les flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois se sont chiffrés à 87,1 millions de dollars, contre 95,2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une diminution de 8,1 millions de dollars, ou 8,5 %. La diminution est essentiellement attribuable à la baisse des entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation avant l'incidence du fonds de roulement de 26,4 millions de dollars, laquelle découle en grande partie de la baisse des honoraires de performance des 12 derniers mois, et à la baisse des distributions reçues des coentreprises, déduction faite des investissements de 9,5 millions de dollars. Ces baisses ont été contrebalancées en partie par la variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement de 25,7 millions de dollars liée au calendrier des débiteurs et des créditeurs et par la baisse des paiements de loyers de 1,7 million de dollars.

Comparaison du cumul annuel au 30 septembre 2025 et du cumul annuel au 30 septembre 2024

Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation

Les entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation se sont chiffrées à 86,9 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2025, comparativement à 82,1 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une augmentation de 4,8 millions de dollars, ou 5,8 %. Cette augmentation est principalement attribuable aux variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement de 8,5 millions de dollars, découlant essentiellement de la baisse des honoraires de sous-conseiller versés, de la baisse des versements d'impôt et du calendrier de recouvrement, facteurs contrebalancés en partie par la baisse des honoraires de performance reçus. De plus, les entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation avant l'incidence du fonds de roulement ont diminué de 3,6 millions de dollars, principalement en raison de la baisse des produits.

Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités d'investissement

Les sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement se sont élevées à 4,3 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2025, comparativement à des entrées de trésorerie de 10,1 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une augmentation des sorties de trésorerie de 14,4 millions de dollars. Cette augmentation des sorties de trésorerie est principalement attribuable à la baisse de 7,8 millions de dollars des distributions reçues des coentreprises et entreprises associées et à la trésorerie de 7,7 millions de dollars affectée à l'acquisition d'une participation donnant le contrôle dans une plateforme de placement immobilier, en partie contrebalancées par le règlement des obligations au titre du prix d'achat de 1,5 million de dollars au cours de l'exercice précédent.

Sorties de trésorerie liées aux activités de financement

Les sorties de trésorerie liées aux activités de financement se sont élevées à 86,7 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2025, comparativement à des sorties de trésorerie de 129,3 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une diminution de 42,6 millions de dollars, ou 32,9 %. La diminution est principalement attribuable à l'émission de débentures hybrides s'élevant à 76,3 millions de dollars au cours de l'exercice considéré, à la baisse des dividendes versés de 22,8 millions de dollars et à la baisse des impôts payés et du rachat d'actions ordinaires liés aux attributions fondées sur des actions de 6,6 millions de dollars. Ces baisses ont été partiellement contrebalancées par la baisse de 59,2 millions de dollars des prélèvements sur la facilité de crédit et la hausse de 4,8 millions de dollars des sorties de trésorerie liées au rachat et à l'annulation d'actions dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société au cours de l'exercice considéré.

Composantes du total de la dette

Facilité de crédit

Le 20 avril 2022, la Société a conclu la septième entente de crédit modifiée et mise à jour (l'« entente de crédit ») qui comprend une facilité renouvelable non garantie de premier rang de 700,0 millions de dollars (la « facilité ») pouvant être utilisée au gré de la Société pour des retraits en dollars canadiens ou en dollars américains.

En décembre 2024, la date d'échéance de la facilité a été reportée du 20 avril 2026 au 20 décembre 2028. Chaque année, il est possible de demander une prorogation de un an de la facilité, mais celle-ci ne peut être prorogée au-delà de quatre ans après la date d'entrée en vigueur de la prorogation. La Société peut demander une augmentation de la limite maximale disponible aux termes de la facilité pouvant aller jusqu'à 200,0 millions de dollars, sous réserve de l'acceptation des prêteurs.

La facilité porte intérêt à taux variable en fonction de la monnaie dans laquelle la somme est prélevée. Les taux d'intérêt sont fondés sur le taux préférentiel canadien, sur le taux composé quotidien ajusté ou taux CORRA à terme, sur le taux de base des États-Unis ou sur le SOFR à terme ajusté qui, dans tous les cas, est majoré d'un écart établi en fonction du ratio trimestriel de la dette à long terme sur le BAIIA défini dans l'entente de crédit.

Au 30 septembre 2025, le montant total prélevé sur la facilité se chiffrait à 470,7 millions de dollars (31 décembre 2024 – 536,3 millions de dollars) et avait été prélevé entièrement en dollars américains, soit 338,3 millions de dollars américains (31 décembre 2024 – 372,9 millions de dollars américains).

Selon les modalités de l'entente de crédit, la Société doit respecter certaines clauses restrictives, y compris le maintien de ratios financiers minimaux. Au 30 septembre 2025 et au 31 décembre 2024, la Société se conformait à l'ensemble des clauses restrictives aux termes de l'entente de crédit.

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2025, la Société a remboursé 30,5 millions de dollars et 53,5 millions de dollars (remboursé 9,2 millions de dollars et prélevé 19,9 millions de dollars au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2024) sur sa dette à long terme.

Débenture hybride à 6,0 % échéant le 30 juin 2027

Le 23 juin 2022, la Société a conclu un placement privé visant une débenture hybride subordonnée non garantie de premier rang échéant le 30 juin 2027, pour un montant en capital de 100,0 millions de dollars (la « débenture hybride à 6,0 % »), émise au pair en faveur du Fonds de solidarité FTQ. La débenture hybride à 6,0 % porte intérêt à un taux de 6,0 % par année, et les intérêts sont payables semestriellement, à terme échu, les 30 juin et 31 décembre de chaque année, à compter du 31 décembre 2022.

Débetures hybrides à 8,25 % échéant le 31 décembre 2026

Le 29 juin 2023, la Société a émis des débetures hybrides subordonnées non garanties de premier rang échéant le 31 décembre 2026 (les « débetures hybrides à 8,25 % ») pour un montant en capital de 65,0 millions de dollars au pair. Les débetures hybrides à 8,25 % portent intérêt à un taux de 8,25 % par année, et les intérêts sont payables semestriellement, à terme échu, les 30 juin et 31 décembre de chaque année, le premier versement d'intérêt étant à payer le 31 décembre 2023.

Le 28 juillet 2023, la Société a émis des débetures hybrides subordonnées non garanties de premier rang additionnelles pour un montant en capital de 2,25 millions de dollars à la suite de l'exercice de l'option de surallocation.

Le 14 mai 2025, la Société a annoncé son intention de racheter les débetures hybrides à 8,25 % à la première date de remboursement, soit le 31 décembre 2025. Par conséquent, un ajustement de réévaluation de 1,0 million de dollars a été comptabilisé au titre des intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières dans les états consolidés résumés intermédiaires du résultat net pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2025.

Déventures hybrides à 7,75 % échéant le 30 juin 2030

Le 3 juin 2025, la Société a émis des déventures hybrides subordonnées non garanties de premier rang échéant le 30 juin 2030 (les « déventures hybrides à 7,75 % ») pour un montant en capital de 70,0 millions de dollars au pair. Les déventures hybrides à 7,75 % portent intérêt à un taux de 7,75 % par année, et les intérêts sont payables semestriellement, à terme échu, les 30 juin et 31 décembre de chaque année, le premier versement d'intérêt étant à payer le 31 décembre 2025.

Le 6 juin 2025, la Société a émis des déventures hybrides subordonnées non garanties de premier rang additionnelles pour un montant en capital de 10,0 millions de dollars à la suite de l'exercice de l'option de surallocation.

Obligations locatives

Les contrats de location de la Société concernent surtout des bureaux. Les contrats de location sont généralement conclus pour des périodes fixes; cependant, ils peuvent comporter des options de prolongation. Les modalités des contrats de location sont négociées individuellement et sont très variées. Les contrats de location n'imposent aucune clause restrictive, mais les actifs au titre de droits d'utilisation ne peuvent servir de garanties aux fins d'emprunt. La diminution du total des obligations locatives est principalement attribuable aux paiements de loyers, déduction faite des intérêts.

Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés de la Société sont composés de swaps de devises croisées, de swaps de devises et de swaps de taux d'intérêt ainsi que de contrats de change à terme, qui sont présentés à la juste valeur.

En février et en mars 2023, la Société a conclu des swaps de taux d'intérêt afin de gérer son exposition aux fluctuations des taux d'intérêt de référence sur les emprunts à taux variable prélevés sur la facilité. Pour gérer ce risque, les swaps de taux d'intérêt consistent à échanger le taux composé quotidien ajusté CORRA contre un taux fixe appliqué au notionnel de chaque contrat. Les swaps de taux d'intérêt sont désignés comme couvertures de flux de trésorerie et répondent aux exigences de la comptabilité de couverture. Par conséquent, la partie efficace des variations de la juste valeur de ces contrats est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, et le montant du cumul est porté dans une réserve de couverture. Se reporter aux états financiers consolidés résumés intermédiaires audités pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2025 et 2024 pour en savoir davantage sur les couvertures de flux de trésorerie.

Capital social

Tableau 27 – Le tableau qui suit présente le détail des actions ordinaires émises, entièrement réglées et en circulation (en milliers de dollars, sauf les montants par action)

	Actions de catégorie A		Actions de catégorie B			Total
	Nombre	\$	Nombre	\$	Nombre	\$
Au 31 décembre 2024	88 399 954	814 180	19 412 401	30 891	107 812 355	845 071
Émission d'actions						
Unités d'actions liées au rendement, unités d'actions assujetties à des restrictions et unités assorties de droits à la plus-value réglées	296 316	2 046	—	—	296 316	2 046
Actions ordinaires émises en vertu du régime de réinvestissement des dividendes	116 182	677	—	—	116 182	677
Rachat et annulation d'actions	(1 602 016)	(14 736)	—	—	(1 602 016)	(14 736)
Au 30 septembre 2025	87 210 436	802 167	19 412 401	30 891	106 622 837	833 058
Au 31 décembre 2023	85 694 246	798 469	19 412 401	30 891	105 106 647	829 360
Émission d'actions						
Actions émises en guise de règlement des obligations au titre du prix d'achat	1 378 829	9 958	—	—	1 378 829	9 958
Unités d'actions liées au rendement, unités d'actions assujetties à des restrictions et unités assorties de droits à la plus-value réglées	1 655 392	9 783	—	—	1 655 392	9 783
Rachat et annulation d'actions	(729 130)	(6 764)	—	—	(729 130)	(6 764)
Au 30 septembre 2024	87 999 337	811 446	19 412 401	30 891	107 411 738	842 337

Rachat et annulation d'actions

Le 8 août 2025, la Bourse de Toronto a approuvé le renouvellement de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société visant le rachat à des fins d'annulation d'un nombre maximal de 4 000 000 d'actions de catégorie A, soit environ 4,6 % de ses actions de catégorie A émises et en circulation au 4 août 2025, sur une période de 12 mois débutant le 16 août 2025 et se terminant au plus tard le 15 août 2026 (l'« offre publique de rachat renouvelée »). La précédente offre publique de rachat a débuté le 16 août 2024 et a pris fin le 15 août 2025 (la « précédente offre publique de rachat »). En vertu de la précédente offre publique de rachat, la Société était aussi autorisée à racheter à des fins d'annulation un nombre maximal de 4 000 000 d'actions de catégorie A.

Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2025, la Société a racheté et annulé 536 048 actions de catégorie A dans le cadre de la précédente offre publique de rachat de la Société pour une contrepartie totale de 3,6 millions de dollars. Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2025, la Société a racheté et annulé 1 602 016 actions de catégorie A dans le cadre de la précédente offre publique de rachat de la Société pour une contrepartie totale de 9,8 millions de dollars.

Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2024, la Société a racheté et annulé 653 508 actions de catégorie A dans le cadre de l'offre publique de rachat alors en vigueur de la Société pour une contrepartie totale de 5,2 millions de dollars. Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2024, la Société a racheté et annulé 729 130 actions de catégorie A dans le cadre de l'offre publique de rachat alors en vigueur de la Société pour une contrepartie totale de 5,8 millions de dollars.

Gestion du capital

Le capital de la Société se compose du capital social, des résultats non distribués (du déficit), de la dette à long terme et des débentures hybrides, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. La Société gère son capital de manière à disposer de sources de financement suffisantes tout en maximisant le rendement pour ses actionnaires en optimisant l'équilibre entre la dette et les capitaux propres, et de manière à se conformer aux exigences réglementaires et à certaines clauses restrictives exigées par les prêteurs. La Société est tenue de maintenir un fonds de roulement minimal, calculé conformément au Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites, sur une base non consolidée. Au 30 septembre 2025 et au 31 décembre 2024, elle se conformait à ces exigences. La Société se conformait également aux clauses restrictives liées à l'endettement auxquelles elle était assujettie aux termes de la facilité.

Afin de maintenir ou d'ajuster sa structure du capital, la Société peut émettre des actions, racheter et annuler des actions aux termes de l'offre publique de rachat, procéder à l'émission ou au remboursement de titres de créance, ou émettre des actions pour satisfaire aux obligations de paiement au titre de la débenture hybride à 6,0 %, des débentures hybrides à 8,25 % et des débentures hybrides à 7,75 %.

Obligations contractuelles

Au 30 septembre 2025, la Société n'avait aucune obligation contractuelle significative autre que celles décrites à la rubrique « Obligations contractuelles » de son rapport de gestion annuel de 2024, à l'exception des modifications apportées aux débentures de la Société. Se reporter à la rubrique « Composantes du total de la dette » à la page 64 du présent rapport de gestion pour obtenir de plus amples renseignements.

Passifs éventuels et provisions pour réclamations

Dans le cours normal de ses activités, la Société est assujettie à des réclamations et impliquée dans des poursuites ainsi que des enquêtes d'ordre juridique, réglementaire et fiscal. De plus, au cours du trimestre clos le 30 septembre 2025, des démarches judiciaires ont été engagées dans le cadre d'un conflit d'actionnaires à l'égard de Fiera Infrastructure Inc., une filiale de la Société. Comme il existe un certain nombre d'incertitudes intrinsèques concernant ces sujets, individuellement ou collectivement, il est actuellement impossible de prévoir raisonnablement l'issue définitive ou le montant et le calendrier des paiements associés à ces sujets. Compte tenu de l'information dont elle dispose actuellement, la direction estime que la défense ou la résolution de ces sujets, pris individuellement ou collectivement, n'aura pas d'incidence défavorable significative sur la situation financière de la Société. La direction évalue régulièrement si les charges à payer ou les provisions constituées à l'égard de ces sujets sont adéquates. La Société souscrit des polices d'assurance susceptibles de fournir une protection contre ces réclamations. Au 30 septembre 2025, le total du passif relatif à ces sujets s'élevait à 9,7 millions de dollars (9,3 millions de dollars au 31 décembre 2024).

Sommaire des résultats trimestriels

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Le tableau qui suit présente, sur une base consolidée, les actifs sous gestion, le total des produits, le BAIIA ajusté, la marge du BAIIA ajusté, le résultat net et le résultat net ajusté de la Société, y compris les montants par action, pour chacun des huit derniers trimestres clos de la Société, ainsi que pour la période correspondant aux 12 derniers mois close le 30 septembre 2025.

Tableau 28 – Résultats trimestriels (en milliers de dollars, sauf les actifs sous gestion qui sont en millions de dollars et sauf les données par action)

	12 derniers mois ¹⁾	T3 30 sept. 2025	T2 30 juin 2025	T1 31 mars 2025	T4 31 déc. 2024	T3 30 sept. 2024	T2 30 juin 2024	T1 31 mars 2024	T4 31 déc. 2023
ASG ²⁾	164 032	166 949	160 474	161 594	167 111	165 471	158 862	165 165	161 693
Total des produits	676 946	167 090	162 974	162 871	184 011	171 711	164 786	168 115	210 972
BAIIA ajusté ³⁾	192 820	50 325	45 692	43 403	53 400	51 685	45 284	45 395	77 621
Marge du BAIIA ajusté ³⁾	28,5 %	30,1 %	28,0 %	26,6 %	29,0 %	30,1 %	27,5 %	27,0 %	36,8 %
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	31 188	5 834	3 757	21 789	(192)	12 639	4 895	7 645	39 418
Résultat net ajusté ³⁾	100 507	25 034	27 198	25 426	22 849	28 909	24 872	26 089	50 163
PAR ACTION – DE BASE									
BAIIA ajusté ³⁾	1,79	0,47	0,42	0,40	0,50	0,48	0,42	0,43	0,73
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	0,28	0,05	0,03	0,20	(0,00)	0,12	0,05	0,07	0,37
Résultat net ajusté ³⁾	0,93	0,23	0,25	0,24	0,21	0,27	0,23	0,25	0,47
PAR ACTION – DILUÉ									
BAIIA ajusté ³⁾	1,67	0,45	0,41	0,31	0,50	0,42	0,42	0,42	0,56
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	0,25	0,05	0,03	0,17	(0,00)	0,11	0,04	0,07	0,30
Résultat net ajusté ³⁾	0,88	0,23	0,24	0,20	0,21	0,25	0,23	0,24	0,37

¹⁾ Certains sous-totaux peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

²⁾ Les actifs sous gestion des 12 derniers mois représentent la moyenne des actifs sous gestion de clôture pour les quatre derniers trimestres.

³⁾ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » qui commence à la page 54 et aux tableaux de rapprochement connexes aux pages 70 à 73.

Sommaire des résultats trimestriels

Le tableau qui suit présente un rapprochement du BAIIA, du BAIIA ajusté, de la marge du BAIIA ajusté et du BAIIA ajusté par action avec les mesures du résultat conformes aux IFRS les plus comparables pour chacun des huit derniers trimestres de la Société.

Tableau 29 – Rapprochement du BAIIA et du BAIIA ajusté (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	T3 2025	T2 2025	T1 2025	T4 2024	T3 2024	T2 2024	T1 2024	T4 2023
Résultat net	9 965	5 960	23 902	2 858	16 060	6 578	9 766	42 864
Charge d'impôt sur le résultat	5 395	1 799	3 679	4 733	6 444	2 531	1 000	11 985
Amortissements	12 307	12 215	12 270	11 921	11 736	12 603	12 842	13 406
Intérêts sur la dette à long terme et les débetures	12 519	12 057	11 389	12 036	11 733	12 431	11 703	11 710
Intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières	1 809	(740)	433	7 596	389	2 087	2 922	(1 220)
BAIIA	41 995	31 291	51 673	39 144	46 362	36 230	38 233	78 745
Coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts	3 405	10 112	2 818	3 816	1 422	5 140	4 493	3 100
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat et autres	(377)	(7)	(932)	320	(238)	(680)	(1 119)	106
Rémunération fondée sur des actions	5 746	5 022	2 599	9 522	3 357	4 813	3 773	2 474
Perte (profit) sur les placements, montant net	(203)	(190)	(542)	(115)	(448)	(222)	13	(124)
Réévaluation d'un placement lié à une acquisition	—	—	(12 730)	—	—	—	—	—
Autres charges (produits)	(241)	(536)	517	713	1 230	3	2	(6 680)
BAIIA ajusté	50 325	45 692	43 403	53 400	51 685	45 284	45 395	77 621
Produits	167 090	162 974	162 871	184 011	171 711	164 786	168 115	210 972
Marge du BAIIA ajusté	30,1 %	28,0 %	26,6 %	29,0 %	30,1 %	27,5 %	27,0 %	36,8 %
BAIIA ajusté par action								
De base	0,47	0,42	0,40	0,50	0,48	0,42	0,43	0,73
Dilué	0,45	0,41	0,31	0,50	0,42	0,42	0,42	0,56

Sommaire des résultats trimestriels

Le tableau qui suit présente un rapprochement du résultat net ajusté et du résultat net ajusté par action avec les mesures du résultat conformes aux IFRS les plus comparables pour chacun des huit derniers trimestres de la Société.

Tableau 30 – Rapprochement du résultat net ajusté (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	T3 2025	T2 2025	T1 2025	T4 2024	T3 2024	T2 2024	T1 2024	T4 2023
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	5 834	3 757	21 789	(192)	12 639	4 895	7 645	39 418
Amortissements	12 307	12 215	12 270	11 921	11 736	12 603	12 842	13 406
Coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts	3 405	10 112	2 818	3 816	1 422	5 140	4 493	3 100
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat et autres, et intérêt effectif sur les débentures	30	320	(703)	599	(20)	(412)	(913)	364
Rémunération fondée sur des actions	5 746	5 022	2 599	9 522	3 357	4 813	3 773	2 474
Réévaluation d'un placement lié à une acquisition	—	—	(12 730)	—	—	—	—	—
Autres charges (produits)	(241)	(536)	517	713	1 230	3	2	(6 680)
Incidence fiscale des éléments ci-dessus	(2 047)	(3 692)	(1 134)	(3 530)	(1 455)	(2 170)	(1 753)	(1 919)
Résultat net ajusté	25 034	27 198	25 426	22 849	28 909	24 872	26 089	50 163
Par action (de base)								
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	0,05	0,03	0,20	(0,00)	0,12	0,05	0,07	0,37
Résultat net ajusté	0,23	0,25	0,24	0,21	0,27	0,23	0,25	0,47
Par action (dilué)								
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	0,05	0,03	0,17	(0,00)	0,11	0,04	0,07	0,30
Résultat net ajusté	0,23	0,24	0,20	0,21	0,25	0,23	0,24	0,37

Sommaire des résultats trimestriels

Le tableau qui suit présente un rapprochement des flux de trésorerie disponibles avec les mesures conformes aux IFRS les plus comparables pour chacun des huit derniers trimestres de la Société.

Tableau 31 – Rapprochement des flux de trésorerie disponibles (en milliers de dollars)

	T3 2025	T2 2025	T1 2025	T4 2024	T3 2024	T2 2024	T1 2024	T4 2023
Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation avant l'incidence du fonds de roulement	45 533	33 647	37 658	47 487	48 589	37 218	34 641	70 265
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation	17 462	8 287	(55 639)	4 464	6 187	15 807	(60 389)	(12 666)
Entrées (sorties) de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation	62 995	41 934	(17 981)	51 951	54 776	53 025	(25 748)	57 599
Règlement d'obligations au titre du prix d'achat	—	—	—	(937)	—	(1 500)	—	—
Produit tiré du billet à ordre	1 395	1 406	1 509	1 538	1 502	1 521	1 501	1 500
Distributions reçues des coentreprises et entreprises associées, déduction faite des investissements	321	4 061	531	(321)	925	8 137	3 326	1 723
Dividendes et autres distributions versés aux détenteurs de la participation ne donnant pas le contrôle	—	(1 191)	(9 110)	—	—	(6 215)	—	(3 167)
Paievements de loyers	(3 900)	(3 851)	(3 913)	(3 862)	(4 727)	(3 038)	(4 718)	(4 690)
Intérêts payés sur la dette à long terme et les débentures	(7 769)	(14 213)	(11 814)	(10 519)	(11 244)	(12 775)	(13 995)	(6 299)
Autres coûts de restructuration	928	2 329	1 873	3 333	1 015	2 685	1 569	2 075
Frais liés aux acquisitions et autres coûts	—	27	129	180	—	—	32	420
Flux de trésorerie disponibles	53 970	30 502	(38 776)	41 363	42 247	41 840	(38 033)	49 161
Flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois	87 059	75 336	86 674	87 417	95 215	121 148	71 847	89 212

Sommaire des résultats trimestriels

Le tableau qui suit présente un rapprochement de la dette nette avec les mesures conformes aux IFRS les plus comparables pour chacun des huit derniers trimestres de la Société.

Tableau 32 – Rapprochement de la dette nette et du ratio de la dette nette (en milliers de dollars)

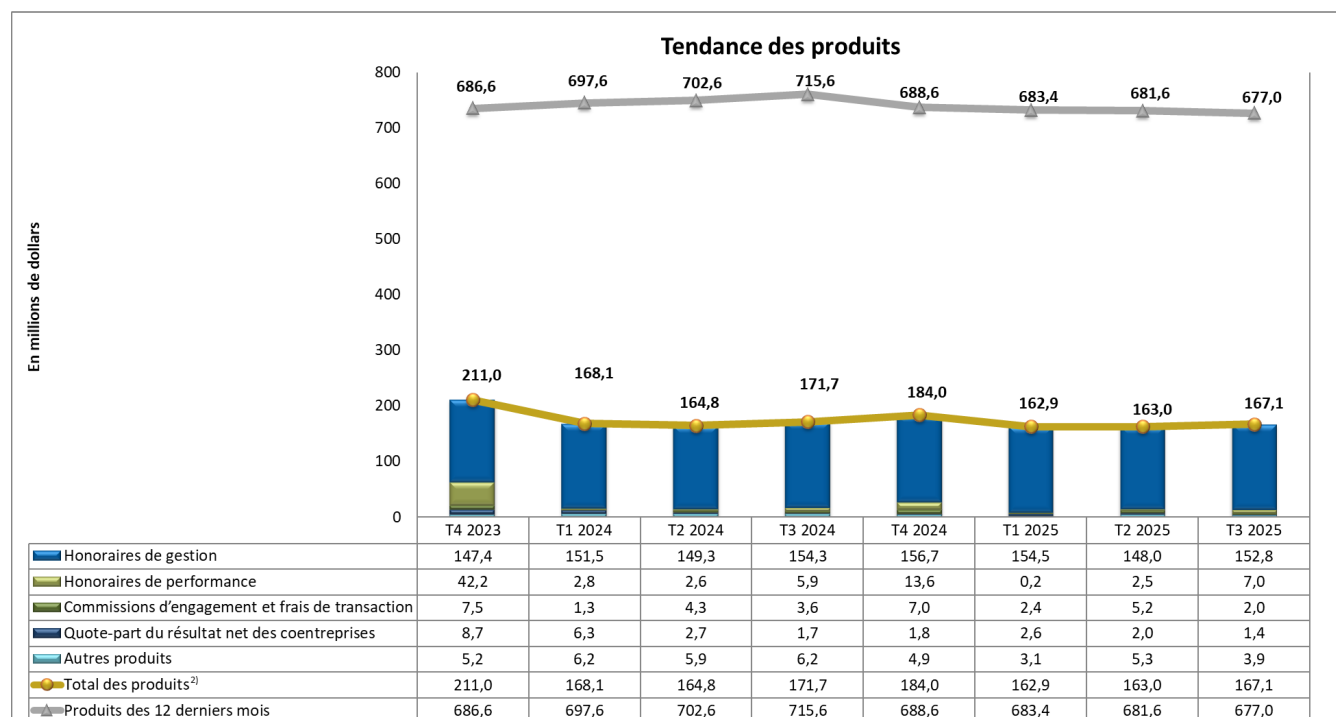
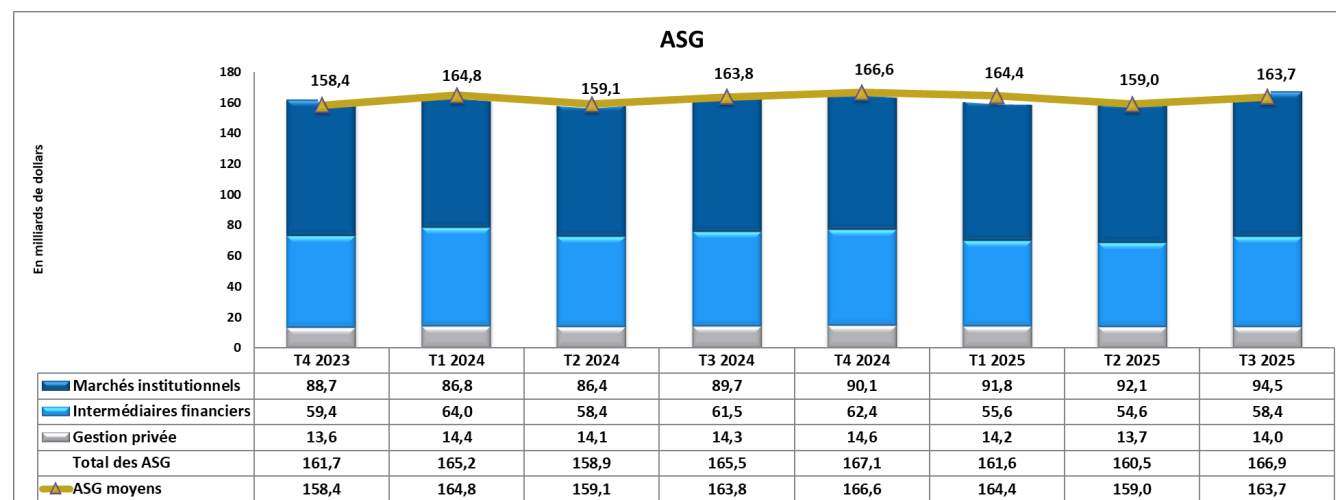
	T3 2025	T2 2025	T1 2025	T4 2024	T3 2024	T2 2024	T1 2024	T4 2023
Dette à long terme	469 204	488 667	577 158	534 447	520 607	535 596	528 789	490 922
Débentures	243 172	242 763	165 168	164 939	164 660	164 441	164 174	163 968
Juste valeur des swaps de devises croisées ¹⁾	(788)	3 622	(2 859)	(12 732)	(462)	(716)	169	14 987
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(31 844)	(22 924)	(36 526)	(35 356)	(29 904)	(30 328)	(36 634)	(65 605)
Dette nette	679 744	712 128	702 941	651 298	654 901	668 993	656 498	604 272
BALIA ajusté des 12 derniers mois	192 820	194 180	193 772	195 764	219 985	212 242	212 426	205 854
Ratio de la dette nette	3,53	3,67	3,63	3,33	2,98	3,15	3,09	2,94

¹⁾ Se reporter à la rubrique « Instruments financiers » des notes complémentaires aux états financiers consolidés.

Sommaire des résultats trimestriels

Tendances des ASG, des produits, du résultat net et des flux de trésorerie

Les diagrammes qui suivent illustrent les tendances en ce qui concerne les ASG, les produits trimestriels, les produits des 12 derniers mois, le résultat net par action des 12 derniers mois, le résultat ajusté par action des 12 derniers mois¹⁾, le BAIIA ajusté par action des 12 derniers mois¹⁾, le dividende par action des 12 derniers mois, les flux de trésorerie disponibles par action des 12 derniers mois¹⁾, le résultat net des 12 derniers mois, le BAIIA ajusté des 12 derniers mois¹⁾ ainsi que la marge du BAIIA ajusté des 12 derniers mois¹⁾. Les diagrammes illustrent aussi les tendances en ce qui concerne les flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois¹⁾ et les dividendes versés des 12 derniers mois, ainsi que le ratio de la dette nette¹⁾ et le ratio de la dette à long terme de la Société.

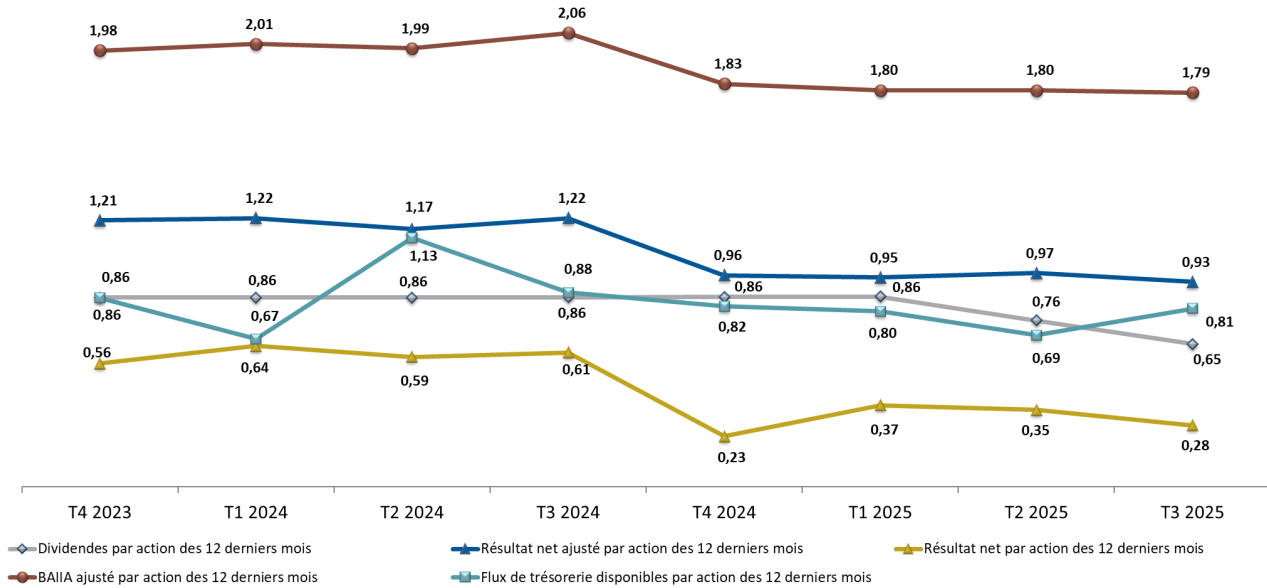


¹⁾ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » qui commence à la page 54 et aux tableaux de rapprochement connexes aux pages 70 à 73.

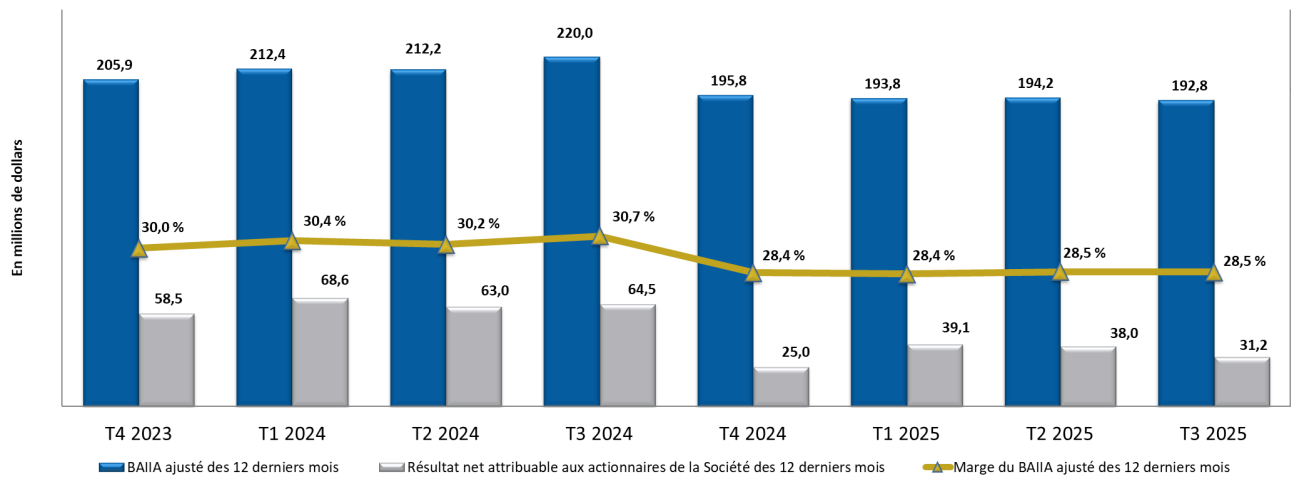
²⁾ Les totaux partiels peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Sommaire des résultats trimestriels

Résultat net des 12 derniers mois, résultat net ajusté des 12 derniers mois, BAIIA ajusté des 12 derniers mois, dividendes des 12 derniers mois et flux de trésorerie disponibles par action des 12 derniers mois¹⁾

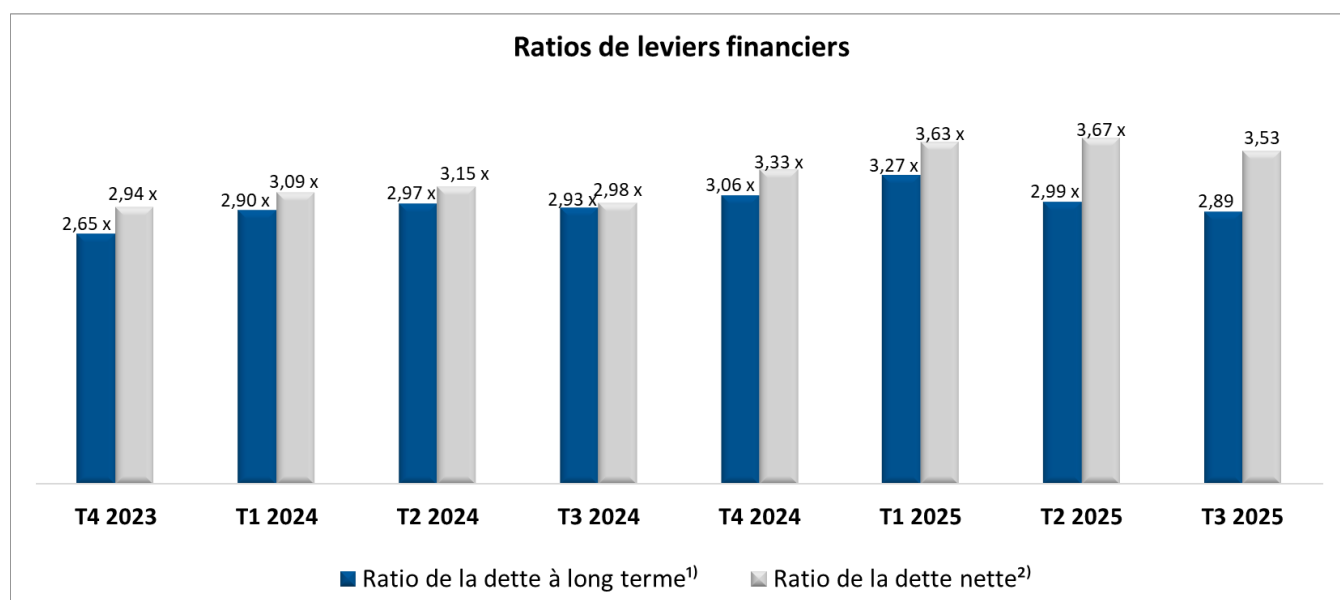
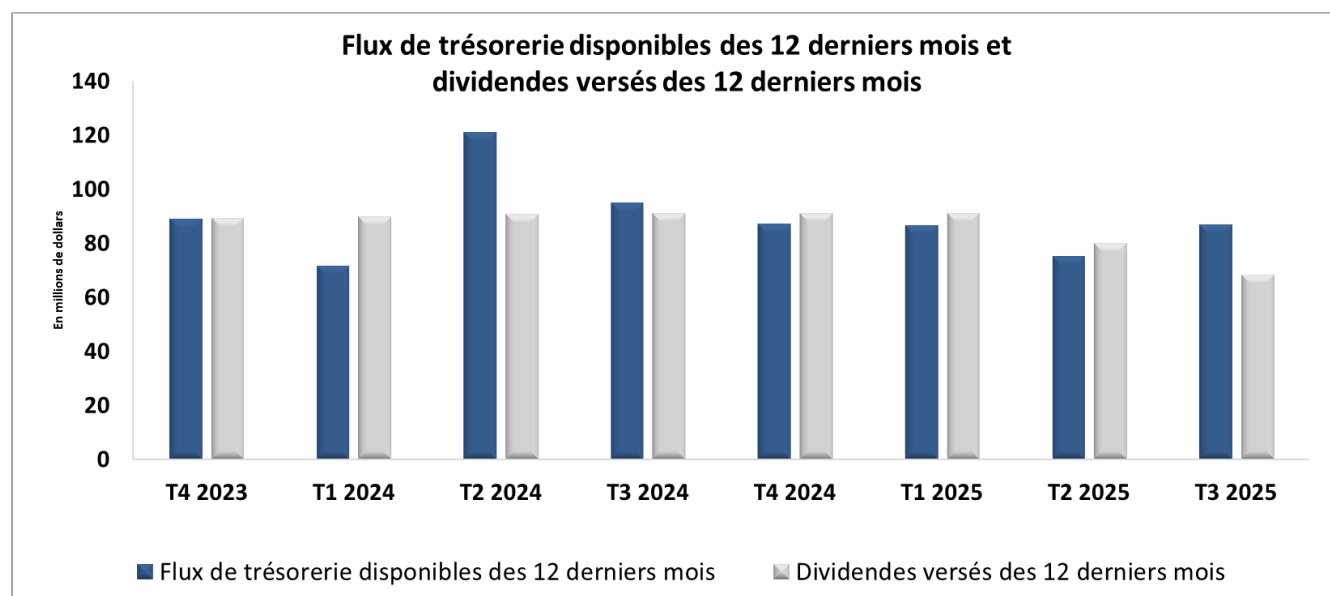


Résultat net des 12 derniers mois, BAIIA ajusté des 12 derniers mois et marge du BAIIA ajusté des 12 derniers mois



¹⁾ Les montants par action des 12 derniers mois du T4 2024 et du T4 2023 sont fondés sur le nombre moyen pondéré annuel d'actions en circulation.

Sommaire des résultats trimestriels



¹⁾ Représente le montant brut de la dette à long terme et des autres obligations, déduction faite de la trésorerie, divisé par le BAIIA des 12 derniers mois calculé conformément à l'entente de crédit.

²⁾ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » qui commence à la page 54 et aux tableaux de rapprochement connexes aux pages 70 à 73.

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

Déclaration de dividendes

Le 12 novembre 2025, le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 0,108 \$ par action de catégorie A et par action de catégorie B, payable le 22 décembre 2025 aux actionnaires inscrits aux registres à la fermeture des bureaux le 24 novembre 2025. Le dividende est un dividende admissible aux fins de l'impôt sur le revenu.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Le président mondial et chef de la direction ainsi que le directeur exécutif, chef de la direction financière mondiale et chef de la stratégie corporative, de concert avec la direction, sont responsables de l'établissement et du maintien de contrôles et procédures de communication de l'information et d'un contrôle interne à l'égard de l'information financière adéquats, selon la définition que donne à ces termes le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Les contrôles et procédures de communication de l'information sont conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information significative est enregistrée et présentée à la direction en temps opportun de sorte que l'information devant être présentée par la Société dans ses documents annuels, ses documents intermédiaires ou d'autres rapports déposés ou transmis par la Société en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par la législation sur les valeurs mobilières.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière est conçu de manière à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers pour diffusion externe conformément aux IFRS.

Tous les systèmes de contrôle interne, peu importe l'efficacité de leur conception, comportent des limites inhérentes. Par conséquent, même les systèmes réputés efficaces peuvent fournir seulement une assurance raisonnable en ce qui a trait à la préparation et à la présentation des états financiers.

Modifications du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre ouvert le 1^{er} juillet 2025 et clos le 30 septembre 2025, aucun changement n'a été apporté au contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société qui a eu ou est susceptible d'avoir une incidence significative sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société.

RENSEIGNEMENTS IMPORTANTS

Corporation Fiera Capital est une société de gestion de placement mondiale qui compte des filiales dans différents territoires (collectivement, dans la présente rubrique, « Fiera Capital »). Les renseignements et opinions exprimés dans le présent document sont fournis à titre indicatif seulement. Ils peuvent être modifiés et ils ne doivent pas servir de fondement à une décision de placement ou de vente. Même s'ils ne sont pas exhaustifs, les présents renseignements importants au sujet de Fiera Capital et de ses services doivent être lus et compris conjointement avec tout le contenu accessible sur les sites Web de Fiera Capital.

Le rendement passé n'est pas garant du rendement futur. Tous les placements présentent un risque de perte, et rien ne garantit que les avantages exposés ici seront réalisés. Sauf indication contraire, les évaluations et les rendements sont calculés et libellés en dollars canadiens.

Les renseignements qui se trouvent dans le présent document ne constituent pas des conseils en placement, et l'investisseur ne doit pas s'y fier pour prendre des décisions de placement. Ils ne doivent pas non plus être considérés comme une sollicitation d'achat ou une offre de vente de titres ou d'autres instruments financiers. Le présent document ne tient pas compte des objectifs et stratégies de placement d'un investisseur en particulier, de sa situation fiscale ni de son horizon de placement. Aucune déclaration n'est faite et aucune garantie n'est donnée à l'égard de l'exactitude de ces renseignements, et aucune responsabilité n'est assumée quant aux décisions fondées sur ceux-ci. Toutes les opinions exprimées dans les présentes sont le fruit de jugements portés à la date de leur publication et peuvent changer. Bien que les faits et données contenus dans le présent document proviennent de sources que Fiera Capital estime fiables, nous n'en garantissons pas l'exactitude, et ces renseignements peuvent être incomplets ou résumés. Nous nous dégageons de toute responsabilité, quelle qu'en soit la nature, à l'égard de toute perte et de tout dommage directs, indirects ou consécutifs qui pourraient résulter de l'utilisation de l'information contenue dans ce document. Les tableaux, les graphiques et les descriptions de l'historique ou du rendement d'un placement ou d'un marché contenus dans le présent document ne constituent aucunement une déclaration indiquant que cet historique ou ce rendement se poursuivra ou que le scénario ou le rendement d'un placement sera similaire à celui qui figure dans les tableaux, graphiques ou descriptions.

Les tableaux et graphiques contenus dans le présent document sont fournis à titre illustratif seulement et ils n'ont pas pour but d'aider le lecteur à déterminer quels titres acheter ou vendre ou à quel moment acheter ou vendre des titres. Tout placement décrit dans le présent document y figure à titre d'exemple seulement et il ne constitue pas une déclaration que le même scénario de placement ou un scénario de placement similaire se reproduira dans un avenir rapproché ou qu'un placement futur sera aussi rentable que l'exemple ou qu'il n'entraînera pas de perte. Tous les rendements sont purement historiques, ils ne constituent pas une indication des performances futures et ils sont sujets à ajustement.

Chaque entité membre du groupe de sociétés Fiera Capital ne fournit des services de conseils en placement ou n'offre des fonds de placement que dans les territoires où cette entité est inscrite et où elle est autorisée à fournir ces services ou le produit pertinent en vertu d'une dispense d'inscription. Par conséquent, certains produits, services et renseignements connexes décrits dans le présent document pourraient ne pas être offerts aux résidents de certains territoires. Veuillez consulter les renseignements sur les produits ou les services en question pour en savoir plus sur les exigences légales (y compris les restrictions de placement) applicables à votre territoire. Pour des précisions sur l'inscription de tout membre du groupe de Fiera Capital ou sur la dispense d'inscription à laquelle il se fie, veuillez consulter le <https://www.fieracapital.com/fr/inscriptions-et-autorites>.

Vous trouverez des renseignements supplémentaires sur Corporation Fiera Capital ainsi que ses états financiers annuels audités et sa notice annuelle les plus récents sur le site de SEDAR+ à www.sedarplus.ca.



fiera.com